

Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

Supplément n° 3 au bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 8, été 2011 — Prix : 1 € (soutien : 2 €)

LA LUTTE POUR UN NPA RÉVOLUTIONNAIRE depuis le congrès fondateur

Sélection de textes :

I. LUTTE AU CONGRÈS FONDATEUR DU NPA

- Déclaration constitutive : Pour une tendance révolutionnaire du NPA (p. 2)
- Bilan du congrès de fondation du NPA — février 2009 (p. 6)

II. LUTTE CONTRE LES ACCORDS AVEC LES RÉFORMISTES

- Non aux déclarations communes du NPA avec le PG, le PC et d'autres réformistes — juillet 2009 (p. 11)
- Ouvrons la discussion pour rassembler les communistes révolutionnaires dans une véritable tendance au sein du NPA — septembre 2009 (p. 13)
- Après la consultation nationale sur les élections régionales, le CPN vote une prétendue "synthèse" qui cristallise la confusion généralisée — décembre 2009 (p. 17)
- Après l'échec électoral, la direction du NPA persiste dans la dérive droite — mars 2010 (p. 19)

III. COMBAT DANS LA POSITION B POUR UNE GRANDE TENDANCE RÉVOLUTIONNAIRE

- Bilan et propositions après la réunion de la position B du 23 mai 2010 (p. 23)
- La direction de la position B exclut les partisans d'une Tendance révolutionnaire le 6 juin 2010 (p. 28)

IV. PLATEFORME 4 DU CONGRÈS (INITIÉE ET RÉDIGÉE PAR LA TENDANCE CLAIRE)

- Présentation sommaire de la plateforme 4 pour le congrès du NPA de février 2011 (p. 35)
- Contribution au bilan du premier congrès du NPA par la position 4 — 25 février 2011 (p. 37)
- CPN de mars 2011 : propositions de la position 4 pour une campagne *politique* du NPA (p. 40)
- Bilan du CPN de mars : l'aggravation de l'opportunisme empêche de relancer notre parti en crise (p. 40)

V. CPN DE MAI 2011 ET TEXTE C POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE

- Bilan du CPN de mai : reculer encore, renoncer encore ? (p. 41)
- Pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire (tribune du Texte C dans TEAN) (p. 43)
- Pas d'issue sans stratégie ni programme révolutionnaires ! (tribune des délégués C dans TEAN) (p. 44)

DÉCLARATION CONSTITUTIVE : POUR UNE TENDANCE DANS LE NPA DÉFENDANT LA RÉVOLUTION, LE COMMUNISME ET L'AUTO-ORGANISATION

Les militants et militantes sous-signés, participant au processus pour un Nouveau Parti Anticapitaliste, membres de comités NPA dans dix départements, souhaitent se constituer en Tendance dans le nouveau parti pour défendre la révolution, le communisme et l'auto-organisation sur la base de la présente Déclaration et des documents politiques qui l'accompagnent (propositions d'amendements aux projets de « principes fondateurs » et de statuts du NPA, propositions de résolution alternatives sur la situation politique et sociale et sur les élections européennes). Certains d'entre nous étaient membres jusqu'à présents du Groupe CRI, d'autres de la LCR, d'autres encore d'aucune organisation avant de rejoindre le processus NPA.

Sur la base d'un premier bilan de la dynamique NPA, des deux réunions nationales et des textes proposés par le Comité d'Animation National provisoire, nous sommes déterminés à participer à la construction du nouveau parti avec les travailleurs, jeunes et militants anticapitalistes de diverses sensibilités qui ont rejoint le processus. En effet, la situation actuelle de crise du mouvement ouvrier rend nécessaire la reconstruction d'une représentation politique des travailleurs. La remontée, limitée mais réelle, de la lutte des classes depuis 1995, l'intervention croissante du privé dans les luttes dans la période récente et la sympathie significative pour l'extrême gauche offrent la possibilité d'engager cette tâche avec succès. Le NPA a d'ores et déjà commencé à prouver sa capacité à jouer un rôle majeur pour le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires et pour la politisation d'une fraction des travailleurs et des jeunes. Nous approuvons pleinement l'ensemble des points suivants :

1) Le projet de « principes fondateurs » dénonce le capita-

lisme en mettant en évidence ses effets désastreux pour l'humanité et la planète. Il se fixe **l'objectif de « renverser l'État et les institutions »**, qui sont *« une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie »*. Il se prononce contre l'illusion d'une « humanisation » du capitalisme, à laquelle il oppose la seule perspective réaliste, celle du « socialisme », donc du *« pouvoir des travailleurs dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale »*, la *« démocratie des producteurs associés »*, *« la fin de toutes les oppressions »* (racisme, sexisme, oppression de la jeunesse...), l'internationalisme. Il se définit comme un *« parti de classe »*, luttant notamment pour *« le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées »*. Dénonçant le PS et le PCF qui *« n'offrent plus ni projet, ni espoir »*, il propose de *« créer une nouvelle représentation politique des exploités, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système »*. Il annonce que ses éventuels élus refuseront de *« cogérer le système »*, car *« une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes »* et *« il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme »*. Il se prononce pour *« que le NPA fasse vivre le meilleur de la tradition de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celle de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires »*. Enfin, il prévoit que le *« NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes dans le monde, dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale »*.

2) Le projet de « statuts » prévoit un cadre et un fonctionnement à la fois démocratiques et efficaces. Son préambule justifie la forme par le fond, expli-

quant notamment que *« notre projet commun est de construire une nouvelle société qui rejette toute forme d'exploitation, d'oppressions et d'aliénations »* et que, par conséquent, *« l'organisation qui porte un tel projet doit donc, dans ses pratiques mêmes, au quotidien, combattre les effets de l'idéologie dominante. L'organisation qui porte un tel projet doit donc, dans ses pratiques mêmes, au quotidien, combattre les effets de l'idéologie dominante. (...) Il faut donc que l'organisation interne qui sera la nôtre donne à voir la sincérité de nos convictions et de notre projet d'émancipation. »* Il insiste ensuite à juste titre sur la nécessité de la démocratie et du centralisme à la fois : d'une part, *« les formes d'organisation et le fonctionnement ne sont pas neutres. Le bilan que nous pouvons faire du XXe siècle, en particulier le stalinisme et toutes les expériences de bureaucratisation du mouvement ouvrier, nous imposent de tirer toutes les leçons pour construire une organisation vivante, démocratique où chacun et chacune puisse trouver sa place à l'égal de tous les autres. »* D'autre part, *« ce qui rend nécessaire une centralisation des activités du parti, c'est que le capitalisme dispose d'un cadre centralisé d'où s'organise sa domination : l'État, les puissances économiques et financières. L'enjeu est bien un changement de pouvoir et une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. »* Dans ce cadre, on ne peut qu'approuver les dispositions prévues par le projet de statuts, comme le fait que le comité est la structure de base du parti, la souveraineté du congrès, la responsabilité du conseil politique national devant le congrès, la coordination locale des comités, les commissions thématiques, le secteur jeune autonome, l'importance de la formation de tous les militants, le dispositif de communication site/journal/revue, l'exigence de démocratie, de transparence, de circulation des informations et enfin

« la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction ».

3) Le projet de « résolution générale sur la situation politique et sociale » refuse de séparer un « mauvais » capitalisme bancaire et un bon capitalisme entrepreneurial, et dénonce le capitalisme dans son ensemble. Il condamne les interventions étatiques actuelles, comme étrangères aux intérêts du plus grand nombre. Il prône, pour riposter à la crise, un « tous ensemble » contre la dispersion des luttes ; il met en avant pour cela une série de revendications immédiates légitimes. Il stigmatise l'impérialisme en général et évoque les impérialismes états-unien et français en particulier. Il condamne le « dialogue social » défendu par les directions syndicales et leur politique de cogestion ; il leur oppose un syndicalisme de lutte de classes et la convergence des luttes. Il insiste au final sur la nécessité pour le NPA de prendre l'initiative des luttes dès qu'il le peut et, pour ses membres, d'être présents et actifs dans les différentes mobilisations en cours.

4) Enfin, le projet de résolution sur les élections européennes dénonce la prétendue « construction européenne » capitaliste depuis ses débuts, facteur d'aggravation des inégalités et arme des bourgeoisies nationales les plus puissantes, d'ailleurs limitée par leurs propres conflits d'intérêts. Il dénonce les partis de la gauche institutionnelle qui ont contribué et contribuent en première ligne à imposer les traités et directives de l'UE. Il se prononce à juste titre pour une Europe des travailleurs et des peuples et évoque même les « États-Unis socialistes d'Europe », seule perspective historique alternative à celle du capitalisme et de ses horreurs.

Sur la base de l'ensemble des ces éléments positifs et solides, nous sommes convaincus qu'il sera possible de commencer à construire, dans la situation actuelle en France, un parti de combat tout en poursuivant le débat. De ce point de vue, l'existence de tendances et de fraction n'est pas seulement une exigence

démocratique, elle est aussi un besoin politique pour forger peu à peu un parti anticapitaliste cohérent et conséquent. D'une façon plus générale, l'histoire du mouvement ouvrier a montré que la reconnaissance des tendances ou fractions défendant clairement leurs positions dans le parti, avec une majorité et des minorités aux termes des débats programmatiques et stratégiques, permettait aux travailleurs d'aiguiser les armes de la lutte contre le capitalisme. En revanche, l'interdiction ou les restrictions apportées à cette liberté ont toujours conduit tôt ou tard à la dégénérescence. Plus particulièrement aujourd'hui, il n'est pas possible de reconstruire la conscience de classe et de forger sur des bases solides l'unité des anticapitalistes sans laisser les points de vue se confronter librement. Cela correspond d'autant plus à la réalité du processus actuel qu'il se poursuivra après le congrès de fondation : le NPA va bien sûr se construire progressivement et sa première délimitation restera provisoire, notamment jusqu'au premier congrès statutaire l'an prochain.

C'est dans ce cadre démocratique que nous voulons pour notre part constituer une Tendance défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation dans le cadre du nouveau parti. Cela se justifie dès le congrès fondateur pour les raisons suivantes :

A) Le projet de « principes fondateurs » est destiné à regrouper des militants anticapitalistes de sensibilité différente dans la situation historique actuelle, conformément à l'esprit même du processus NPA. Il se présente donc délibérément comme un texte ouvert, en partie provisoire, qu'il faudra continuer d'élaborer et de discuter après le congrès de fondation, car le nouveau parti ne va pas se construire en un an. Or, d'une part, **nous sommes pour notre part partisans du programme historique de la IV^e Internationale**, fondée par Léon Trotsky, car il concentre les acquis des trois premières ; nous estimons donc que le programme du parti dont les travailleurs auront besoin pour mener la révolution devra à terme intégrer les acquis de ce programme : c'est pourquoi nous entendons le faire connaître et

en défendre les perspectives dans le cadre des discussions démocratiques du NPA. — D'autre part, pour le NPA actuel, parti pluraliste rendu nécessaire par la situation immédiate du mouvement ouvrier, **le projet de principes fondateurs comporte à notre avis un certain nombre d'insuffisances, voire d'ambiguïtés**, qui justifient nos propositions d'amendements ci-joints et, au-delà du congrès, la défense patiente et systématique de ceux qui n'auront pas été retenus. Nous pouvons résumer ces principales propositions d'amendements de la façon suivante :

- *Le projet de principes fondateurs ne confère pas clairement au NPA une identité de classe comme parti ouvrier ; il ne parle pas de la centralité ouvrière, au profit de notions vagues comme « la population ».*

- *Il ne met pas clairement en avant la perspective du communisme, impliquant la révolution et le dépérissement de l'État, jusqu'à l'avènement d'une société sans classes et sans État.*

- *Il ne met pas en son centre la lutte pour la conquête du pouvoir par les travailleurs et ne dit rien de la forme de l'État ouvrier issu de la révolution qui ne peut que reposer sur les organes de l'auto-organisation des travailleurs, afin de mener à bien les tâches de l'extension internationale de la révolution et de transformation des rapports de production.*

- *Il emploie un vocabulaire droite/gauche, issu du parlementarisme bourgeois, qui empêche de saisir la frontière entre partis du mouvement ouvrier et partis bourgeois. Il ne permet pas de comprendre que le PS est aujourd'hui parti purement et simplement bourgeois, similaire au Parti démocrate des États-Unis, et que par conséquent il ne faut ni appeler à constituer un front unique ouvrier avec lui, ni lors des élections constituer des listes communes avec lui, même au deuxième tour, ni appeler à voter pour lui, que ce soit au premier ou au second tour.*

- *Il reste trop discret sur les armes de la lutte et de l'auto-organisation de classe : grève, blocage, occupation, comités de grève et fédération de ces comités, comités*

d'entreprise, autodéfense, piquets de grève, sur le fait que les travailleurs doivent se préparer à l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie et son État. Or ces questions doivent selon nous être centrales dans la construction du parti, dès ses premiers pas dans la lutte de classe.

B) Le projet de « résolution générale sur la situation politique et sociale » s'auto-définit à juste titre comme un « texte ponctuel » ; un tel texte sert en effet à analyser la situation du moment et à y adapter de façon circonstanciée l'application du programme fondamental, en l'occurrence des « principes fondateurs ». Il s'agit donc de définir les propositions du NPA pour son action immédiate, entre le congrès de fondation et le premier congrès statutaire l'an prochain. Or, si ce projet de résolution comporte les éléments indispensables que nous avons indiqués, **il reste bien trop en deçà de ce que l'on est en droit d'attendre, dans la situation actuelle d'offensive patronale et gouvernementale encore aggravée par la crise, d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, même du point de vue du projet de « principes fondateurs ». En effet :**

• *Il est axé sur un « programme d'urgence » qui n'est pas révolutionnaire*, dans la mesure où il n'est pas articulé à la perspective du gouvernement des travailleurs, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible de satisfaire les revendications indiquées par une simple mobilisation puissante des travailleurs. Or, s'il est vrai que certaines revendications (par exemple les augmentations de salaires, l'abrogation de telle ou telle loi, etc.) peuvent être satisfaites par la lutte immédiate, il n'est pas possible d'obtenir la satisfaction de toutes celles qui sont proposées sans révolution socialiste. Le texte sème des ambiguïtés quand il parle d'« incursion dans la propriété capitaliste », ce qui pourrait désigner une forme de cogestion, alors que l'anticapitalisme cohérent et conséquent implique le combat pour l'expropriation des capitalistes. De plus, il n'est absolument pas possible d'obtenir des revendications comme l'« interdiction des licenciements »

sans exproprier les grands groupes capitalistes, qui sont les premiers employeurs directs ou indirects : la lutte contre les licenciements est une nécessité quotidienne vitale, mais aucun gouvernement de l'État bourgeois ne pourrait interdire purement et simplement les licenciements, car cela signifierait la négation de la propriété privée capitaliste elle-même ; il est donc important de ne pas faire croire le contraire aux travailleurs, mais de contribuer à développer leur conscience anticapitaliste révolutionnaire. En outre, l'histoire montre que les mobilisations puissantes ont certes pu permettre des conquêtes importantes, mais cela a toujours été au prix du détournement de leurs potentialités révolutionnaires vers le lit du réformisme, c'est-à-dire du maintien du capitalisme (on pense par exemple à la grève générale de mai-juin 1936 en France, à la vague révolutionnaire de l'après-Seconde Guerre mondiale en Europe et dans les pays dominés, à la grève générale de 1968 en France, etc.).

• *Le projet de résolution générale met strictement sur le même plan des organisations qui se réclament clairement de l'anticapitalisme et de la révolution et d'autres qui ne sont que réformistes et antilibérales* ; il propose de s'associer avec les unes et les autres comme s'il n'existait entre elles aucune différence fondamentale. En se présentant comme « une gauche qui résiste, une gauche qui fait des propositions » par opposition à l'autre gauche, institutionnelle, il ne caractérise pas les organisations en termes de classes sociales ; dès lors, en proposant de « créer le débat à gauche », il confond la nécessité du front unique ouvrier avec un rassemblement dénué de cohérence de classe. En particulier, comme les « principes fondateurs », il reste ambigu sur le PS, qui n'est pas caractérisé comme un parti purement bourgeois, avec lequel aucun front unique ouvrier n'est possible.

• *Toutes ses ambiguïtés programmatiques et stratégiques font que cette résolution n'est pas non plus assez concrète pour la lutte immédiate*, où c'est la résistance sociale à l'offensive du patronat et au gouvernement, aggravée par la crise, qui est à l'ordre du jour. — Dans la pratique, depuis septembre, le CAN n'a pas su défendre une orientation in-

dépendante sur la question de la privatisation de la poste, acceptant de s'allier avec les directions syndicales et le PS pour demander un « référendum », alors qu'il s'agit de se battre pour la grève unie des postiers jusqu'au retrait du projet, donc contre les directions syndicales qui n'ont donné aucune suite à la grève du 23 septembre et ont justement canalisé le mécontentement avec une pétition dérisoire. — De même, le CAN n'a pas su proposer aux travailleurs de l'automobile, premières victimes de la crise dans l'industrie et spontanément mobilisés dans un certain nombre d'usine, un plan d'action permettant de les faire converger vers l'action unie et déterminée, en commençant par exemple par une manifestation nationale à Paris — combat qui suppose évidemment le combat contre les directions syndicales collaboratrices ou attentistes. — Bien que de nombreux comités NPA se soient très fortement impliqués dans la lutte des travailleurs sans-papiers qui se poursuit depuis avril, le CAN n'a pas mené le combat pour l'extension de la grève, contre la politique de fractionnement et d'isolement conduite par la direction de la CGT, malgré la volonté de nombreux militants syndicaux qui animent la lutte. — Enfin, le CAN n'a pas mené de véritable campagne nationale contre la réincarcération et pour la libération inconditionnelle de Jean-Marc Rouillon, alors qu'il était possible et nécessaire de coupler le combat contre l'attaque de la bourgeoisie et des médias contre le NPA à la lutte pour le respect des droits démocratiques, d'autant que Jean-Marc Rouillon participe au processus NPA.

C'est pourquoi nous proposons une résolution alternative. Tout en reprenant un grand nombre des revendications proposées par le CAN, mais non le cadre ambigu d'un « programme d'urgence », cette proposition commence par une délimitation claire par rapport au réformisme, en défendant ouvertement l'objectif politique d'un gouvernement des travailleurs, et propose pour l'immédiat un plan d'action concret pour la mobilisation des travailleurs. L'objectif de ce plan est la convergence des luttes et la grève générale comme seule perspective pour battre le patronat et Sarkozy, l'auto-organisation, le combat frontal contre

les directions syndicales collaboratrices (incluant la construction d'un courant lutte de classe dans les syndicats) et la tactique du front unique ouvrier comme seuls moyens d'y parvenir.

C) Le projet de résolution sur les élections européennes, malgré ses points positifs que nous avons indiqués, n'est pas centré sur la perspective des États-Unis socialistes d'Europe et reste par conséquent trop ambigu sur l'Union européenne actuelle.

• *Il oppose une « Europe sociale » à l'« Europe libérale » plus que le projet d'une Europe socialiste à l'UE capitaliste.* S'il se prononce pour l'abrogation de « tous les traités et accords de l'Europe libérale », il ne mentionne explicitement que « Lisbonne, Barcelone, accords Schengen », oubliant de citer à ce moment-là les traités fondateurs de Rome, Maastricht et Nice (même s'il les a évoqués au tout début du texte). Or l'abrogation de ces traités doit être exigée de façon centrale, pour montrer qu'il s'agit de rompre totalement avec l'UE, puis de la renverser et de la détruire, de la même façon qu'il s'agit de renverser et de détruire les États bourgeois nationaux.

• *De même, le mot d'ordre d'« Assemblée constituante européenne » laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de détruire par la révolution — de la même façon qu'une Assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, de celle-ci à la république, de la IIIe à la IVe République, etc.), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs du XVIe siècle à la Ve République !).*

• *Enfin, la question de la participation aux prochaines élections européennes n'est pas posée comme une question tactique, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible, par les élections, de faire triompher à terme le « programme d'urgence ».*

Or ces ambiguïtés pèsent logiquement sur celui-ci : comme au niveau national, il se rapproche d'un projet réformiste plus que révolutionnaire, faute d'être articulé à la

perspective de la révolution et du gouvernement des travailleurs. C'est pourquoi nous proposons une résolution alternative qui, tout en se concluant également sur l'utilité de participer aux prochaines élections européennes, précise qu'il s'agit seulement d'une tactique pour faire connaître nos idées et propositions, et que l'axe central de celles-ci est bien la destruction de l'UE capitaliste et l'édification des États-Unis socialistes d'Europe.

D) Le projet de « statuts », que nous approuvons pour l'essentiel, est cependant insuffisant sur trois points :

• *Il y manque là encore la centralité du prolétariat, dont découle la nécessité d'accorder la priorité à la construction de comités du NPA dans les lieux de travail (entreprises et établissements).* Dans la même logique, il n'est pas expressément prévu d'organiser les militants du même secteur pour centraliser l'intervention du parti dans les syndicats.

• *L'importance de l'autonomie de la jeunesse est sous-estimée :* nous préconisons une complète autonomie politique et organisationnelle des comités jeunes et leur propre fédération nationale ; c'est d'autant plus nécessaire qu'il est impératif de gagner progressivement au programme de la révolution les jeunes des quartiers populaires, qui se révoltent déjà, mais pour le moment sans expérience politique organisée.

• *Tout en affirmant vouloir construire un parti de militants, les conditions fixées pour être considérées comme tel nous semblent trop légères :* pour forger un parti à même de renverser le capitalisme, il faut demander aux militants non seulement d'acquitter leur cotisation et de venir aux réunions, mais aussi de participer régulièrement à celles-ci et à l'activité du parti (diffusions de tract, vente de la presse, intervention dans les luttes, etc.).

Mais surtout, nous insistons pour que les principes et les dispositions concrètes des statuts soient appliqués effectivement, afin que le NPA soit crédible dès sa naissance. Or les lacunes démocratiques dans la préparation et le déroulement des deux réunions nationales (déplorées par de nombreux militants), ainsi que

les exclusions injustifiées de trois militants CRI de leur comité, contraires à l'esprit et à la lettre du projet de statuts comme aux principes généraux du NPA, mais acceptées de fait par le silence du CAN, sont très inquiétantes. C'est pourquoi nous sommes fondés à considérer que le combat pour la démocratie ouvrière dans le NPA reste nécessaire.

Ces critiques politiques, formulées dans le cadre de l'indispensable transparence due à l'ensemble des militants du NPA, nous fondent à demander la constitution d'une Tendance dans le NPA pour la révolution, le communisme et l'auto-organisation. Nous entendons contribuer activement, par notre militantisme sur le terrain et par nos élaborations politiques, à la construction du parti dont notre classe et la jeunesse révoltée ont besoin. Et nous voulons convaincre le maximum de camarades, sur le moyen et le long terme, que le NPA, pour être anticapitaliste cohérent et conséquent, devra être en dernière instance révolutionnaire et communiste.

La présente déclaration, les propositions d'amendements aux projets de principes fondateurs et de statuts et les propositions de résolutions alternatives sur la situation générale et sur les élections européennes correspondent aux résultats de nos évolutions respectives comme de nos discussions entre nous et avec d'autres militants ou groupes de militants participant au processus NPA. Nous voulons ainsi constituer un premier cadre pour rassembler progressivement les militants du NPA qui veulent peser sur l'orientation du parti dans un sens communiste et révolutionnaire.

Dans cette perspective, nous sommes favorables à une large discussion et au regroupement. En particulier, comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises, nous continuons de proposer à d'autres militants ou groupes de militants qui défendent eux aussi des idées révolutionnaires et communistes dans le NPA, notamment à la Fraction L'Étincelle issue de LO et à la Gauche Révolutionnaire, d'ouvrir la discussion en vue d'une Tendance commune. De même que le processus de construction du NPA se poursuivra au-delà du congrès de fondation, jusqu'au pre-

mier congrès statutaire un an après, de même le processus de construction de la Tendance que nous voulons s'accomplir à travers de nombreuses discussions, des combats politiques communs et de nouveaux regroupements. Nous entendons y contribuer activement et estimons être cohérents avec nos idées et nos propositions pour l'intervention immédiate du NPA en commençant dès le congrès de fondation à soumettre à l'ensemble du parti nos analyses et propositions.

En conséquence, dans le cadre de la préparation du congrès de fondation,

- nous demandons au Collectif d'Animation Provisoire du processus NPA, organisateur du congrès, de faire parvenir à tous les comités la présente Déclaration, avec les textes qui l'accompagnent, et de soumettre au vote, lors des assemblées électives de janvier, nos propositions de résolutions alternatives sur la situation sociale et politique et sur les élections européennes ;

- nous appelons les comités à discuter et voter les amendements et les résolutions alternatives que nous proposons ;

- nous appelons les militantes et militants qui s'y retrouvent à signer la présente Déclaration pour une Tendance défendant la révolution, le communisme et l'auto-organisation (nom exact à trouver).

**28 signataires,
adhérents de comités NPA dans
11 départements**

Bilan du congrès de fondation

Le pari d'un nouveau parti pour les travailleurs a été tenu

Après un an de processus constituant, le NPA existe bien et il sera un outil utile pour les luttes des travailleurs, avec ses 9 000 adhérents, ses principes fondateurs anti-capitalistes, ses statuts démocratiques et son orientation combative pour les prochains mois.

L'espoir d'un parti pluraliste et démocratique a été déçu

La direction de l'ex-LCR, intervenant en fraction officieuse, a tout fait pour noyer les débats politiques importants, elle a entravé le pluralisme et brimé les minorités, en particulier les déléguées du projet de Tendance pour le communisme, la révolution et l'auto-organisation

Pour que le NPA devienne dès que possible révolutionnaire, mais aussi immédiatement démocratique, le combat continue !

Un an après son lancement effectif par la direction de la LCR, le processus de construction du Nouveau Parti Anticapitaliste est un succès réel, quoique limité. Avec ses 500 comités et ses 9 000 adhérents annoncés, dont 68% ont participé aux Assemblées générales délibératives préparatoires au congrès de fondation, les militants de l'ex-LCR sont maintenant minoritaires, des milliers d'anciens militants ouvriers et de « primo-militants », notamment des syndicalistes et des jeunes, sont venus dans les réunions tout au long du processus et une partie significative d'entre eux se sont engagés dans un projet qui entend contribuer à la reconstruction du mouvement ouvrier¹.

1) Appréciation sommaire des documents adoptés par le congrès

Le congrès national a adopté quatre textes. Malgré les centaines d'amendements proposés par les comités et l'adoption d'un certain nombre d'entre eux, les documents adoptés par le congrès n'ont pas été substantiellement modifiés par rapport aux versions proposées par l'ex-CAN (Collectif d'Animation Provisoire) du processus NPA. C'est pourquoi l'analyse critique présentée dans notre Déclaration pour une Tendance du NPA défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation reste globalement valable. En résumé, pour les lecteurs qui n'en auraient pas eu connaissance :

A) Les « principes fondateurs » du NPA, auxquels nous avons proposé des amendements, ont pour axe la dénonciation du capitalisme et se fixent l'objectif d'une « transformation révolutionnaire de la société », qui suppose de « renverser l'État et les institutions », car ceux-ci constituent « une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie ». Cependant, le texte refuse de définir le NPA comme un parti prolétarien combattant pour le communisme, donc d'abord pour un gouvernement des travailleurs, ne dit rien de l'État ouvrier issu de la révolution, critique le PS et le PCF de façon trop superficielle et reste trop abstrait sur la question cruciale des armes de la lutte de classe, refusant de parler de « grève générale », de comités de grève, etc.

¹ Cet article dont nous reproduisons ici la première partie est paru dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

B) Les statuts provisoires adoptés par le congrès, auxquels nous avons proposé aussi des amendements, sont globalement démocratiques, ils insistent sur la nécessité du centralisme tout en reconnaissant les comités comme structures de base du parti et le congrès national comme souverain, ils considèrent comme centrale la construction de comité dans les entreprises et les branches, ils prévoient la circulation des informations et la formation des militants, ils reconnaissent « *la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction* », etc. — Cependant, ils ne définissent pas suffisamment le NPA comme un parti de militants tenus de participer *régulièrement* à ses activités (le risque étant dès lors qu'il devienne un parti de simples adhérents) et ils limitent la nécessaire autonomie de la jeunesse à celle d'un « secteur » du parti, au détriment d'une véritable organisation autonome permettant aux jeunes de s'approprier le programme du parti en faisant progressivement leur propre expérience, sans la tutelle des plus âgés.

C) La résolution sur la situation politique refuse à juste titre de séparer un « mauvais » et un « bon » capitalisme, prône pour riposter à la crise un « tous ensemble » contre la dispersion des luttes, met en avant une série de revendications immédiates légitimes, condamne le « dialogue social » défendu par les directions syndicales. Mais elle reste largement insuffisante : c'est pourquoi nous lui avons opposé une résolution alternative. En effet, la résolution adoptée est axée sur un « programme d'urgence » qui n'est pas révolutionnaire, dans la mesure où il n'est pas articulé à la perspective du gouvernement des travailleurs, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible de satisfaire les revendications par une simple mobilisation puissante des travailleurs. Elle n'est dès lors pas suffisamment concrète pour les luttes immédiates. Pourtant, le congrès aurait dû avoir parmi ses priorités d'armer politiquement le parti le mieux possible pour une intervention homogène et conséquente de tous les militants dans la lutte de classe, au moment où la crise prépare une intensification de celle-ci, comme le

prouvent d'ores et déjà la grève des enseignants-chercheurs, le début de son extension aux étudiants et surtout la grève générale héroïque en Guadeloupe et en Martinique. La conséquence de cette faiblesse est que, si les tracts du NPA mentionnent l'objectif de la grève générale, ils refusent de dénoncer l'obstacle principal, qui est la politique de collaboration des directions syndicales avec le gouvernement. Or il faudrait mettre au centre de l'activité la nécessité de *préparer concrètement*, dès maintenant, la grève générale, en intervenant sur la même ligne dans nos syndicats à tous les niveaux et en mettant en place partout des *comités de préparation de la grève générale* qui puissent impulser la discussion politique et l'auto-organisation (AG, comités de grève, grève reconductible là où c'est possible). Car la ligne juste est de se battre pour le front unique ouvrier en s'affrontant de façon systématique aux partis réformistes et aux directions syndicales qui, après le succès du 29 janvier, ont refusé d'appeler à la poursuite de la lutte dans la perspective de la grève générale, préférant collaborer avec le gouvernement (concertations du 18 février) et appelant à une nouvelle « journée d'action » sans perspective près de deux mois après la précédente !

D) Enfin, la résolution sur les élections européennes, à laquelle nous avons opposé également une résolution alternative, dénonce la prétendue « construction européenne » capitaliste depuis ses débuts et les partis de la gauche institutionnelle qui ont contribué en première ligne à imposer les traités et directives de l'UE ; et elle se prononce pour une Europe des travailleurs, évoquant même, en passant, « le projet d'une Union socialiste des peuples d'Europe ». Mais elle reste trop ambiguë sur l'UE actuelle : elle oppose une vague « Europe sociale » à l'« Europe libérale » bien plus que le projet d'une Europe socialiste à l'UE capitaliste et, si elle se prononce pour l'abrogation de « *tous les traités et accords de l'Europe libérale* », elle ne mentionne explicitement que « *Lisbonne, Barcelone, accords Schengen* », oubliant de citer à ce moment-là les traités *fondateurs* de Rome, Maastricht et Nice (même si

elle les a évoqués au tout début du texte). Or l'abrogation de ces traités doit être exigée de façon centrale, pour montrer qu'il s'agit de rompre totalement avec l'UE, puis de la renverser, de la même façon qu'il s'agit de renverser les États bourgeois nationaux. De même, le mot d'ordre d'« *Assemblée constituante européenne* » laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de détruire par la révolution. Enfin, la question de la participation aux prochaines élections européennes n'est pas posée comme une question tactique, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible, par les élections, de faire triompher à terme le « programme d'urgence ». Or ces ambiguïtés pèsent logiquement sur celui-ci : comme au niveau national, il se rapproche d'un projet réformiste plus que révolutionnaire, faute d'être articulé à la perspective de la révolution et du gouvernement des travailleurs.

Si les points positifs des textes adoptés par le congrès justifient la construction résolue et active du NPA, leurs sérieuses limites et ambiguïtés rendent nécessaire la constitution effective d'une Tendance révolutionnaire dont le projet avait été forgé sur la base des propositions initiales de l'ex-CAN. D'autant plus que les raisons qui avaient motivé ce projet sont considérablement renforcées par la façon même dont la direction de l'ex-LCR, hégémonique dans l'ex-CAN, a préparé et mené le congrès.

2) Sur la préparation, le déroulement et les résultats du congrès

Sa méthode a en effet considérablement entravé le déploiement des potentialités créées par l'afflux de nouveaux militants. Son objectif a été manifestement à la fois que le NPA ne soit pas un parti clairement révolutionnaire et qu'elle en garde le contrôle. C'est pourquoi elle a dépolitisé les discussions et notamment entravé le pluralisme politique, au détriment de tous les courants minoritaires et, en dernière analyse, aux dépens de tous les camarades du NPA ; car la liberté totale dans la discussion et notamment la confron-

tation sans entraves des idées sont les conditions mêmes non seulement de la démocratie, mais aussi de la réflexion la plus riche possible et du progrès politique collectif des militants.

A) À l'occasion des deux réunions nationales des comités, en juin et en novembre 2008, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a insisté pour que les délégués n'aient aucun mandat, c'est-à-dire pour que les discussions n'aboutissent pas à de premières prises de position politiques des comités, qui auraient servi de base à de véritables élaborations provisoires et progressives au niveau national, avec les confrontations politiques démocratiques dans le cadre commun que cela imposait.

B) Pour empêcher toute confrontation politique, c'est-à-dire en fait pour s'assurer aisément l'hégémonie idéologique et politique sur le processus, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a interdit toute proposition de textes alternatifs aux siens, n'autorisant que les amendements. À l'exception des militants du projet de Tendance pour le communisme, la révolution et l'auto-organisation, tous les courants politiques constitués (association UNIR liée au courant minoritaire « droitier » de la LCR, « groupe d'opinions » de « gauche » de la LCR, JCR, Fraction L'Étincelle issue de LO, Gauche révolutionnaire, groupe Prométhée...) se sont pliés à cette décision anti-démocratique, se contentant de quelques amendements au lieu de présenter leurs propres idées et propositions dans leur globalité. Cela a donc empêché les militants — notamment les nouveaux arrivants, qui ne connaissaient pas ces courants — de se saisir des véritables enjeux politiques du congrès. Au lieu de poser les vraies questions politiques que soulève toute fondation d'un nouveau parti anticapitaliste, notamment la nécessité d'intervenir efficacement dans la lutte de classe immédiate, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a organisé la dispersion de la réflexion politique. Si le foisonnement d'amendements aux textes proposés exprime un bouillonnement évident de la pensée des militants NPA, la discussion est partie dans tous les sens au lieu de se

concentrer sur les questions principales, la direction n'ayant dès lors guère de mal, étant donné son poids, à imposer globalement ses vues tout en donnant l'impression à bon compte d'une discussion démocratique (comme si la démocratie se mesurait au nombre d'amendements !). Les discussions sont donc loin d'avoir été aussi fructueuses qu'elles auraient pu et dû l'être, tant elles ont été mal organisées, ou plutôt tant elles ont été organisées dans le sens de leur dépolitisation.

C) Or cette « méthode » a été poussée jusqu'à la caricature pendant le congrès lui-même :

a. Dans les réunions de commissions, dirigées généralement par des membres du Bureau politique de l'ex-LCR, les discussions politiques sérieuses ont été sciemment évitées sous prétexte d'examiner un par un les centaines d'amendements, défilant sur un écran, avec un privilège accordé *a priori* aux plus brefs, car le temps était drastiquement compté. Dans la commission sur la résolution générale, pourtant cruciale quand il s'agit de construire immédiatement un « parti des luttes », les organisateurs n'ont même pas pris la peine de regrouper les amendements par thèmes, mais ont décidé leur examen comité par comité ! Dans toutes les commissions, les amendements que la tribune ne voulait pas intégrer ou dont la proposition d'intégration était contestée, ne pouvaient être défendus ou récusés qu'en quatre minutes, avec un « pour » et un « contre » de deux minutes chacun — seuls les membres de la tribune s'octroyant de droit d'intervenir régulièrement. Au final, au-delà de l'ennui inévitable qui gagnait les participants à force de passer du coq à l'âne, les enjeux politiques importants étaient noyés dans les questions de détail ou de formulation. C'est ainsi que le problème crucial de la politique et de la nature exacte des directions syndicales, abordé seulement en commission, a été bien moins débattu (car il avait fait l'objet d'une moins grande quantité d'amendements) que celui de savoir s'il fallait parler de « nature » ou d'« environnement » dans le paragraphe des principes fondateurs sur l'écologie...

b. Mais les séances plénières prévues par l'ordre du jour qui avait été envoyé aux délégués ont été elles encore plus gâchées que les commissions :

• Celle par laquelle devait s'ouvrir le congrès, vendredi matin, a été purement et simplement supprimée : commencée avec deux heures de retard, mais terminée avec une demi-heure d'avance, elle a été remplacée par un meeting, avec non seulement une intervention de Patrice Ganot, membre de la Centrale des Travailleurs Unis de Guadeloupe, président d'Attac-Guadeloupe et secrétaire du Cercasol (équivalent du NPA en Guadeloupe), mais aussi un long discours du camarade Olivier Besancenot. Or les délégués n'étaient pas venus de tout le pays pour assister à un meeting d'Olivier Besancenot, mais pour discuter précisément de l'orientation qu'il s'agit de défendre dans les meetings ! Certes, le dirigeant d'un parti est en droit de présenter, au nom de la direction sortante, un rapport politique introductif à la discussion. Mais, conformément à l'objectif de dépolitiser les discussions, il n'y a eu en fait aucun rapport politique durant tout le congrès et Olivier Besancenot n'a pas pris une seule fois la parole ni en plénière, ni en commission (tout comme il s'était tu dans son AG électorale du 92 nord). Autrement dit, le porte-parole de notre parti semble n'avoir rien à dire pour la définition de ses principes et de son orientation ! On peut se demander s'il s'agit ainsi de préserver son image de « star », en s'abstenant de descendre dans l'arène de nos débats politiques. Or un « parti des luttes » doit certes avoir des dirigeants politiques qui sachent intervenir le mieux possible dans les meetings et les médias, mais il est indispensable qu'ils participent aux débats à égalité avec les autres militants et qu'ils ne soient pas transformés en icônes !

• Les réunions plénières sur les textes soumis au congrès n'ont été autorisées qu'à enregistrer les décisions des commissions respectives et à ne se prononcer chacune que sur une poignée d'amendements litigieux, préalablement sélectionnés par ces commissions. De plus, chacun de ces amendements ne pouvait faire l'objet que d'un ou deux « pour » et « contre » de deux minutes, sauf pour

la discussion sur les élections européennes, qui, malgré son importance tout à fait secondaire pour les travailleurs, a eu droit à un traitement de faveur avec plusieurs interventions de cinq minutes... Globalement, la véritable discussion a donc été empêchée ou entravée. Et l'un des sujets qui, après les élections européennes, a eu droit au plus de temps de débat en séance plénière (presque 20 minutes) a été la question de savoir si le NPA doit se battre... pour la protection des animaux !

D) Presque tous les amendements positifs, d'un point de vue révolutionnaire, ont été rejetés, tandis que la majorité des décisions prises à l'issue d'un vote ont constitué un recul par rapport aux projets soumis par le CAN. Les deux principales exceptions, très importantes, sont d'une part l'adoption, par la commission sur les principes fondateurs, d'un amendement sur l'anti-impérialisme très bien défendu, contre un dirigeant de l'ex-LCR, par une militante sud-américaine, déléguée du comité de Saint-Ouen, qui se prononce pour le soutien à la résistance anti-impérialiste et la défaite des pays impérialistes qui agressent des peuples opprimés². D'autre part, l'importance centrale de la construction de comités dans les entreprises a été intégrée dans les statuts en commission. Il faut ajouter enfin que plusieurs amendements régressifs aux statuts, traduisant la pression des éléments anti-marxistes ou sans tradition révolutionnaire, n'ont pas été adoptés parce que la direction de l'ex-LCR s'y est opposée de tout son poids, mais ont obtenu un nombre de voix très inquiétant pour la suite. L'un visait ainsi à faire du NPA un parti fédéral en « pondérant » sa centralisation : il a été repoussé par un vote serré, obtenant 272 voix contre 287. Un autre voulait mettre fin au droit de fraction et a obtenu 210 voix contre 306 et 52 abstentions. Un troisième visait à supprimer l'autonomie du « secteur jeunes » et a rassemblé 89 voix contre 402 et 94 abstentions... L'essentiel est cepen-

dant que ces amendements ne soient pas passés. — En revanche, les résultats de la majorité des autres votes sont regrettables :

a. Le nom du parti reste « Nouveau parti anticapitaliste », ne devant que d'une courte majorité « Parti anticapitaliste révolutionnaire » (219 voix contre 213 en plénière au premier tour, les trois autres candidats restant loin derrière, 316 contre 264 au second tour). Or il faut noter que la majorité de la direction de l'ex-LCR a mis tout son poids dans la balance en faveur de « NPA », ce qui manifeste son refus d'un parti révolutionnaire.

b. Le terme de « socialisme » a été remplacé par celui de « socialisme du XXI^e siècle », quoique cette dernière expression n'ait guère été discutée dans les comités et les AG électives, puisque le projet de « Principes fondateurs » du CAN proposait une alternative entre « socialisme » et « écosocialisme », les AG électives s'étant pour la plupart déterminées en fonction de ce choix, au net profit de « socialisme » (celui-ci a ainsi obtenu 263 voix au congrès national contre 185 à « écosocialisme »). Or l'expression de « socialisme du XXI^e siècle », proposée en commission, y a obtenu un nombre important de voix et a donc été retenue en plénière, où elle a devancé d'une voix « écosocialisme ». Bien que « socialisme » soit arrivé en tête, un deuxième tour a alors été organisé et « socialisme du XXI^e siècle » l'a emporté par 292 voix contre 263 à « socialisme ». Ce mode de scrutin est donc ce qui a permis cette victoire de l'expression « socialisme du XXI^e siècle ». Or, s'il a certes été lui-même validé par un vote préalable du congrès, il est particulièrement contestable, dans la mesure où les AG électives avaient été appelées à se prononcer dans un vote national exclusivement sur l'alternative entre « socialisme » et « écosocialisme », si bien que, dans l'écrasante majorité des AG, il n'y a eu aucun débat sur l'expression de « socialisme du XXI^e siècle ». L'adoption d'une expression qui n'a pas été discutée dans les comités et les AG électives revient donc à considérer comme nul et non avenu le vote organisé dans ces AG ! La tribune, composée de dirigeants de

l'ex-LCR s'est certes dite surprise du résultat du vote, mais il s'agit bien de l'orientation politique de cette organisation : l'expression de « socialisme du XXI^e siècle » se trouvait dans les premiers textes de l'ex-LCR pour le NPA, avant d'être retirée, et elle a réapparu tout particulièrement en sous-titre du livre de Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot qui a justement été publié à la veille du congrès, faisant l'objet d'une abondante publicité dans la presse de l'ex-LCR³... Or cette expression n'est évidemment pas aussi neutre qu'elle peut le sembler : non seulement elle a été popularisée par le président vénézuélien Hugo Chavez, dont la politique nationaliste bourgeoise n'a rien de socialiste dans le sens du mouvement ouvrier, mais elle revient en outre à considérer comme résolue une question qui a précisément été évitée tout au long du processus constituant : celle d'un vrai bilan des révolutions au XX^e siècle, notamment de la révolution russe et du stalinisme. Or, si l'on pouvait admettre de suspendre provisoirement cette question, afin d'ouvrir le débat à l'intérieur de notre parti pluraliste après sa fondation, il est très regrettable de l'évacuer purement et simplement, comme l'ont fait ceux qui, en parlant de « socialisme du XXI^e siècle », ont voulu faire table rase de tout l'héritage du XIX^e et du XX^e avant même d'en avoir discuté !

c. En revanche, l'amendement d'un comité du Gard proposant en substance de dire que le stalinisme en URSS avait été le produit d'une « contre-révolution », ce qui avait le mérite de bien distinguer la révolution russe et le stalinisme, a été rejeté par 447 voix contre 136 et 55 abstentions (10 NPPV). Et le militant qui l'a défendu, venant du PCF, a été tout surpris que la direction de l'ex-LCR, qu'il croyait trotskyste, appelle à voter contre cet amendement par la voix d'un de ses membres...

d. Un amendement présenté lui aussi par la militante sud-américaine de Saint-Ouen a été rejeté alors qu'il disait fort justement : « *Seule la mobilisation et l'auto-organisation des*

² Cf. le Bulletin de débat préparatoire du congrès, n° 1, p. 5, colonne 1, amendement n° 71. — Notre propre projet de Tendance proposait d'ailleurs un amendement analogue (cf. *ibid.*, p. 6, col. 2, amendement n° 78).

³ D. Bensaïd et O. Besancenot, *Prendre parti. Pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2009.

masses peut permettre la destruction de l'État capitaliste et la mise en place d'un pouvoir des travailleurs, qui engage une transformation révolutionnaire de la société. Le renversement révolutionnaire du capitalisme suppose l'engagement dans la lutte de classes du plus grand nombre dans la durée. Il peut commencer à l'échelle d'un pays, mais il devra forcément se développer au niveau international et ne peut aboutir qu'à l'échelle globale. » Notons cependant qu'il a obtenu 121 voix en séance plénière.

e. Le long amendement à la résolution générale proposé par la Fraction L'Étincelle issue de LO, sous le titre « Une orientation vers la classe ouvrière », a été repoussé (il a obtenu 136 voix contre 284). Or il visait à juste titre à ce que le NPA se construise en priorité dans les entreprises, promeuve l'auto-organisation démocratique des luttes, combatte pour un front des organisations du mouvement ouvrier tout en préservant son indépendance politique, notamment la nécessaire dénonciation des directions syndicales, la centralité de la classe ouvrière, l'objectif de la grève générale et la perspective du pouvoir des travailleurs et du socialisme.

f. L'amendement du comité de Marseille consistant à substituer, dans la résolution générale, la critique de la politique de « certaines directions syndicales » à celle « des directions syndicales » en général, a été adopté (par 236 pour, 160 contre). Le sens de cet amendement est manifestement de couvrir la direction réformatrice de Solidaires, où des dirigeants de l'ex-LCR, donc du NPA, jouent un rôle important, voire celle de la FSU, co-dirigée jusqu'à présent par la tendance École émancipée, elle-même animée par l'ex-LCR... Or, dès le lendemain du congrès, c'est bien l'ensemble des directions syndicales, y compris celles de la FSU et de Solidaires, qui a appelé à la « journée d'action » du 19 mars, refusant ainsi de donner une véritable suite au succès du 29 janvier et d'étendre à la France la grève générale des travailleurs et du peuple de Guadeloupe. La déclaration de l'Union Syndicale Solidaires estime certes que « c'est tard », mais que, « plus tôt, cela aurait été dans la désu-

nion ». Autrement dit, mieux vaut briser les potentialités d'un mouvement s'appuyant sur le succès du 29 janvier en se subordonnant au calendrier de Chérèque et Cie, plutôt que de rompre avec ce rythme d'enterrement bureaucratique ! Dès lors, la seule « perspective » avancée par Solidaires est la suivante : « À nous de faire du 19 mars ce que nous voulons que ce soit. » Et, au vu du vote de l'amendement de Marseille par le congrès du NPA, on ne s'étonne guère de trouver à peu près la même ligne sous la plume de Dominique Mezzi, responsable de la « commission ouvrière » de l'ex-LCR, dans l'ultime numéro de *Rouge*, paru le 12 février : lui aussi convient que « c'est évidemment tard », mais il se réjouit manifestement que « l'unité (soit) préservée pour l'action » et nous explique doctement que, à cause de la méchante CFDT, « il n'était (...) pas totalement acquis d'avance qu'une nouvelle date soit décidée, qui plus est en semaine, donc impliquant une grève ». Bref, ne nous plaignons pas trop et évitons surtout tout affrontement politique avec les gentilles directions de la CGT, de FO, de la FSU ! Dès lors, à l'exception d'une nécessaire « initiative nationale (...) contre la loi Bachelot, comme le proposent les Collectifs unitaires sur la santé », calons-nous bien gentiment sur le calendrier démobilisateur des directions bureaucratiques en préparant six semaines à l'avance la nouvelle « journée d'action » sans perspective du 19 mars !

g. Un amendement aux statuts (mais nous n'avons pas de délégué dans cette commission pour le dénoncer) a introduit le principe inadmissible de salaires inégaux pour les permanents du parti. Cette disposition est contraire à toute la tradition des organisations trotskystes, y compris la LCR : au lieu que chacun touche la même rémunération et que celle-ci soit celle d'un travailleur qualifié, le salaire d'un permanent à temps partiel sera désormais équivalent à ce qu'il perd en quittant partiellement son emploi. C'est ainsi que deux demi-permanents ne gagneront pas la même chose pour leur activité politique, l'inégalité dans le parti venant ainsi redoubler l'inégalité dans l'entreprise ou l'établissement !

Cette disposition est scandaleuse, car l'égalité entre camarades est un principe élémentaire, le dévouement révolutionnaire ne mérite ni privilèges, ni dédommagements matériels, mais c'est en soi un grand honneur d'être choisi en raison de ses compétences pour exercer des responsabilités au service de la cause que défend le parti !

h. Enfin, le sujet qui a suscité le plus de passions a été celui des alliances en vue des élections européennes. Le congrès a adopté, sur proposition des dirigeants de l'ex-LCR et de l'ex-CAN, des conditions très manœuvrières pour un accord électoral avec « toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme » (c'est-à-dire en fait avant tout le PCF et le Parti de gauche de Mélenchon). L'amendement dit « de Clermont », c'est-à-dire en fait du courant « droitier » officieux « Unir », qui préconisait un accord rapide et presque sans conditions avec ces mêmes organisations, a certes été rejeté, comme c'était prévisible (il a obtenu une centaine de voix sur moins de 650). Mais ce rejet n'a pas été justifié par le programme réformiste de ces organisations, ni par leur comportement attentiste et quémandeur de « dialogue social », qui empêche aujourd'hui tout « front unique ouvrier » pour la mobilisation contre Sarkozy (rappelons que, dans le vocabulaire de la III^e et de la IV^e Internationales, un front unique ouvrier a comme base un accord *tactique* circonstancié entre organisations du mouvement ouvrier décidant de lutter ensemble, mais en toute indépendance réciproque, pour des revendications claires et une intervention commune dans la lutte de classe). Et pour cause : la direction de l'ex-LCR et du NPA n'hésite pas à signer de véritables déclarations *programmatiques* communes avec le PCF et le Parti de gauche, comme le prouve leur communiqué commun du 24 janvier. Or ce communiqué est un accord *programmatique* inacceptable, car il renonce à des points clés pour la classe ouvrière, inscrits dans le programme du NPA, en particulier sur les licenciements, le CDI, l'Union Européenne, comme nous l'avons analysé dans notre brochure distribuée aux délégués. De même, la direction du NPA a été jusqu'à signer le 4 février une déclaration commune

avec dix partis « de gauche », dont le PS, contenant des affirmations inacceptables : il y est dit notamment que « la journée du 29 janvier porte clairement la demande d'un changement de cap », comme s'il s'agissait de demander gentiment à Sarkozy de bien vouloir mener enfin une politique favorable aux travailleurs ; il y est affirmé que « Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne peuvent se dérober à ces exigences et ignorer les grands axes avancés dans la plate-forme syndicale unitaire », alors que cette plate-forme se situe entièrement sur le terrain du capitalisme et ne contient presque aucune des revendications élémentaires des travailleurs ; enfin, il évoque la mobilisation des travailleurs de Guadeloupe, mais n'exige pas la satisfaction de leurs revendications... — Dès lors, passant des accords programmatiques avec le PCF et le PG, en dehors d'un cadre de front unique ouvrier, la direction de l'ex-LCR et du NPA a bien du mal à justifier qu'elle n'aille pas jusqu'à un accord électoral avec eux ! En fait, cette incohérence s'explique par un calcul purement électoraliste, incohérent avec sa propre orientation, que nous dénonçons pour notre part : elle n'exclurait sans doute pas de s'allier avec le PCF ou le PG sur la base d'accords programmatiques comparables au communiqué du 24 janvier,

mais elle considère que la présentation du NPA tout seul aux élections permettra de mieux le construire. C'est pourquoi sa résolution pose des conditions qu'elle sait inacceptables par le PCF : en demandant que l'éventuel front électoral se prononce... « pour la sortie du nucléaire » et vaille jusqu'aux régionales, la majorité du NPA sait pertinemment que le PCF refusera. Quant au PG, elle suppose qu'il dira non lui aussi, car il s'est déjà lancé dans une alliance électorale avec le PCF et il ne la rompra certainement pas pour les beaux yeux du NPA. Ce jeu est d'ailleurs dangereux car, avec un manœuvrier comme Mélenchon, tout est possible ! En tout cas, la ligne intégralement opportuniste de l'amendement de Clermont avait au moins le mérite de la cohérence !

Le lancement du NPA comme parti pluraliste est une réponse à la crise du mouvement ouvrier par la reconstruction d'une représentation politique des travailleurs. La combativité, relative mais réelle, des travailleurs ces dernières années et la sympathie significative dont bénéficie l'extrême gauche et notamment Olivier Besancenot, offrent la possibilité d'avancer dans cette voie. Le

NPA a ainsi commencé à rassembler des anticapitalistes, des révolutionnaires et des « primo-militants » parmi les travailleurs et les jeunes combattifs.

Mais cela ne justifie nullement la dissolution des courants politiques constitués qui participent à ce processus ! En particulier, cela ne saurait justifier l'abandon des références et du programme trotskystes, contrairement à ce que veut, de façon plus ou moins revendiquée, la majorité des dirigeants de l'ex-LCR, Olivier Besancenot en tête. De ce point de vue, la dissolution pure et simple de la LCR, qui se réclamait encore de la IV^e Internationale même si elle n'en défendait plus concrètement le programme, est un événement régressif dont le lancement en lui-même juste du NPA semble n'être que le prétexte. Cela n'en rend que plus urgente la constitution d'une véritable tendance trotskyste du NPA, la Tendance CLAIRE, dont le projet se justifiait déjà par le caractère flou des orientations proposées par la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN pour le NPA. (...)

PARTIE 2 : CONTRE LES ACCORDS AVEC LES RÉFORMISTES

Non aux déclarations communes du NPA avec le PG, le PCF et d'autres réformistes

Pour le respect de la démocratie à l'intérieur du parti !

Non à toute alliance programmatique ou stratégique avec le PG et le PCF !

Non à la fusion de nos candidats avec les listes du PS au second tour !

Pour que le NPA soit un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, instrument des luttes, indépendant des réformistes, révolutionnaire !

Les déclarations communes que le Comité exécutif (CE) du NPA a signées avec le PG, le PCF et la Fédération pour une alternative sociale et écologique outrepassent à l'évidence le mandat que lui avait confié le Conseil Politique National

(CPN), comme le soulignent à juste titre de nombreuses protestations de comités locaux et départementaux et d'un certain nombre de membres du CPN. Cette atteinte à la démocratie s'ajoute à bien d'autres, notamment celles qui avaient marqué l'élection même du CPN à la fin du congrès de

fondation ou la désignation des têtes de liste aux européennes, décidée par le CE sans consultation des comités et avant même la tenue du premier CPN. Plusieurs démissions du CPN ont d'ailleurs été justifiées par un refus de cautionner un fonctionne-

ment insuffisamment démocratique, voire en des termes moins choisis.

Suite aux nombreuses protestations, le Comité Exécutif a tenu à indiquer aux comités qu'aucun accord électoral n'avait été scellé, qu'il reviendrait au CPN de septembre de décider ou non de tels accords et qu'il serait proposé une procédure de ratification par l'ensemble des membres du parti. Il n'en reste pas moins que **des « déclarations communes » suivies de conférences de presse sont des actes politiques forts et que celles faites avec le PG et la Fédération indiquent clairement les contours d'un accord pour le premier tour et se prononcent ouvertement pour des « fusions démocratiques » avec le PS au second tour**, alors que le mandat confié par le CPN au CE se limitait à la décision de rencontres sans engagement. Mais au-delà de cette nouvelle atteinte à la démocratie, le problème principal posé par ces déclarations communes relève du fond : leur logique met en cause le projet même du NPA en tant que parti anticapitaliste au service des luttes, partisan d'une « transformation révolutionnaire de la société », indépendant des institutions et notamment du PS :

- **La direction du parti aggrave la dérive électoraliste** déjà constatée durant la campagne pour les européennes, en faisant de la préparation des régionales, dix mois avant l'échéance, une priorité du parti. Le temps n'étant pas extensible, cette activité se fera *nécessairement* au détriment de l'intervention dans les luttes et des discussions de fond en interne. Plus fondamentalement, la construction d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent n'a pas pour but de réaliser le meilleur score possible aux élections, mais de servir la lutte de classe en combinant l'efficacité immédiate par des initiatives concrètes et la popularisation de notre objectif ultime : la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. La tâche de construire un tel parti est certes difficile, elle se heurte à toutes les pressions de la société bourgeoise, mais elle exige patience et détermination : la recherche d'une voie de traverse électoraliste ne peut conduire qu'à une impasse programmatique et stratégique.

- De fait, **la direction du parti place le NPA dans une position de dernière roue du carrosse réformiste** : même si elle refuse la participation à la gestion des régions avec le PS, la direction voudrait que notre parti aide au succès électoral du PG, voire du PCF, alors que ces partis ne sont pas anticapitalistes (contrairement à ce qu'elle prétend), mais se revendiquent seulement de l'« anti-libéralisme », tout en gérant « loyalement » les régions avec le PS depuis cinq ans (de même qu'ils ont participé à des gouvernements du PS entre 1981 et 2002, dans tous les cas au service du capitalisme). *Cela n'a rien à voir avec une ligne de front unique ouvrier*, qui consiste à combattre ensemble, ponctuellement, pour des revendications précises, sans se subordonner aux partenaires, donc sans conclure un « accord durable » d'ordre programmatique ou stratégique avec eux. Or il est évident que notre orientation programmatique et stratégique est incompatible avec celle du PG, de la Fédération et du PCF :

• *Dans les élections, nous devons populariser notre programme anticapitaliste* : par définition, il ne peut pas faire l'objet d'un accord avec les réformistes qui gèrent le capitalisme ! Le seul accord électoral acceptable se limite aux forces anticapitalistes indépendantes des institutions comme par exemple LO (mais il faudrait alors que LO renonce à tout accord avec le PS, contrairement à ce qu'elle a fait aux municipales de 2008, et qu'elle rompe avec la passivité politique qui la conduit à s'enfoncer dans le sectarisme à l'égard du NPA).

• *Dans les luttes, nous devons développer une stratégie offensive pour aider les travailleurs à résister à la crise et à la politique du gouvernement* : elle doit bien sûr inclure le combat pour le front unique sur la base de revendications claires, nettes et précises (tout le contraire des paroles vagues que l'on trouve au début des déclarations communes !), mais son axe ne peut être que celui d'un programme d'action anticapitaliste que seul la lutte de classe la plus intense, la convergence des luttes et la grève générale pourront imposer. Mais nous savons très bien que le principal obstacle à la montée et à l'unité des luttes entre janvier et mai a

été la politique des directions syndicales et des réformistes, avec leur stratégie de « dialogue social » avec le gouvernement, leurs journées d'action sans perspective, leur refus de la convergence des luttes et du combat pour la grève générale. *Or, qui sont les bureaucrates qui dirigent les confédérations, sinon les mêmes que ceux qui dirigent le PS, le PCF, le PG et la Fédération ?* Dès lors, comment pourrions-nous dénoncer côté cour la politique des directions syndicales et s'allier côté jardin avec les directions du PCF, du PG et de la Fédération ? De fait, les déclarations communes ne disent pas un mot sur le bilan des luttes du premier semestre et sur les directions syndicales — de même que toutes les déclarations signées auparavant (à la veille de chaque « journée d'action ») par la direction du NPA avec les « partis de gauche » (y compris le PS !) ne contenaient pas la moindre critique des directions syndicales et de leur stratégie...

c) Enfin, **alors que le NPA s'est constitué comme parti indépendant du PS, la direction voudrait nous engager à nous unir avec lui au second tour, sous prétexte de « fusions techniques »** — y compris dans le cas où nos listes dépasseraient 10% et seraient donc en position de se maintenir et d'avoir des élus sans l'appui « technique » du PS : pour le CE, il s'agit de « *faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite* ». Pourtant, malgré son passé ouvrier déjà lointain, le PS est aujourd'hui un parti bourgeois que seules des nuances secondaires distinguent de l'UMP ou du MODEM : il sert les intérêts des capitalistes quand il est au pouvoir, notamment en privatisant et en brisant les acquis sociaux, il ne se réclame d'ailleurs même pas en paroles de la défense des intérêts spécifiques de la classe ouvrière, mais défend ouvertement le capitalisme comme « horizon indépassable » de l'humanité. C'est pourquoi nous ne devons pas accepter la moindre intégration de nos candidats anticapitalistes dans les listes procapitalistes du PS, nous ne pouvons vouloir des élus qui ne l'auraient pas été par les travailleurs sur base de notre programme anticapitaliste : il serait déshonorant, car contraire à

nos principes, que nous devions nos élus au bon vouloir du PS ou à un quelconque marchandage avec lui.

Il est urgent que l'ensemble des militants du NPA, l'ensemble des comités prennent position et condamnent les déclarations communes avec le PG, le PCF et la Fédération : nous appelons à soutenir les nombreuses motions qui circulent déjà en ce sens. Il faut que cette protestation, qui concerne à la fois la méthode et le fond, devienne majoritaire dans le parti !

Mais au-delà, étant donné la récurrence des manquements à la démocratie et la gravité de la question, où il en va du projet même du NPA, on ne saurait se contenter des décisions du prochain CPN et d'une « ratification » de celles-ci par les militants, comme le propose désormais le CE : **nous demandons que le congrès national du NPA soit convoqué et préparé rapidement, qu'il ait lieu par exemple en janvier 2010, afin que le bilan d'un an d'activités puisse être établi collectivement et que notre position définitive à l'égard du PG, du PCF et du PS soit tranchée démocratiquement.** C'est la moindre des choses que l'ensemble du parti prenne le temps de débattre à fond de ces problèmes et seul un congrès est légitime pour prendre ce type de décisions. D'ailleurs, si une organisation de taille comparable comme LO est capable

de tenir son congrès chaque année, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas faire pareil.

Enfin, constatant que la dérive électoraliste et droitiste de la direction du NPA est rendue possible par les ambiguïtés programmatiques et stratégiques validées par le congrès de fondation, nous nous prononçons pour une orientation clairement ouvrière et révolutionnaire. Un certain nombre de courants, comités et militants partagent cette idée, mais ils sont aujourd'hui dispersés, sans cohésion et même sans discussions entre eux, alors même que la constitution du courant droitier « Convergences et alternative » contribue à pousser la direction dans le sens de l'électoralisme et de l'aggravation des ambiguïtés. **C'est pourquoi nous appelons dans l'immédiat à un regroupement, par delà les différences pouvant exister par ailleurs, de tous les militants, comités et courants de gauche au sein du NPA, de tous ceux qui se reconnaissent dans les points suivants :**

- **Nécessité de construire le NPA en priorité dans la classe ouvrière,** pour en faire un parti de lutte de classe conséquent et cohérent ;

- **Refus de tout accord programmatique ou stratégique avec le PG ou le PCF,** que ce soit dans les luttes ou pour les élections ; le front unique ouvrier est indispen-

sable pour lutter contre le patronat et Sarkozy, mais sur la base de revendications précises, qui n'ont rien à voir avec un programme commun de la « gauche de la gauche » : nous voulons que le NPA reste un parti totalement indépendant du réformisme cogestionnaire, un parti qui milite pour la transformation révolutionnaire de la société par le pouvoir des travailleurs ;

- **Intervention offensive du NPA dans les luttes par la mise en avant sans complexes de ses propositions :** pour l'impulsion de l'auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève...), pour le combat frontal et systématique contre les directions syndicales collaboratrices du patronat et du gouvernement, pour la convergence des luttes, la coordination des entreprises en lutte, avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de stopper le patronat et Sarkozy.

Nous appelons les courants, comités et militants du NPA qui se reconnaissent dans ces trois points, quelle que soit par ailleurs leur sensibilité plus précise, à nous contacter pour organiser dès que possible une première rencontre de ce qui pourrait devenir un large « bloc des gauches » au sein du NPA.

Paris, le 12 juillet 2009
Tendance CLAIRE du NPA

Au-delà du nécessaire combat contre l'alliance avec le PG et le PCF, contre les dérives programmatiques et stratégiques de la direction...

Ouvrons la discussion pour rassembler les communistes révolutionnaires dans une véritable tendance au sein du NPA

Comme nous le disons constamment depuis la préparation du congrès fondateur du NPA (durant laquelle nous avons proposé — en vain — de nous unir avec d'autres courants communistes révolutionnaires participant au processus NPA), la Tendance CLAIRE ne se considère nullement comme LA tendance révolutionnaire du NPA. Celle-ci reste à construire et devra rassembler, sous une forme restant à

définir, non seulement les différents courants plus ou moins formellement constitués qui se réclament du communisme révolutionnaire, mais aussi des centaines de militants issus de l'ex-LCR ou entrés en politique par le NPA qui ne se satisfont pas des orientations de la direction. Comme nous l'avons expliqué au moment du congrès (et comme les orientations confuses et hésitantes de la direction l'ont malheureusement confirmé tout

au long du premier semestre), le NPA a besoin d'un programme, d'une stratégie et d'une tactique de construction claires, qui aillent jusqu'au bout de la logique anticapitaliste, c'est-à-dire qui s'articulent sur un axe communiste et révolutionnaire.

L'indispensable combat actuel des courants et sensibilités de « gauche » au sein du NPA contre la ligne électoraliste de la direction et

notamment contre les alliances programmatiques avec les réformistes sans avenir du PCF et du PG ne doit surtout pas être réduit à une question tactique. Au fond, il s'agit de savoir si le NPA doit devenir un parti révolutionnaire ou réformiste. Si le NPA s'allie à des réformistes sur la base de leur programme compatible avec le maintien du capitalisme et des institutions de l'État bourgeois — fût-ce en exigeant l'indépendance à l'égard du PS —, il finira par devenir lui-même complètement réformiste. S'il veut au contraire être un parti révolutionnaire, il doit refuser toute alliance programmatique qui ne soit pas réellement anticapitaliste et cohérente et ne pas faire croire qu'on pourrait mettre en œuvre un quelconque programme anticapitaliste dans les conseils régionaux actuels (ou les institutions bourgeoises en général).

À quelles conditions un programme gouvernemental de front unique ouvrier est-il possible ?

Il ne s'agit pas de prétendre que la ligne du front unique ouvrier doive se limiter à l'action immédiate : comme l'expliquent au contraire les thèses de l'Internationale communiste qui ont défini cette orientation en 1921, *le combat pour le front unique culmine dans le combat pour un gouvernement des organisations ouvrières*. Mais, pour ne pas devenir gestionnaire du système, un tel gouvernement ne saurait être qu'une étape ultime vers l'exercice direct du pouvoir par les travailleurs : il ne peut s'appuyer que sur un haut niveau d'auto-organisation des travailleurs, sur l'extension de leurs conseils (ou soviets), sur leur participation directe à la définition et à la mise en œuvre d'une politique anticapitaliste cohérente et conséquente. Certes, le programme de front unique pour un tel gouvernement ne peut pas être complet et achevé, comme le déplorent les gauchistes qui le refusent par principe : il est au contraire partiel, adapté au niveau actuel des revendications et de la conscience des travailleurs, en un mot *transitoire*. Mais, pour être cohérent et efficace contre les capitalistes, il doit nécessairement inclure

des mesures d'expropriation pure et simple (sans indemnités ni rachat) des grands groupes capitalistes, le partage des heures de travail entre tous sans baisse de salaires, le contrôle ouvrier sur la production (qu'elle soit nationalisée ou qu'elle reste encore privée), la montée en puissance d'institutions adéquates au développement de l'auto-organisation des masses, jusqu'au pouvoir direct des travailleurs auto-organisés à tous les niveaux, se substituant alors aux institutions de l'État bourgeois.

Dans la pratique, après que cette orientation eut été définie par l'Internationale communiste, elle n'a été que rarement mise en œuvre de façon efficace : d'une part, les réformistes ont le plus souvent refusé toute alliance avec les révolutionnaires, préférant s'allier avec les partis bourgeois ; d'autre part, les PC ont rapidement dégénéré en se subordonnant aux intérêts de l'URSS stalinienne, ce qui a notamment empêché la mise à l'épreuve de la stratégie de front unique définie par l'IC. La principale exception est celle de l'Allemagne de 1923 où, dans une situation révolutionnaire, le parti communiste a réussi à imposer une alliance gouvernementale ouvrière au parti social-démocrate, aboutissant aux éphémères gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe — tout en préparant les conditions d'une insurrection révolutionnaire au niveau national. Mais cela signifie d'abord qu'une *ligne de front unique allant jusqu'à un gouvernement ouvrier suppose une situation révolutionnaire* — ou alors il ne saurait être, par définition, une étape ultime vers le pouvoir direct des travailleurs, mais dégénérerait nécessairement en gouvernement bourgeois. De plus, *il faut que, sous la pression de cette situation révolutionnaire, les organisations réformistes de masse fassent un important pas à gauche* en acceptant les conditions d'un tel programme gouvernemental ouvrier.

Pourquoi un programme anticapitaliste commun avec le PCF et/ou le PG n'est-il pas possible ?

Or de telles conditions ne sont évidemment pas réunies aujourd'hui en France ! Il n'y a ni situation révolutionnaire, ni partis ouvriers réformistes de masse évoluant à gauche sous la pression. Au contraire, la situation générale est marquée par des luttes de caractère essentiellement défensif, qui ne parviennent même pas encore à se coordonner et à impulser une dynamique de mouvement d'ensemble capable de surmonter l'obstacle des directions syndicales et réformistes. Quant aux partis qui prétendent encore plus ou moins défendre les intérêts des travailleurs, leur programme n'est pas tant anticapitaliste qu'« antilibéral », c'est-à-dire en fait purement keynésien (il ne comprend par exemple pas la moindre mesure d'expropriation des grands groupes capitalistes, alors que ce serait élémentaire même dans un programme social-démocrate « classique »). De plus, ce ne sont nullement des partis de masse : le PCF est moribond, ses militants sont vieillissants et de moins en moins nombreux et il ne survit que par son appareil et ses élus (maintenus eux-mêmes par la perfusion du PS) ; quant au PG, c'est un minuscule parti d'origine social-démocrate, mais sans la base et le contexte nécessaires à une véritable politique social-démocrate. Enfin, nous avons pu constater toute l'année dans les luttes que ces partis ne sont nullement des partenaires fiables : ils n'ont rien fait pour l'extension et la coordination des luttes, pour contrer la stratégie des « journées d'action » espacées et aller vers la grève générale ou même pour participer avec nous au soutien des sans-papiers de la rue Baudelique qui exigent la régularisation de tous les sans-papiers. Au contraire, les dirigeants et cadres du PCF et du PG sont souvent les mêmes que les bureaucrates syndicaux qui ont brisé la dynamique des luttes du premier semestre, qui ont refusé toute initiative de convergence et qui refusent de combattre pour la régularisation de tous les sans-papiers... quand ils n'ont pas eux-mêmes commis ou

soutenu l'expulsion de la Bourse du travail !

C'est pourquoi il est gravement erroné de se battre pour une quelconque alliance programmatique avec ces partis, fût-ce en y mettant des conditions : sur le fond, cela ne peut signifier qu'une subordination du NPA au réformisme « anti-libéral » et keynésien. Il faut au contraire laisser le PCF disparaître progressivement de la scène politique et ne pas aider le PG à se développer, car il deviendrait alors un obstacle réformiste important à la progression de l'anticapitalisme cohérent et conséquent. Et peu importe si les dirigeants ou même les militants de ces partis, relayés par les médias bourgeois, nous accusent d'être des diviseurs ! D'abord, nous devons nous battre pour un accord programmatique avec les organisations anticapitalistes, quels que soient par ailleurs leurs défauts, notamment avec Lutte ouvrière. Ensuite, notre priorité n'est pas de gagner massivement des vieux militants du PCF ou les arrivistes du PG, mais de convaincre les travailleurs sympathisant avec le NPA qu'il faut un programme anticapitaliste authentique. Or ce ne peut être qu'un programme révolutionnaire de transition, radicalement alternatif à l'illusoire programme « anti-libéral », partant des revendications immédiates des travailleurs, se concentrant sur l'axe stratégique actuel de la grève générale et s'articulant à la perspective historique d'un gouvernement des travailleurs. Nous devons avoir confiance en un tel programme : alors que la crise frappe de plein fouet la classe ouvrière et que de premières réactions radicales apparaissent, il fournit seul une véritable réponse à la crise, les travailleurs que nous voulons gagner peuvent parfaitement se l'approprier et comprendre qu'il est incompatible avec les illusions réformistes du PG et du PCF.

Où va la direction du NPA ?

Or les notes de rentrée du Comité exécutif (CE), en date du 4 septembre, sont à cet égard extrêmement préoccupantes. La direction n'annonce pas seulement, de façon beaucoup trop laconique pour être satisfaisante, que le débat sur la ques-

tion des alliances pour les élections régionales sera « tranché (...) par un vote tel que le prévoient nos statuts » et que « ce cycle de débat interne doit s'achever au plus tard en novembre ». Au-delà de cette question importante, qui va naturellement polariser les débats internes ces prochaines semaines, le CE annonce en outre des propositions de révisions programmatiques et statutaires qui éclaireront fondamentalement l'enjeu de cette discussion sur les alliances électorales, car elles posent en fait la question du parti que nous voulons.

La direction veut revoir nos « principes fondateurs » dans un sens moins « protestataire » et soi-disant plus « concret »... c'est-à-dire réformiste !

Le Comité exécutif propose que la discussion programmatique soit rouverte dans le cadre de la préparation du congrès du NPA, qui devrait se tenir en juin 2010. Selon lui, il s'agit de revoir les « principes fondateurs » adoptés au congrès de fondation en prenant « en compte le fait que le NPA n'est pas homogène sur toutes les questions » et en faisant en sorte de « garantir le caractère "large" et populaire du parti et même viser de nouveaux élargissements si cela s'avère possible et souhaitable ». Faut-il comprendre que, sous prétexte de « nouveaux élargissements », la direction nous prépare une tentative d'édulcorer les éléments positifs des principes fondateurs, hérités du marxisme, alors même que ceux-ci y coexistent déjà avec des passages confus qui noient les questions essentielles ? Tout au contraire, nous pensons que l'homogénéité du NPA ne peut progresser que par la formation théorique, historique et politique des militants et par l'approfondissement des discussions programmatiques dans le sens d'une meilleure appropriation du marxisme.

Le Comité exécutif nous explique que, « globalement, il faut nous défaire de l'image que l'on veut nous coller de mouvement purement protestataire. Il faut incarner la révolte

face aux injustices sociales et à l'insécurité écologique. Mais il faut aussi populariser les solutions anticapitalistes aux crises multiformes que nous portons en termes de mesures concrètes. » Et, pour bien enfoncer le clou, la direction ajoute que le programme que nous défendrons dans la prochaine campagne électorale « ne peut se résumer à des généralités mais doit intégrer un programme précis de mesures sociales et écologiques que nous défendrons dans les conseils régionaux ». Là encore, faut-il comprendre que la direction du parti voudrait troquer notre programme anticapitaliste (quelles que soient ses limites actuelles) pour un programme de « mesures concrètes » à mettre en œuvre dans le cadre du système ? Car qu'est-ce que des « solutions anticapitalistes concrètes », tant qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier et de processus révolutionnaire ? Voudrait-on nous faire croire que, dans le cadre des institutions, en l'occurrence des conseils régionaux, nos élus pourraient véritablement faire avancer la mise en œuvre de « mesures concrètes » contre le capitalisme ? La direction du NPA verse ici dans l'idéologie réformiste la plus éculée, selon laquelle on pourrait commencer à changer réellement la société sans prendre le pouvoir, sans exproprier les grands groupes capitalistes, par de petites réformes s'accumulant progressivement aux niveaux local et régional... jusqu'à définir une stratégie générale !⁴

Quant à la méthode proposée pour revoir les principes fondateurs, le CE propose qu'elle soit la même que celle utilisée pour leur adoption, c'est-à-dire la multiplication d'« amendements » les plus divers partant dans tous les sens⁵ ! Il faut au contraire que, cette fois, les différentes orientations politiques qui existent de fait au sein du parti ne soient pas muselées, mais puissent être identifiées clairement par des propositions spécifiques cohérentes ; et que, après un débat clair, les votes dégagent une majorité et des minorités.

⁴ Cf. sur cette question les discours de Rosa Luxemburg contre le réformisme, que nous reproduisons plus loin.

⁵ Cf. notre bilan du congrès de fondation dans *Au CLAIR de la lute* n° 1.

tés sur la question du programme anticapitaliste que nous voulons.

La direction met en cause la définition du NPA comme parti de militants

Cette dérive programmatique s'accompagne logiquement d'une mise en cause d'un des acquis du congrès de fondation concernant la nature du parti que nous voulons. Au-delà de certaines formules insuffisantes, nous nous sommes en effet prononcés clairement, à une forte majorité, pour un parti de militants, en considérant que tout adhérent devait participer activement à la vie et à la construction du parti. Or, là encore, la direction nous explique qu'il s'agit d'assurer la « poursuite de l'élargissement politique » et que, par conséquent, « il faut qu'on puisse militer au rythme où on le souhaite », car « nous avons besoin de toutes et de tous », de sorte que nous devrions « accepter "l'intermittence militante" dès lors qu'il existe des équipes stables qui agissent dans la continuité ». Ce concept d'« intermittence militante » est contradictoire avec le projet d'un parti de militants. Cela signifierait qu'un adhérent pourrait militer quand bon lui semble — par exemple se consacrer uniquement aux campagnes électorales ! —, tout en pouvant peser autant qu'un véritable militant sur les décisions du parti. En outre, que seraient alors les « équipes stables qui assurent la continuité » ? Il y aurait d'un côté des demi-militants qui ne pourraient acquérir la formation et l'expérience nécessaires pour saisir les enjeux des discussions, et de l'autre des groupes de dirigeants bien rodés, avec le risque évident d'un fossé anti-démocratique et d'une bureaucratisation. Ce serait une dérive dramatique vers un fonctionnement de type social-démocrate.

La direction renonce à défendre l'objectif stratégique de la grève générale

En ce qui concerne l'orientation immédiate pour les luttes de la rentrée, le Comité exécutif appelle à juste titre à « défendre une cohérence politique sur une orientation anticapitaliste, tisser un front syndical

national, critique, lutte de classe, rompant avec les orientations d'accompagnement qui sont globalement celles des directions confédérales, pour proposer une perspective de mobilisation générale, et inscrire les différentes initiatives dans la construction d'un rapport de force global ». Mais, d'une part, la direction ne parle pas une seule fois de la nécessité de construire un véritable courant intersyndical de lutte de classe, instrument pourtant indispensable pour imposer un « front syndical national de lutte de classe » (cf. sur ce point notre éditorial).

D'autre part, elle n'évoque à aucun moment l'objectif de la grève générale, auquel elle substitue la proposition bien vague de « faire avancer l'idée d'un mouvement plus général et prolongé auprès de la masse des salarié-e-s » ! Pourtant, l'axe stratégique de la grève générale a été popularisé dans les luttes du premier semestre (dans la continuité de novembre-décembre 1995, du printemps 2003 et de la lutte contre le CPE en 2006) et ne doit pas être abandonné sous prétexte d'un reflux temporaire des luttes. Au contraire, l'absence de cet objectif dans la résolution politique adoptée par le congrès de fondation explique largement l'état d'impréparation politique dans lequel s'est trouvé notre parti quand la montée des luttes au printemps et la grève générale antillaise l'ont mis concrètement à l'ordre du jour. La direction du NPA s'est montrée alors hésitante, avançant l'objectif de la grève générale, mais sans systématisme et sans proposer d'initiatives politiques concrètes pour y parvenir et surmonter l'obstacle des directions syndicales⁶. Or si, comme disait Lénine, certaines fautes politiques sont graves, il est bien pire de ne pas en tirer les leçons et de les reproduire.

⁶ Cf. sur <http://tendanceclaire.npa.free.fr> d'une part notre critique de la résolution politique adoptée par le congrès de fondation et notre proposition de résolution alternative, qui était quant à elle centrée sur l'objectif de la grève générale et des propositions concrètes pour aider les travailleurs à y parvenir ; d'autre part notre critique de l'orientation de la direction du NPA dans les luttes du printemps et nos propositions alternatives dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1 et 2.

Huit mois après le congrès de fondation, les notes de rentrée du Comité exécutif confirment donc l'urgence d'ouvrir la discussion entre les militants communistes et révolutionnaires du NPA et de la porter dans tout le parti en coordonnant nos efforts, en nous unifiant pour être plus forts. Il serait dramatique d'attendre le congrès, bien trop lointain, pour combattre politiquement les dérives de la direction, qui sont non seulement électoralistes, mais aussi programmatiques, statutaires et stratégiques. Au-delà des itinéraires différents, voire des préjugés que nourrissent les uns sur les autres les différents courants de gauche plus ou moins formalisés au sein du NPA, au-delà aussi de tout calcul soi-disant tactique qui ne peut que continuer à entraver le nécessaire rapprochement des communistes révolutionnaires... ouvrons la discussion sans préalables et accordons-nous sur l'essentiel sans tarder davantage !

Nina Pradier,
septembre 2009,
Au CLAIR de la lutte n° 3

**TRAVAILLEURS,
TRAVAILLEUSES,
JEUNES, MILITANT-E-S**

**Consultez notre site
actualisé chaque jour :**

<http://tendanceclaire.npa.free.fr>

**Prenez contact avec la
Tendance CLAIRE !**

Courriel :
tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone : 06 64 91 49 63

Le CPN du 13 décembre a voté une prétendue « synthèse » qui cristallise en fait la confusion généralisée

Tout en poussant pour une campagne anticapitaliste la plus avancée possible, il faut que les révolutionnaires du NPA se battent

- ***pour que le congrès soit convoqué au printemps***
- ***pour avancer vers une grande tendance révolutionnaire unifiée***

Le Conseil Politique National du NPA (CPN), réuni le 13 décembre, a adopté la résolution présentée par la majorité du Comité exécutif. Mais, après l'échec qu'elle a subi lors de la consultation interne, le vote du CPN est en fait un nouveau revers pour la direction. Elle a certes prétendu dans les médias (y compris dans notre journal Tout est à nous !) que le CPN l'avait suivie par 70% des voix, avec 8% de votes contre et 22% d'abstentions ou de NPPV. Mais en réalité ce résultat annoncé triomphalement ne concerne que le mandat donné au CE... d'appliquer la décision du CPN (c'est pourtant si évident qu'un vote sur ce point était bien inutile... sauf précisément pour afficher un résultat artificiel de 70% !). En revanche, la motion concernant les élections régionales, point central de l'ordre du jour et du mandat confié au CE, n'a recueilli quant à elle que 47,9% des membres du CPN présents au moment du vote (12,5% de voix contre, 22,9% d'abstentions et 16,7% de NPPV ; cf. le compte-rendu du CPN envoyé aux comités le 17/12).

Certes, la direction prétend avoir habilement « dépassé » les divergences :

- pour tenir compte du vote majoritaire des militants (somme des voix pour les motions A et B), la résolution prend acte de la « rupture avec le Front de gauche au plan national, (qui) résulte des conditions politiques imposées par celui-ci, dans lequel le PCF a joué un rôle décisif, visant à nous contraindre à gérer les régions avec le PS » ;

- pour tenir compte des critiques de la position B contre les renoncements programmatiques

consentis par la direction lors des discussions avec le Front de gauche, la résolution prétend que « le NPA mènera une campagne nationale » et égrène une long liste de mots d'ordre fondateurs du NPA ;

- pour satisfaire les partisans de la position C, la résolution affirme que « la poursuite des discussions unitaires relève dorénavant de la compétence des structures du NPA dans chaque région, dans le cadre des dispositions prévues par nos textes fondateurs (statuts, principes) ».

Mais en fait la « synthèse » était évidemment impossible entre les partisans d'une vraie campagne anticapitaliste du NPA et les artisans d'accords avec les réformistes cogestionnaires du système. Dès lors, **au lieu d'éviter le pire en ressoudant le parti par une vraie campagne nationale, la motion de la direction cristallise la confusion généralisée qui a mené le NPA au bord de la crise et cautionne la régionalisation de notre parti.**

Campagne nationale anti-capitaliste... ou campagnes régionales à géométrie variable ?

On lit ainsi que « le NPA mènera une campagne nationale, qu'il participe à des listes du NPA ouvertes à des partenaires locaux ou à des listes unitaires plus larges ». Or le CPN a donné carte blanche aux instances régionales du NPA pour conclure ou non des accords « unitaires » avec des réformistes, notamment avec le PG là où le PC se

présente sur les listes du PS dès le premier tour :

- D'une part, **il est évident que la campagne du NPA ne sera donc pas réellement nationale :** comment les réformistes institutionnels pourraient-ils laisser le NPA développer un argumentaire pour en finir avec le capitalisme, alors qu'ils aspirent à gérer loyalement le système ? Comment le PG et le PC pourraient-ils notamment laisser le NPA expliquer aux travailleurs qu'il est hors de question de siéger dans les exécutifs avec le PS alors qu'ils disent (et font) le contraire ?

- D'autre part, **en refusant de soumettre les accords régionaux à une validation nationale et de fixer ne serait-ce que des conditions et des critères pour de tels accords, les partisans de la position A se sont en fait alignés sur la position C,** comme nous l'avions craint. Au lieu d'éviter le pire, le CPN l'a autorisé pour près d'un tiers des régions ! Cette décision n'est pas conforme au résultat de la consultation nationale : outre les partisans de la position B (29,4%), qui voulaient mettre un coup d'arrêt partout aux discussions « unitaires » avec le PC et le PG, les camarades qui ont voté pour la position A (35,5%) se sont prononcés pour que ces discussions se poursuivent au niveau régional « dans la continuité de nos propositions nationales », marquées notamment par le fait « que les rapports de force [politiques et sociaux] ne permettent pas de participer à des gouvernements régionaux dont la politique est dominée par le PS et Europe Écologie ».

Second tour : chacun fait ce qu'il lui plaît !

Le faux équilibre et la vraie confusion politique se retrouvent dans le passage consacré à la question du second tour, puisque la résolution adoptée par le CPN laisse aux structures régionales le soin d'arrêter la position du NPA : « *La volonté de participer à la défaite des listes soutenues par Sarkozy en adaptant dans chaque région, en fonction du contexte et des résultats obtenus au premier tour, la forme précise de l'attitude au second tour, fusion "démocratique", appel à battre la droite, abstention, maintien de la liste.* » Autrement dit, la « régionalisation » du parti ne sera cette fois pas limitée à un tiers des régions, mais étendue à toutes ! Ce sera du grand n'importe quoi ! Si Olivier Besancenot est invité au soir ou au lendemain du premier tour à la télévision, comme c'est probable, et qu'on lui demande la consigne du NPA, il ne devra surtout pas avoir peur du ridicule avant d'égrener jusqu'à 22 réponses différentes !

Quels mots d'ordre centraux pour la campagne ?

Quant aux mots d'ordre du NPA repris dans la résolution du CPN, on doit certes se réjouir que la direction ait renoncé à ses renoncements, qu'elle accepte, sous la pression des militants, de mettre en avant nos revendications après avoir tout fait pour les passer à la trappe lors des discussions avec le PC et le PG. Cependant, cela ne suffit nullement pour convaincre les travailleurs et les jeunes combattifs de rejoindre le parti :

• D'une part, **ces mots d'ordre se présentent sous la forme d'une longue liste dont ne se dégagent pas les axes nécessaires pour une véritable campagne nationale clairement identifiable**, articulée aux principaux enjeux des luttes immédiates, comme s'il s'agissait seulement d'un pot commun où chacun puisse se servir pour faire sa cuisine régionale. De fait, selon le profil des listes présentées, notamment si elles sont « unitaires »

ou non, il est évident que les principaux mots d'ordre mis en avant ne seront pas les mêmes, que les réformistes en refuseront beaucoup et que de nouvelles concessions leur seront faites là où le NPA s'allie avec eux.

• D'autre part (et nous voulons ouvrir la discussion tout particulièrement avec les partisans de la position B, car ses représentants au CPN ne sont pas en désaccord avec la direction sur ce point), **ces mots d'ordre ne sont pas articulés à une perspective révolutionnaire** : la résolution ne dit pas que beaucoup ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre du système capitaliste et qu'il faut par conséquent populariser la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire des travailleurs, par et pour eux-mêmes. **La résolution ne parle même pas de la grève générale comme seul moyen de battre Sarkozy et son gouvernement** : elle n'évoque qu'un vague « *mouvement d'ensemble* » en laissant croire qu'il pourrait suffire pour « *imposer ces mesures* ». Comme si nous n'avions pas connu de « *mouvements d'ensemble* » en 1995, 2003, 2006 et 2009... et comme si ces « *mouvements d'ensemble* » avaient permis ne serait-ce que la satisfaction d'une seule des revendications énumérées dans la résolution du CPN !

Pour une orientation alternative à celle de la direction, pour une opposition de gauche durable, capable de faire du NPA un parti révolutionnaire

Dans cette situation :

a) Nous appelons les militants du parti dans les régions où un accord avec les « antilibéraux » est prévu ou envisagé à le mettre en échec ;

b) La discussion sur les régionales étant passée, nous réitérons notre demande que **la direction réoriente son activité principale sur l'intervention du parti dans les luttes**, avec une vraie campagne nationale contre les licenciements et des initiatives politiques permettant d'avancer dans

la convergence des luttes ;

c) Nous réitérons notre demande que, **conformément aux statuts adoptés par le congrès de fondation, le CPN convoque le congrès du parti avant l'été**, à notre avis en avril, après des régionales, pour faire le bilan de notre organisation et de l'orientation décidée, avec un débat général sur le programme et la stratégie, la constitution officielle de courants et l'élection d'une nouvelle direction représentative de la base du parti.

d) Nous appelons tout particulièrement **les camarades qui ont voté pour la position B à se réunir partout localement et à se prononcer pour une rencontre nationale, afin de faire le bilan de la consultation et du CPN, de commencer la discussion sur le bilan plus général du NPA et sur les moyens d'avancer vers un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire**. De ce point de vue, il faudra intégrer dans ces discussions le bilan des auteurs de la position B eux-mêmes, membres du CPN, qui ont dirigé le combat contre l'orientation de la direction depuis juillet. Au-delà des discussions nécessaires sur les ambiguïtés et insuffisances du texte même de la position B (cf. notre contribution critique dans *Au CLAIR de la lutte* n° 4) :

• Fallait-il conclure ce combat en se contentant d'un unique amendement à la résolution de la direction, alors qu'elle est complètement confuse ?

• Fallait-il d'ailleurs limiter cet amendement lui-même à la demande que la poursuite des discussions « unitaires » dans les régions « *prenne pour base le programme défini au niveau national* », au lieu de contester le fait même de continuer à discuter avec des partis qui veulent siéger dans les exécutifs à la botte du PS (les représentants de la position B au CPN n'ont pas voté contre la poursuite de ces discussions) ?

• Fallait-il voter la résolution si cet amendement était adopté, malgré tout le reste, comme les auteurs de la position B affirment qu'ils l'auraient fait (dans leur tribune de *Tout est à*

nous !)?

• Fallait-il au final se contenter de s'abstenir ?

Pour notre part, **nous estimons qu'il aurait fallu proposer une résolution alternative (comme l'ont fait d'ailleurs les partisans de la position C, plus cohérents sur ce point) non seulement pour tenter de gagner des partisans de la position A, mais aussi pour acter un désaccord de fond avec l'orientation de la direction.** Car celle-ci s'est montrée prête à brader notre programme pour se présenter avec les réformistes, qui autorise maintenant des accords régionaux sans conditions avec eux et qui veut

négocier avec le PS des places pour des candidats du NPA au second tour, alors que cela implique à l'évidence un accord politique (sans quoi le PS n'aurait évidemment aucun intérêt à le faire, pour autant qu'il puisse le vouloir).

Il aurait fallu et il faudrait que, après la consultation nationale qui a sanctionné l'orientation confuse de la direction, se cristallise au niveau du CPN et dans tout le parti une orientation alternative globale, une opposition de gauche durable, en un mot **une grande Tendance révolutionnaire, qui profiterait de sa diversité (origines, sensibilités et expériences différentes) pour mener le débat politique**

en son sein et le porter dans tout le parti. Si cela n'a pas été le cas, c'est qu'il reste des questions programmatiques et stratégiques à débattre au sein même de la position B. Rien ne serait plus regrettable que de pas mener dès maintenant ces discussions : elles sont cruciales pour l'avenir même du NPA si l'on veut stopper sa dérive à droite, faire progresser les idées révolutionnaires et lui redonner sa dynamique initiale en attirant avec enthousiasme les travailleurs et les jeunes révoltés par le système capitaliste.

Tendance CLAIRE

19 décembre 2009

CPN des 27-28 mars 2010

Après l'échec électoral, la direction du NPA persiste dans la confusion politique et la dérive droite...

Pour avancer vers un NPA révolutionnaire, il faut lancer maintenant une grande tendance révolutionnaire !

La direction n'est plus légitime

Pas moins de six textes de bilan (plus une contribution individuelle) étaient présentés au CPN (Conseil politique national) des 27-28 mars⁷. La majorité du Comité exécutif (porteuse de l'ex-position A lors de la consultation nationale de novembre et de la confusion généralisée à cette occasion comme le reste du temps) s'est divisée en trois, tandis que la droite du parti (ex-position C) ne réussit toujours pas à s'unir (écartelée entre le courant Convergences & alternatives, qui avait appelé en décembre à faire la campagne du Front de gauche, et des militants plus loyaux envers le NPA) ; seule la gauche du parti, qui avait défendu la position B, est restée unie malgré sa diversité.

Finalement, les deux principales sensibilités de l'ex-position A (textes

de bilan n° 1 et 2) se sont certes regroupées pour voter la résolution finale au nom de l'unité du parti. Mais, d'une part, elles se sont affrontées sous la forme d'amendements, l'une voulant continuer à discuter de façon centrale avec le PG et le PC, tandis que l'autre voulait donner la priorité à l'indépendance du NPA — sans pourtant refuser la poursuite de ces discussions avec les réformistes... D'autre part, la troisième composante de l'ex-position A (texte de bilan n° 3), correspondant à la sensibilité du bulletin *Débat révolutionnaire*⁸, s'est

abstenu. Au final, il n'y a pas eu de véritable majorité pour la résolution de la direction, adoptée par 53 voix pour, 31 contre, 20 abstentions et 6 refus de vote. Si l'on rapporte ces résultats au nombre de membres du CPN élus au congrès fondateur, soit 192, il apparaît de façon évidente que la direction actuelle de notre parti n'a plus de légitimité — comme cela avait déjà commencé à apparaître lors de la consultation nationale des militants en novembre.

Certes, le Comité exécutif a été un peu rééquilibré avec l'entrée de deux représentants supplémentaire pour l'ex-position B et de trois pour l'ex-position C. Le CE étant dominé de façon écrasante par l'ex-position A alors que celle-ci n'avait recueilli que 35% des voix lors de la consultation nationale, cette mesure était la moindre des choses — et est en fait fort tardive ! Cependant, il faut rappeler

confusion, comme elle y contribue depuis le début, si elle ne rompt pas franchement avec la direction sur la base d'un bilan sans concessions de sa dérive droite des dernières années.

⁷ Ces textes sont publiés sur le site du NPA : <http://www.npa2009.org/content/retours-sur-les-elections-regionales>

⁸ Cf. <http://www.npa-debatrevolutionnaire.org>
Cette sensibilité, héritière du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR (qui éditait le bulletin *Débat militant*), venant lui-même du groupe Voix des travailleurs exclu de LO en 1997, n'était plus un courant depuis l'avant-dernier congrès de la LCR, mais une composante de la majorité. Jusqu'à ce CPN, elle essayait de l'infléchir un peu sur la gauche, mais restait toujours solidaire d'elle. Cette sensibilité est obligée maintenant de se démarquer du noyau de la direction si elle ne veut pas renier ses propres principes. Il est pourtant clair qu'elle ne pourra que continuer à semer la

que, lors du congrès fondateur, la direction avait voulu empêcher la constitution de tendances (au nom du respect des « primo-militants » !) et même réprimé les seuls militants qui avaient décidé d'en faire une, ceux de la Tendance CLAIRE⁹. Dans ces conditions, il est urgent d'asseoir la légitimité des différentes tendances qui se sont constituées par la suite au sein du CPN (correspondant en fait pour beaucoup à différentes sensibilités de l'ex-LCR qui n'avaient pas été présentées aux fameux « primo-militants ») sur les votes des militants. Si la consultation nationale de novembre leur avait donné une certaine base, malgré ses grosses limites démocratiques¹⁰, celle-ci est déjà largement périmée puisqu'il ne s'agissait pas d'un congrès et que la question posée alors restait très partielle.

Malgré l'urgence démocratique, la direction et la gauche du parti refusent de convoquer le congrès en juin

C'est pourquoi la démocratie, mais aussi les statuts explicites adoptés par le congrès fondateur (et que le CPN est censé appliquer...) exigeaient de convoquer un congrès en juin. Sur ce point, on ne peut que regretter que la gauche du parti ait fait bloc avec la majorité de la direction (contre les représentants du courant Convergences et alternatives, mais aussi d'un certain nombre de comités) pour repousser le congrès à novembre. L'argument selon lequel cela n'aurait pas été réaliste en termes de délai pour écrire les textes et approfondir les discussions ne tient pas : les bilans de la campagne électorale et des ré-

sultats ont été écrits en quelques jours et il aurait été possible de les discuter dans tout le parti pour préparer un congrès. De plus, sur la question du foulard musulman, plusieurs dizaines de textes ont été rédigés et publiés dans un bulletin spécial pour mener un premier débat dès ce CPN : là aussi, il était possible d'organiser la discussion. Quant aux élaborations programmatiques et stratégiques, elles sous-tendent les différentes positions qui s'expriment au CPN et il était donc possible, là aussi, de les développer et d'en débattre pendant deux mois dans tout le parti.

Or les militants, confrontés à la crise de notre parti, souvent déboussolés, parfois tentés de claquer la porte comme bien d'autres avant eux, en ont besoin de discuter immédiatement, de comprendre et de reprendre espoir. Beaucoup n'attendent pas le congrès de novembre. Certes, les textes préparatoires au congrès seront présentés au CPN de fin mai pour que la discussion commence en juin. Mais ce sont deux mois perdus pour l'urgent débat de fond et, vu le fonctionnement du NPA dans bien des endroits, il est évident que cette discussion ne pourra commencer réellement partout avant l'été et qu'elle sera très inégale selon les endroits, faute d'un enjeu immédiat (la motion votée propose qu'elle se mène indifféremment dans des « comités, regroupements de comités, départements, régions »...). Puis, avec les vacances et la rentrée, il faudra finalement mener la vraie préparation du congrès en un délai aussi court que celui séparant la fin mars de juin, pourtant jugé « non viable » !... La solution trouvée est donc bancal, une fois de plus, à l'image de l'orientation adoptée.

La résolution du CPN ne propose aucune orientation pour les luttes

Sur le fond, en effet, la résolution majoritaire au CPN ne propose aucune analyse de fond de la situation (au-delà d'un bilan essentiellement factuel des résultats des élections) et elle persiste à plonger notre parti dans l'inaction, la confusion politique et la dérive droitière. Tout d'abord, elle ne propose aucune ligne pour

l'intervention dans les luttes : il n'y a même pas eu de discussion particulière sur cette question, la demande des camarades de la position B étant rejetée au profit d'une discussion réduite une fois de plus à la question des élections (quoique cette fois sous la forme d'un bilan) et d'un début de débat sur le voile musulman. La seule phrase qui concerne l'intervention dans les luttes est un amendement, concédé à la gauche, disant simplement que « *le NPA favorisera le rassemblement de tous ceux et celles qui veulent construire des fronts de lutte à la base dans les quartiers et dans les lieux de travail.* » C'est ainsi que notre parti doit une fois de plus affronter sans orientation politique claire la séquence sociale et politique actuelle, marquée pourtant par un certain regain des luttes ouvrières depuis janvier, la défaite de Sarkozy aux élections, qui a rendu flagrante son illégitimité, et la nécessité d'engager sérieusement le combat contre la réforme des retraites.

La direction continue à vouloir discuter d'un programme avec le PC et le PG... voire avec le PS !

En second lieu, la confusion politique persiste sur la question des rapports avec les partis réformistes : d'une part, la résolution affirme que le NPA ne participera pas (encore heureux !) à la nouvelle mouture de l'« union de la gauche » que nous préparent le PS, Europe Écologie et le Front de gauche pour 2012, que « *nous avons pu vérifier dans l'entre-deux tours les désaccords fondamentaux que nous avons avec les directions des partis qui composent le Front de Gauche* » et même « *nous ne pouvons pas nous placer comme ceux qui veulent "rééquilibrer" la gauche, mais comme ceux qui, souhaitant une véritable rupture avec le capitalisme, tracent les voies et les moyens de cette rupture en indépendance totale avec ceux qui à gauche gèrent ce système* »¹¹.

¹¹ Cette dernière formulation résulte d'un amendement des partisans du texte 2, qui veulent marquer l'indépendance du NPA par rapport au PCF et au PG, mais sans remettre en cause fondamentalement l'orientation du reste de la direction. Il a

⁹ Le courant Convergences et alternative s'est constitué après le congrès fondateur et non avant ou pendant, contrairement à ce qu'on peut lire dans le bulletin de compte-rendu du CPN, p. 48. Ses partisans n'ont nullement proposé de plateforme politique au vote des délégués, qui aurait permis de mesurer leur audience et de voir élire un nombre de représentants au CPN correspondant à celle-ci. — Cf. ci-dessus notre compte-rendu du congrès fondateur.

¹⁰ Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=103>

Mais, d'autre part, la résolution dit en même temps que « *le NPA doit mener campagne activement en faveur d'un front visant à regrouper les organisations, courants et militants qui veulent offrir une alternative anticapitaliste opposée au Medef, à la droite et au social-libéralisme* » et que « *nous acceptons la discussion sur le contenu et les formes de l'alternative au pouvoir de la droite et aux politiques de droite* »¹². Cela revient exactement à recommencer la politique des discussions avec le Front de gauche qui nous a conduits à une impasse désastreuse. Pire : cela pourrait même impliquer que le NPA aille jusqu'à ouvrir une discussion avec... le PS, puisque ce parti prétend lui aussi proposer une « *alternative au pouvoir de la droite et aux politiques de droite* » ! Après avoir perdu notre temps — et presque notre âme — en négociant avec les réformistes du PC et le PG pour qu'ils intègrent nos propositions dans leur programme, va-t-on maintenant discuter « *sur le contenu et les formes* » avec la gauche bourgeoise — fût-ce en annonçant qu'on n'ira pas jusqu'au bout ?

Comme l'écrivent à juste titre les camarades de l'ex-position B au CPN, « *en cherchant jusqu'au bout à faire un compromis entre deux positions différentes, le texte a été adopté en intégrant deux propositions contradictoires (...) sur l'attitude vis-à-vis du reste de la gauche lorsqu'il s'agit de chasser la droite ! Alors que des désaccords ont été discutés au CPN, la résolution présentée à l'ensemble des militants a fait comme s'il n'existait pas de désaccord...* » Autrement dit, la direction continue de nous mener en bateau en voulant nous faire épouser les méandres de ses propres confusions politiques, oscillant entre un anticapitalisme inconséquent et un opportunisme impuissant.

La direction nous propose un programme à tendance réformiste

Enfin, la racine de cette politique s'exprime dans l'orientation programmatique mise en avant, de façon beaucoup plus fondamentale, par la résolution adoptée au CPN. En effet, la résolution affirme que « *nous proposons au projet d'alternance social-libéral, sous la houlette du PS, une autre politique, un programme de mesures radicales anticapitalistes, sociales et écologiques, qu'appliquerait un gouvernement véritablement au service des classes populaires et qui ne craindrait pas de remettre en cause le pouvoir de la finance, des banques et du patronat. Ces mesures, nous les porterons et en débattons partout, avec celles et ceux qui cherchent à en finir avec la droite et Sarkozy pour mettre en œuvre une politique répondant aux besoins des classes populaires pour en finir avec la dictature de la finance.* »

Autrement dit, la direction du NPA ne propose pas un programme de transition révolutionnaire, axé sur l'objectif d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes :

- En proposant un programme qui se limite à vouloir « *en finir avec la dictature de la finance* », on renonce au but fondamental d'en finir avec le capitalisme lui-même.

- En proposant une simple « *remise en cause du pouvoir de la finance, des banques et du patronat* », on renonce à combattre pour leur expropriation pure et simple, sans indemnités ni rachat, pour leur collectivisation, leur auto-gestion et une planification globale démocratique.

- En fixant l'objectif d'un « *gouvernement véritablement au service des classes populaires* », on renonce de fait à se battre pour celui des travailleurs eux-mêmes. S'ils étaient développées jusqu'au bout, ces axes seraient typiquement ceux d'un programme réformiste. Cela confirme l'urgence de reprendre le débat de fond, programmatique et stratégique.

Revenir aux orientations du congrès fondateur... ou trancher leurs ambiguïtés dans un sens révolutionnaire ?

Nous ne devons pas laisser la direction trancher les ambiguïtés des principes fondateurs, qui mêlaient des considérations sur la révolution et le pouvoir des travailleurs à des confusions réformistes, dans le sens du réformisme. Mais cela suppose d'abord de bien identifier ces ambiguïtés du congrès fondateur, au lieu de se contenter d'accuser la direction de ne pas respecter les orientations de celui-ci, comme le font les camarades de l'ex-position B au CPN. C'est pourquoi nous avons, pour notre part, assumé dès ce congrès la défense de positions programmatiques ouvertement révolutionnaires — centrées sur l'objectif du gouvernement des travailleurs — et une résolution politique alternative proposant une orientation stratégique pour la lutte de classe immédiate fondée notamment sur l'auto-organisation et le combat contre les directions syndicales et réformistes.

À l'époque, les autres courants et sensibilités de gauche dans le parti (à l'exception partielle de la Fraction L'Étincelle issue de LO) avaient refusé de défendre comme telles leurs propres positions pour le congrès — voire nous avaient accusé de ne pas « respecter les rythmes », de nous « auto-proclamer », etc. En réalité, elles avaient pris ainsi la responsabilité de contribuer à une confusion qui n'était pas due à l'afflux de « primomilitants » ou à la dynamique inhérente à la fondation d'un nouveau parti, mais avant tout au choix des dirigeants de l'ex-LCR de dépolitiser les débats en ne leur donnant aucune hiérarchie et en les laissant partir dans tous les sens.

La plupart des militants et dirigeants qui sont maintenant dans la gauche du parti avaient même voté non seulement pour la résolution politique générale, qui ne proposait aucun plan d'action clair pour les mobilisations, mais même pour la résolution sur les élections européennes. Or celle-ci se prononçait pour une « Europe sociale », comme le PS et le PCF, et proposait ensuite un

été adopté par 46 pour, 24 contre, 16 abstentions et 26 NPPV.

¹² Amendement adopté de justesse (38 pour, 36 contre, 11 abstentions, 29 NPPV), à l'initiative des plus droitiers de la majorité...

vague « *plan d'urgence pour l'Europe, de rupture avec le capitalisme, (...) un projet anticapitaliste alternatif aux choix européens réalisés jusqu'à ce jour* », sans poser la question du pouvoir. Cette question est pourtant la condition même d'un programme anticapitaliste révolutionnaire : son absence ouvre la porte aux dérives opportunistes, voire réformistes. De fait, la résolution débouchait sur la décision de tout faire pour un « *accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme* » et qui « *ne se limite pas aux élections européennes, mais s'étende aux élections régionales* » — même si la résolution précisait certes que cette unité ne devrait pas être « *un cartel électoral sans lendemain, mais un instrument pour les luttes des travailleurs* »... Avec le recul, n'est-il pas évident que l'acceptation de la confusion politique au congrès et le refus de mener les combats d'idées et de programme — au-delà de quelques amendements — ont contribué à préparer et justifier la dérive toujours plus droitière de la direction depuis lors ?

Fort heureusement, la fuite en avant opportuniste que permettaient les résolutions du congrès n'ont pas été acceptées par de nombreux camarades, ceux de la future position B, dès la déclaration commune NPA/PG au mois de juin. Mais il faut en tirer les conséquences en reprenant le débat programmatique et en confrontant les idées. Par exemple, dans leurs textes pour le dernier CPN, les camarades de la position B n'ont pas contesté l'orientation programmatique de la direction sur la question du « *gouvernement au service des classes populaires* » : aucune de leur critique ne porte sur ce point¹³. Et, dans leur texte de novembre (pour la consultation nationale), tout en faisant des critiques justes contre la ligne de la direction et des propositions pertinentes pour les luttes (rai-

son pour laquelle nous avons apporté notre soutien à leur texte), ils se contentaient, quant au programme, de reprendre la ligne de l'ex-LCR en proposant un « *plan d'urgence* » et de « *rupture avec le capitalisme* », au lieu d'articuler le combat pour les revendications immédiates avec la question décisive du pouvoir et du combat pour le socialisme... C'est une question clé dont il va falloir discuter pour préparer le congrès.

Reculer encore face à la nécessité d'une tendance révolutionnaire serait irresponsable

Sans attendre, il devrait être désormais évident pour tous les partisans d'un NPA révolutionnaire qu'il est vital de se rassembler et de s'organiser pour préparer au mieux le congrès. Les camarades de l'ex-position B au CPN, après avoir plusieurs fois refusé de prendre cette initiative, appellent enfin à une réunion nationale (le 23 mai). C'est une bonne chose car nous avons besoin de débattre entre camarades du parti qui avons voté pour la position B en novembre et au-delà.

Cependant, certains camarades dirigeants de la position B semblent avoir l'illusion qu'il serait possible de convaincre rapidement une partie de la majorité actuelle, qui vient pourtant de confirmer son homogénéité de fond, au-delà de ses divisions secondaires, en votant pour la résolution du CPN (à l'exception des camarades de *Débat révolutionnaire*, qui se sont abstenus). Ils soutiennent qu'il y aurait seulement deux orientations dans le parti : la leur et celle de la droite. C'est ainsi qu'ils justifient jusqu'à présent leur refus de lancer une tendance révolutionnaire, semblant croire qu'il serait possible que leurs propres positions gagnent la majorité en quelques mois par la seule valeur de leurs arguments, sans constituer une force politique au sein du parti. En réalité, le risque pourrait être que cela aboutisse à des compromis avec une partie de la direction actuelle, aux dépens des clarifications nécessaires et au prix d'une orientation peut-être plus à gauche, mais non clairement révolutionnaire.

En réalité, il y a bien trois orien-

tations principales dans le CPN, même s'il n'y en a que deux qui soient conséquentes : celle de la « droite », partisane d'une alliance programmatique et stratégique avec le Front de gauche ; celle de la « gauche » du parti, partisane d'un NPA indépendant et centré sur l'intervention dans la lutte de classe ; mais aussi celle du « centre », la majorité actuelle, qui oscille et continuera d'osciller longtemps entre ces deux orientations (quels que soient ses tiraillements internes), mais dont la tendance générale est d'aller toujours plus vers la droite. Entre ces trois orientations, il faut trancher. Elles doivent donc s'assumer comme telles, par la constitution de tendances clairement identifiées et soumises aux militants. C'est pourquoi il est urgent de lancer une tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire.

Dans le processus constituant de cette tendance et la préparation du congrès, il faudra mener des discussions de fond, cerner les points d'accord et de désaccords, sans pouvoir prétendre surmonter toutes les divergences — processus qui suppose justement des combats communs dans le parti comme dans la lutte des classes. Mais les dirigeants de la position B ne doivent plus temporiser ou hésiter : toute une partie de la base attend qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs responsabilités¹⁴. Car il en va en dernière analyse de l'avenir même de notre parti, aujourd'hui en crise.

Nina Pradier

¹³ Seul le texte de bilan des camarades du bulletin *Débat révolutionnaire* se prononce en ce sens : « *Notre parti doit sans ambiguïté opposer au pouvoir des banques, du patronat, de la haute administration, le pouvoir démocratique des travailleurs et de leurs organisations.* » Mais alors, comment serait-il possible de ne pas rompre avec la direction et l'affronter désormais, puisqu'elle ne développe absolument pas cette orientation ?

¹⁴ Cf. notamment le très important appel des camarades de la Meuse, <http://npa-commercy.over-blog.com/article-appel-des-militants-de-la-meuse-48399532.html>

PARTIE 3 : COMBAT DANS LA POSITION B POUR UNE GRANDE TENDANCE RÉVOLUTIONNAIRE

***Après la réunion nationale de l'ex-position B le 23 mai 2010,
poursuivons les discussions communes pour une plate-forme de congrès ra-
dicalement alternative à celle de la direction***

**Avançons en même temps vers une tendance révolutionnaire du NPA
avec tous les camarades qui en sont d'accord !**

350 camarades ont participé à la réunion nationale de l'ex-position B le 23 mai à Paris. Cette forte participation, en plein week-end de Pentecôte et sachant qu'il s'agissait d'une réunion entièrement autofinancée, montre le besoin de discussions collectives et la volonté de construire pour le NPA une orientation radicalement alternative à celle mise en œuvre par la direction. Pour notre part, nous demandions une telle réunion depuis plus de six mois, regrettant que la politique défendue par les camarades de l'ex-position B au CPN soit définie par eux seuls, sans discussion à la base, et qu'elle n'aille pas jusqu'au bout du combat pour un NPA révolutionnaire. Nous nous réjouissons donc vivement du succès de cette première rencontre, qui a permis aux militants de commencer à mieux se connaître.

Cela a été une première occasion pour échanger, confronter les analyses et les propositions entre militants aux parcours et aux sensibilités différentes : courant officieux des dirigeants du 92 Nord (ancienne gauche de la majorité de l'ex-LCR) et de la majorité du secteur jeune (ex-JCR), militants issus du courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de LO, courant Gauche révolutionnaire, secteur automobile du NPA, représentants des comités de Mulhouse, de la Meuse et de la Franche-Comté appelant les uns et les autres à une Tendance révolutionnaire dans le NPA, courant La Commune, groupe des militants issus du Comité de Stéphane Just (ex-OCI), Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire incluant les militants de la Tendance CLAIRE... Il nous semble particulièrement important de lever

les a priori qui peuvent exister et de savoir faire de cette diversité une richesse pour essayer d'avancer ensemble vers l'élaboration d'une orientation révolutionnaire pour le NPA. Cela implique d'acter à chaque étape les points d'accord et de poursuivre les discussions sur les points en débat.

Une discussion riche, qui a fait apparaître à la fois des préoccupations communes et des différences

Sur la situation politique et l'orientation immédiate du NPA

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, la situation politique et les campagnes à proposer au NPA, deux thèmes ont dominé. **Beaucoup d'intervenants ont évoqué la crise en Grèce, manifestation la plus aiguë de la crise mondiale du capitalisme**, qui est en même temps la pointe la plus avancée de l'offensive bourgeoise pour faire payer la crise aux travailleurs et de la résistance de ceux-ci, qui cherche la voie d'une radicalisation (grèves et manifestations du 5 et du 20 mai, rassemblements contre le Parlement, affrontements avec la police). On a remarqué notamment la proposition d'une campagne de solidarité internationaliste avec le peuple grec, articulée au combat contre notre propre gouvernement, qui nous prépare une cure d'austérité préventive. **La question de la lutte en France pour la défense des retraites a également été centrale.** Plusieurs intervenants ont défendu l'idée qu'il fallait s'investir avant tout dans les « collectifs unitai-

res » regroupant les organisations syndicales et politiques, généralement sur la base de l'appel ATTAC/Copernic, mais en les concevant comme outils de mobilisation. D'autres, en revanche, ont souligné à juste titre la nécessité de se battre pour mettre sur pied des collectifs de mobilisation qui définissent eux-mêmes leurs revendications, les plus avancées possible, tout en dénonçant centralement les directions syndicales qui « négocient » avec le gouvernement, l'exigence qu'elles rompent ce « dialogue social » étant alors une condition pour réaliser un véritable front unique ouvrier. En ce sens, il se confirme que le combat plus général pour un courant lutte de classe et antibureaucratique dans les syndicats est crucial, comme l'ont souligné quelques intervenants. Il nous semble cependant que la discussion aurait pu être davantage préparée à l'avance pour voir s'il était possible de sortir de la réunion avec une orientation à proposer à tout le NPA, afin de mener de façon révolutionnaire le combat central contre la réforme des retraites de Sarkozy-Fillon. Car, si nous croyons essentiel de mener la lutte politique pour une stratégie et un programme révolutionnaires, il nous semble tout aussi important de montrer concrètement ce que cela implique pour l'orientation immédiate du parti.

Sur le bilan du NPA depuis sa fondation

Le second point à l'ordre du jour, consacré au bilan du NPA, a fait apparaître des différences d'appréciation. **Pour certains camarades, notamment les représentants de la position B au CPN, la dérive de la direction aurait commencé en**

juin 2009, au moment de l'ouverture des discussions électorales avec le PC et le PG. D'autres, dont nous faisons partie, pensent que les « principes fondateurs » sont eux-mêmes ambigus et que les résolutions adoptées par le congrès étaient erronées. Sans pouvoir épuiser ici cette discussion, rappelons quelques arguments :

- La résolution sur les élections européennes adoptée par le congrès disait : « *Le congrès fondateur du NPA est favorable à un accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme. (...) Le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt, de façon publique, à en explorer immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes, en particulier avec les forces avec lesquelles nous avons mené campagne aux dernières élections municipales.* » C'était indiscutablement ouvrir la porte à des discussions et à un accord avec des partis « qui se réclament de l'anticapitalisme » sans être anticapitalistes, comme le PG et le PCF. La principale condition posée était non seulement que cet accord concerne les luttes et les élections, mais aussi qu'il soit « durable », c'est-à-dire qu'il englobe les européennes de 2009 et les régionales de 2010.

- **Les principes fondateurs sont manifestement ambigus.** En particulier, s'ils contiennent des formules tout à fait justes disant que, pour renverser, le système il faudra une révolution, ils ne sont pas organisés autour de l'objectif que nous poursuivons : la conquête du pouvoir par les travailleurs, la république des conseils, ouvrant la voie vers l'expropriation du capital et le socialisme, par l'extension internationale de la révolution.

- Des camarades représentant l'ex-position B au CPN ont soutenu que les militants souhaitant trancher dans un sens révolutionnaire les principes fondateurs se mettraient de fait en dehors du cadre du NPA. Pourtant, **il est du droit de tout militant de vouloir modifier le programme du parti dans le sens qui lui semble juste.** Les dirigeants de la position C et une majorité de ceux de la position A ne se privent d'ailleurs pas de le faire, proposant de modifier les principes fondateurs dans un sens

réformiste. C'est pourquoi il est à la fois juste et nécessaire de mener la discussion de fond.

- On a aussi entendu dire que seuls des principes fondateurs ambigus pouvaient permettre un parti large. C'est à notre avis une **confusion entre le programme du parti et ceux auxquels il s'adresse.** Il faut chercher à toucher largement tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, révoltés par le capitalisme, mais cela n'implique pas qu'il faille le faire au détriment d'une stratégie claire, ni qu'on le fera plus facilement dans la confusion, bien au contraire. D'ailleurs, cet argument, déjà erroné selon nous au moment du congrès fondateur, se voulait en tout cas provisoire : l'ambiguïté était censée tenir compte du manque de formation et d'expérience des milliers de « primo-militants », mais tout le monde s'accordait pour dire que la discussion programmatique n'était pas close. Le texte des « principes fondateurs » reconnaît lui-même, dans son introduction, qu'il contient des « *forces et des faiblesses* » et que « *ce n'est pas un programme complet, détaillé, un "manifeste"* ». Or, seize mois après, dans une situation de crise du parti et de nombreuses démissions, il est crucial de revenir sur ces manques et ces faiblesses programmatiques et stratégiques, d'approfondir les discussions pour relancer le NPA.

- De ce point de vue, il nous apparaît important d'étudier l'expérience et **de tirer collective-ment le bilan politique de tous les « partis anticapitalistes larges » formés dans différents pays**, comme la coalition *Respect* en Angleterre, le PSOL au Brésil ou encore le Bloc de Gauche au Portugal. Relevons en particulier que les députés de ce dernier viennent de voter le 7 mai au Parlement le plan de « soutien » à la Grèce présenté par le gouvernement, donc les mesures d'austérité terribles pour le prolétariat grec, sous prétexte d'éviter la faillite de la Grèce. C'est un argument qui ressemble malheureusement beau-coup à celui de Papan-dreou et des bu-reaucrates syndicaux grecs pour faire accepter ces mesures aux travailleurs. En France, même le PC et le PG n'ont pas osé voter avec l'UMP et le PS pour ce prétendu plan de sauvetage, bien qu'ils en aient approuvé le principe !

Il y a eu moins d'interventions pour discuter le bilan de la politique menée par la direction actuelle du NPA dans la lutte des classes. Cela nous a semblé dommage car c'est bien en vue de cette intervention que nous construisons notre parti. Peu de camarades ont cherché à répondre au problème soulevé par Manu Georget, qui a souligné le peu de soutien du NPA national à la lutte pourtant exemplaire des Philips Dreux. Plus généralement, il a été peu question de la faiblesse de l'intervention du NPA national dans une séquence de la lutte des classes pourtant particulièrement riche depuis janvier 2009, marquée par la grève générale aux Antilles, les journées d'action puissantes, les grèves ouvrières en France, nombreuses et radicalisées dans leurs méthodes, etc. Cela a été à notre avis une faiblesse de la réunion, d'autant plus surprenante que nombre de camarades ont insisté sur l'importance de la pratique, en l'opposant parfois de façon bien schématique à la question du programme.

Les dirigeants de l'ex-position B se sont opposés à la volonté de faire des pas significatifs vers une tendance révolutionnaire

Durant l'après-midi, il s'agissait de discuter de la question : « *Quel NPA voulons-nous ?* », puis de la préparation du congrès. **L'échange a fait apparaître là aussi des différences, notamment entre des camarades voulant se battre pour un NPA clairement révolutionnaire, assumant son programme au quotidien dans les luttes, et les partisans d'un parti anticapitaliste large** dont l'orientation soit certes indépendante des partis réformistes, axée vers les luttes et plus radicale que celle de la direction actuelle, mais sans pour autant sortir d'une sorte de parasindicalisme plus ou moins radical.

Retour au NPA des origines ou avancées vers un NPA révolutionnaire ?

Pour justifier leur refus d'une tendance révolutionnaire, les diri-

geants de l'ex-position B ont invoqué deux types d'arguments. Ils ont mis en avant des considérations tactiques. Selon eux, le fait de mettre en place trop tôt une tendance révolutionnaire risquerait de nous couper du parti. Ce souci ne nous semble pas fondé, car il n'y aucune raison pour qu'une telle tendance ne puisse mener le débat dans tout le parti sur ses propres positions ; **la constitution d'une telle force dans le parti serait au contraire la meilleure façon de convaincre tous ensemble un maximum de camarades en s'adressant à eux en toute clarté.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont évidemment déclaré leur refus de s'associer au texte récemment publié par la majorité de la direction (exposition A s'alliant avec une partie de l'ex-position C), mais ont aussi affirmé leur volonté de chercher des accords avec certains de ses signataires, auteurs de formulations alternatives au sein même de ce texte, sous le forme de « fenêtres » certes plus à gauche, mais non pour autant en rupture avec la logique générale de la direction. Bref, **ils subordonnent leur orientation au principe d'obtenir une majorité au congrès avec des dirigeants qui en partagent une autre pour l'essentiel.**

Ce sera bien sûr l'un des enjeux du congrès d'empêcher que le parti ne devienne réformiste. De ce point de vue, il va de soi qu'il faudra faire des blocs tactiques avec tous ceux qui refusent de s'engager dans cette voie. Mais cela n'implique pas du tout que les révolutionnaires doivent renoncer à défendre leur propre programme et leur propre orientation. **Une majorité solide ne saurait se construire par d'éventuels compromis boiteux, mais se construit par en bas, en convaincant patiemment les camarades du parti.** C'est en opposant à la stratégie réformiste proposée par la majorité de la position A une stratégie révolutionnaire que l'on peut aider le mieux à la clarification du débat et que l'on pourra entraîner des camarades au-delà de la position B. C'est d'autant plus vrai que le développement de la crise laisse de moins en moins de place à une illusoire orientation inter-médiaire entre réforme et révolution.

Au lieu de permettre un cadre de discussion unificateur des différentes sensibilités, les organisateurs ont proposé un texte inamendable !

Un texte présenté par ses auteurs comme inamendable

Durant la pause de midi, une commission s'est réunie pour que les organisateurs présentent leur projet de déclaration, qui n'avait pas été envoyé à l'avance, mais distribué seulement le matin aux participants. Quelques camarades ont exprimé leur déception que le texte ne soit pas plus radical, qu'il se contente de revendiquer les principes fondateurs, affirmant que nous aurions « *changé d'orientation en juin 2009* », et qu'il ne mentionne pas l'objectif d'une Tendance révolutionnaire. D'autres se sont opposés expressément à l'objectif d'une telle tendance et demandé qu'on précise que l'objectif était de parvenir à une majorité au congrès pour diriger le parti — ce qui impliquait selon eux de préparer la jonction avec une partie des dirigeants ayant soutenu l'exposition A. Cela laissait espérer une discussion importante et riche pour l'après-midi... Mais les organisateurs ont alors annoncé un amendement pour inclure d'office la dernière proposition et surtout déclaré que **le texte était de toute façon celui des représentants de l'ex-position B au CPN : il n'était donc amendable que par eux !** Cette annonce anti-démocratique s'est accompagnée de la présentation d'une liste préétablie de camarades appelés à participer à un Comité d'animation provisoire pour assurer la poursuite de l'élaboration après cette journée, notamment en vue des textes de congrès. D'autres camarades ont demandé à intégrer le collectif.

Propositions pour permettre un cadre de discussion réunissant toutes les sensibilités de la position B

Dans la mesure où le texte était présenté comme non amendable, les signataires de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire

participant à cette commission ont quant à eux voulu consulter leurs camarades avant de proposer ou non des candidatures pour le Comité d'animation ; ils ont décidé finalement de demander que soient soumis des amendements au texte et par ailleurs, avant la reprise de la séance plénière en début d'après-midi, ils ont transmis deux candidatures (dont celle d'un représentant de la Tendance CLAIRE) à l'un des organisateurs. Durant la discussion de l'après-midi en séance plénière, **un camarade a donc proposé trois amendements au texte pour permettre à tous les participants d'avancer ensemble tout en poursuivant leurs discussions sur les points de désaccord.** Le premier proposait de préciser expressément que l'objectif commun était une « *plate-forme* pour un NPA révolutionnaire » : même sans trancher immédiatement la question de faire ou non une tendance, cela permettait de fixer clairement l'objectif d'une alternative radicale aux propositions de la direction actuelle. Les deux autres amendements étaient liés : il s'agissait de ne pas diviser les participants sur le passé afin de leur permettre de poursuivre leurs discussions pour le présent et l'avenir ; pour cela, il suffisait tout simplement de retirer la phrase disant que le NPA aurait « *changé d'orientation en juin 2009* » et de remplacer la formulation selon laquelle il s'agirait d'« *affirmer notre projet, celui d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire tel qu'on le trouve dans les principes fondateurs* » par l'idée qu'on veut construire le NPA « *en s'appuyant sur les acquis des principes fondateurs et en approfondissant les discussions programmatiques et stratégiques* ». Ces amendements étaient parfaitement acceptables par tous les participants si l'on voulait parvenir à un cadre de discussion satisfaisant, à ce stade, pour toutes les sensibilités.

Refus de ces propositions et fin de la réunion

Enfin, pour conclure cette journée, les organisateurs ont annoncé la soumission au vote de leur texte, en y intégrant seulement deux amendements : **les leurs !** Outre celui déjà mentionné, soulignant leur volonté de constituer une majorité au congrès, ils ont ajouté que la discussion sur 25

que la discussion sur la question d'une tendance révolutionnaire avait eu lieu et qu'elle se poursuivrait... Mais, au lieu d'en être co-élaboratrice, la masse des militants rassemblés n'était appelée qu'à avaliser leur texte tout ficelé, comme si la discussion durant toute une journée n'avait servi à rien ! D'autre part, les dirigeants ont présenté la liste des camarades désignés par eux pour participer au comité provisoire d'animation, sans même la soumettre au vote... Or les deux signataires de la Contribution des 62 dont les candidatures avaient été transmises en début d'après-midi n'avaient pas été retenus sur la liste (et étaient les seuls dans ce cas parmi les rares candidats « spontanés »)...

Dans ces conditions, un camarade a demandé la parole : il s'agissait de proposer que les trois amendements présentés en séance plénière (et transmis par écrit à la tribune) soient soumis au vote (sachant qu'aucun autre amendement n'avait été proposé), d'appeler à l'abstention sur le texte s'il n'était pas amendé et de demander l'intégration dans le comité provisoire d'animation des deux représentants de la Contribution des 62. Cela aurait duré deux minutes (d'ailleurs, l'ordre du jour avait été parfaitement respecté et on n'était même pas en retard...). Pourtant, **la tribune a refusé de donner la parole au camarade, en assumant que le texte était inamendable.** Cet acte d'autoritarisme injustifiable a soulevé une vague de protestations et un désordre de plusieurs minutes. La tribune a donné la parole au représentant de la Fraction L'Étincelle qui voulait expliquer pourquoi celle-ci s'abstien-drait sur ce texte, comme c'est parfaitement légitime. Mais, lorsque le représentant de la Tendance CLAIRE a voulu pouvoir au moins, lui aussi, appeler à s'abstenir, la parole lui a de nouveau été refusée ! Quant à la désignation sans vote du comité provisoire d'animation, il a fallu que le camarade Manu de Dreux (l'un des signataires de la Contribution des 62) insiste pour pouvoir faire acte de candidature à condition, a-t-il dit, que toutes les sensibilités soient représentées dans le Comité d'animation et que l'accord avec le texte proposé ne soit pas la condition pour y participer. C'est alors que les organisateurs ont annoncé que celui-ci était ouvert à d'autres camarades que ceux dont ils avaient dressé la

liste. Des camarades de la Tendance CLAIRE et de la Contribution des 62, comme les représentants de la Fraction L'Étincelle, ont donc finalement participé à la première réunion de ce comité immédiatement après la séance plénière.

Il est regrettable que les organisateurs n'aient pas voulu parvenir à un texte permettant de rassembler les différentes sensibilités et que la réunion se soit terminée par un épisode fort critiquable du point de vue de la démocratie¹⁵. Cela a suscité une réelle colère chez un certain nombre de camarades, y compris parmi les partisans d'un texte inamendé. Entre les désaccords politiques et le mécontentement concernant les méthodes, il n'est pas étonnant que, **sur 245 présents au moment de l'adoption du texte, seuls 154 aient voté pour (moins de 63%), 10 camarades votant contre, 81 s'abstenant et 2 ne prenant pas part au vote.** Pour gagner la majorité dans le parti, il aurait fallu tout faire pour rassembler toute la base de l'exposition B tant que les discussions

¹⁵ Cette décision des dirigeants de l'exposition B est d'autant plus regrettable que la commission de médiation du NPA vient d'envoyer aux membres du CPN et du CE une lettre demandant au prochain CPN (celui des 29-30 mai) d'adopter une résolution concernant la Tendance CLAIRE... faute de quoi elle serait obligée de nous accorder un observateur au CPN, en réparation de la faute commise à notre rencontre au moment de l'élection du CPN lors du congrès fondateur. Alors que la demande d'une telle résolution n'avait pas été réitérée avant le précédent CPN (celui de mars), il s'agit ainsi de remettre à l'ordre du jour une attaque qui, grâce à la campagne démocratique menée en décembre-janvier, et notamment grâce à l'intervention des dirigeants de l'ex-position B au CPN de janvier, n'avait finalement pas eu de suites. Relancer cette attaque aujourd'hui, alors que la page avait été tournée de fait et que s'ouvrent les discussions pour le congrès, serait une atteinte à la démocratie encore plus intolérable qu'auparavant. Ce serait à l'évidence un acte d'intimidation. Il est crucial que les camarades de l'ex-position B, au-delà de nos divergences politiques, réitérent leur combat démocratique de janvier contre toute mesure d'intimidation qui serait proposée au CPN des 29-30 mai. Il est juste également d'appuyer la proposition que la Tendance CLAIRE, qui existe de fait depuis le congrès fondateur, ait enfin un observateur au CPN, afin d'accéder pour la préparation du congrès aux mêmes informations et aux mêmes discussions que les autres sensibilités du parti.

n'ont pas permis de trancher les questions fondamentales. Il faut donc espérer maintenant que les dirigeants de l'ex-position B tireront les leçons du résultat limité du vote en faveur de leur texte et accepteront d'aller jusqu'au bout de la discussion en vue d'une plate-forme révolutionnaire cohérente et conséquente, tout en adoptant désormais des méthodes démocratiques pour la prise de décisions.

Acquis et limites du texte adopté

Si l'on fait abstraction des conditions de son adoption, **le texte adopté contient un grand nombre d'éléments positifs, qui justifiaient qu'on ne vote pas contre lui :**

- Il affirme la nécessité d'un « outil politique susceptible de rassembler largement les exploités et les opprimés autour d'un programme qui appelle clairement à renverser le système capitaliste, en lien avec les travailleurs du monde entier » ;

- Il dénonce « les journées syndicales sans lendemain et la volonté clairement affichée par les directions syndicales de négocier de nouveaux reculs avec le patronat et le gouvernement, notamment sur les retraites » ;

- Il s'attaque non seulement à « l'accompagnement et la justification des politiques de rigueur par la social-démocratie », mais aussi à « l'incapacité de la prétendue "gauche radicale" à la gauche du Parti socialiste d'appeler à autre chose que la "révolution par les urnes" ».

- Quant aux perspectives, il appelle à « faire le lien en permanence entre les aspirations immédiates de la population et la nécessité de renverser le capitalisme en inscrivant toute notre intervention politique dans le cadre d'une démarche transitoire », il prône l'auto-organisation et affirme qu'il s'agit de « poser la question du pouvoir des travailleurs et d'une autre société (...), le socialisme ».

- Il appelle également à « prendre des initiatives dans les mobilisations, (à) ne pas laisser les élections constituer l'agenda de notre parti, et développer dans celles-ci comme ailleurs

une indépendance vis-à-vis de la gauche institutionnelle ».

• Il appelle enfin à construire la parti « *par en bas, en direction des entreprises, des quartiers populaires et de la jeunesse* ».

Cependant, le texte contient aussi des faiblesses importantes. Outre l'affirmation d'un prétendu « changement » de politique en juin 2009 et la revendication des principes fondateurs comme socle intangible du NPA, qui le rendaient inacceptable selon nous, c'est un texte qui reste confus par plusieurs aspects

• Il ne parle pas de la *centralité du prolétariat* (la classe ouvrière, la classe des travailleurs salariés et exploités) et ne dit pas que notre parti doit avant tout l'aider à se constituer comme classe révolutionnaire consciente ; il emploie en revanche les notions floues de « population », de « classes populaires » et de « parti large », qui sont privilégiées par la direction du NPA dans le cadre de sa politique confuse. En ce qui concerne la « démarche transitoire », si elle permet aux auteurs du texte de dépasser les ambiguïtés réformistes du « plan d'urgence » qu'ils préconisaient jusqu'à présent (dans la continuité de l'ex-LCR), elle ne débouche pas encore clairement sur un véritable *programme de transition* révolutionnaire, car elle n'est pas suffisamment articulée avec le combat pour la conquête du pouvoir par les travailleurs. Celle-ci est certes présente dans le texte, mais pas assez centralement : elle apparaît plutôt comme une *possibilité* naissant des « étapes de la lutte » que comme une *nécessité* pour satisfaire les aspirations et revendications immédiates, devant dès lors être défendue de façon systématique et non seulement épisodique.

• Corrélativement, si l'État est défini comme « *fondamentalement un instrument de domination entre les mains de la bourgeoisie* », il est très insuffisant de lui opposer seulement de « *nouvelles formes de pouvoir que les travailleurs feront surgir dans les luttes elles-mêmes, en rupture et en opposition avec l'État* » (ou « en rupture avec les institutions », comme dit le texte plus loin). En effet, si de telles « formes de pouvoir » apparaissent (comités d'usine, comité central de la grève générale, communes, soviets...), créant une situation de double pouvoir, il ne s'agira pas seulement de

« s'opposer » à l'État bourgeois, mais de la *détruire* et de *construire* sur la base des « nouvelles formes de pouvoir » un État révolutionnaire, celui des travailleurs eux-mêmes.

• En ce qui concerne l'intervention dans les luttes, la tactique du front unique ouvrier n'est pas clairement proposée : si le texte qu'il faut « *contribuer à rassembler le monde du travail* », il préconise pour cela de « *s'adresser aux milieux que les directions syndicales et politique de la gauche continuent d'influencer en s'appuyant sur les évolutions de conscience des travailleurs eux-mêmes comme levier politique* ». Autrement dit, il propose de *contourner* l'obstacle central des directions syndicales et réformistes au lieu de *mettre au centre le combat contre elles*, qui suppose la combinaison de la dénonciation concrète de leur politique, étape par étape, et de l'exigence qu'elles en changent. En effet, pour convaincre les travailleurs qu'elles influencent, il faut leur proposer de se battre ensemble pour des mots d'ordre et des actions qu'ils attendent eux-mêmes de leurs organisations (revendications claires, refus des « concertations » avec le gouvernement, méthodes de lutte efficaces). C'est la seule façon de leur faire comprendre jusqu'au bout que les directions sont des obstacles.

Conclusion : les discussions communes doivent se poursuivre... mais les partisans d'une tendance révolutionnaire n'attendront pas

Avec les nouveaux développements de la crise en Europe et les effets qu'elle ne manquera pas de produire dans le sens d'une intensification de la lutte des classes, comme on le voit en Grèce, il est vital d'**avancer maintenant beaucoup plus profondément et plus vite dans la discussion fondamentale sur la nature et le programme du NPA révolutionnaire** dont la classe ouvrière a besoin pour combattre et pour vaincre.

Poursuivre et approfondir les discussions au sein de l'ex-position B

Si les discussions de fond ont (enfin !) pu commencer le 23, elles ne pouvaient se conclure en une seule journée. **Nous espérons que le Comité d'animation provisoire, auquel les signataires de la Contribution des 62 participeront activement, permettra d'avancer dans la clarification d'un maximum de questions et dans l'adoption d'orientations les plus avancées possible, pour une plate-forme radicalement alternative à celle de la direction du parti.** Mais en même temps, face au refus des dirigeants de l'ex-position B d'aller vers une tendance révolutionnaire (dû aux limites de leurs conceptions politiques, clairement perceptibles dans leur texte, mais aussi à des espoirs ou calculs concernant certains membres de la direction), il est légitime que l'ensemble des camarades qui veulent constituer cette tendance révolutionnaire n'attendent pas. Le combat au sein du NPA, notamment contre les positions de plus en plus droitières de la direction, exige d'aller jusqu'au bout dans l'élaboration d'une orientation révolutionnaire et de la défendre dans tout le parti au moyen d'une force organisée, avec clarté, audace et fermeté. C'est même une nécessité vitale pour que les militants déçus par les résultats de la réunion du 23 mars ne rejoignent pas les rangs de plus en plus nombreux de tous ces ouvriers et ces jeunes qui ont déjà claqué la porte du NPA.

Avancer vers une tendance pour un NPA révolutionnaire

L'appel des camarades de la Meuse pour une tendance révolutionnaire, les réponses favorables qu'ils ont reçues, le vote de l'AG des camarades du Grand-Est pour une tendance révolutionnaire, la contribution de la Fraction L'Étincelle pour la réunion du 23, etc., offrent à la fois les matériaux et les occasions pour nourrir la discussion en vue d'une tendance révolutionnaire du NPA. C'est en ce sens également qu'a été élaborée la Contribution des 62 pour la réunion du 23. Il s'agit maintenant d'**organiser une réunion nationale de tous les camarades par-**

tisans d'une tendance (ou d'un courant) révolutionnaire clairement identifiée dans le NPA, pour un NPA révolutionnaire.

Cette réunion serait organisée de façon intégralement démocratique d'un bout à l'autre et permettrait de

poser les premières bases d'une tendance révolutionnaire, en actant après discussion l'ensemble des positions sur lesquelles se dégage un accord large et en ouvrant un débat approfondi sur les éventuels points de divergence, qui se mènerait progressive-

ment sans entraver ce processus de rassemblement urgent et nécessaire.

Paris, le 27 mai 2010

Tendance CLAIRE du NPA

6 juin 2010 : le Comité d'animation provisoire de l'ex-position B, qui dit vouloir relancer le projet du NPA comme parti révolutionnaire, décide d'exclure les partisans d'une Tendance révolutionnaire !

Pour quelle politique veulent-ils empêcher ainsi les discussions de fond ?

La première réunion du « Comité d'animation provisoire » désigné lors de la réunion nationale du 23 mai, à l'initiative des partisans de l'ex-position B au CPN, s'est tenue le dimanche 6 juin à Paris avec une trentaine de camarades. Elle a adopté un texte qui a été envoyé le 10 juin aux comités du NPA et dont nous allons discuter certains points ci-après. Malheureusement, cette réunion a aussi été marquée par **l'exclusion des deux militants représentants de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire (et membres de la Tendance CLAIRE) qui avaient pourtant été intégrés au Comité d'animation provisoire à l'issue de la réunion du 23 mai.** Rappelons d'ailleurs que, si la réunion du 23 mai a rassemblé 300 militants en tout, comme le rappelle le texte du 6 juin, seuls 154 camarades sur 245 présents à la fin avaient voté pour la déclaration qui en est issue, à laquelle il avait été interdit de faire des amendements autres que ceux décidés par les membres du CPN... Il y avait eu 81 abstentions, 10 contre et 2 refus de vote, prouvant l'insatisfaction de 38% des votants eu égard aux limites du texte proposé et aux méthodes employées pour l'imposer.

Le prétexte à l'exclusion des deux camarades a été qu'ils se sont abstenus sur le texte du 6 juin, après rejet de tous leurs amendements. Pourtant, ils avaient été intégrés dans le Comité d'animation le 23 mai, tout comme les camarades de la Fraction L'Étincelle et le représentant de la Meuse, malgré leur abstention sur le texte issu de cette réunion. **La pre-**

mière réunion du Comité d'animation n'avait donc évidemment aucun mandat pour exclure les camarades qui ne voteraient pas pour son texte — encore moins pour une contribution à la discussion qui n'est pas encore un texte pour le congrès et qu'une bonne partie des camarades présents ont d'ailleurs découverte le matin même... De plus, il y a des camarades, membres du CPN, qui ne s'étaient pas seulement abstenus, mais avaient voté *contre* le texte du 23 mai... mais dont nul n'a évidemment demandé l'exclusion du Comité d'animation ! Plus généralement, il est évident d'un point de vue démocratique qu'aucune instance mandatée ne peut s'autoriser à exclure certains de ses membres sous prétexte qu'ils ne votent pas les textes proposés : une telle méthode ne peut qu'empêcher le débat, en interdisant par avance à quiconque de s'opposer aux propositions des dirigeants ou de s'abstenir. Les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire dans leur texte qu'ils « *s'adressent aujourd'hui à tous les militants du NPA* », leur pratique montre qu'en réalité ils procèdent par des ultimatums et des mesures administratives pour empêcher les discussions politiques à la gauche du parti. **Ce n'est certainement pas ainsi qu'ils pourront convaincre les militants de la base du NPA, dégoûtés par les orientations et les méthodes de la direction, de leur faire confiance.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont également pris comme prétexte le fait que la Tendance CLAIRE, d'une part, le comité de Chartres (où il n'y a aucun militant de la Tendance

CLAIRE, mais avant tout des militants de l'ex-LCR), d'autre part, ont appelé, après le 23 mai, à amplifier les discussions pour aller vers une Tendance Révolutionnaire du NPA. Pourtant, **à partir du moment où la réunion du 23 mai a refusé la constitution d'une Tendance révolutionnaire, il est du droit de celles et ceux qui en sont partisans d'avancer dans cette direction, tout en voulant continuer en même temps la discussion avec les camarades de l'ex-position B qui n'en sont pas encore convaincus.** Où est le problème ? Le Comité d'animation issu de la réunion du 23 mai est mandaté pour mettre en œuvre une orientation qui pourrait déboucher sur une plate-forme politique pour le congrès, mais tout le monde sait qu'il est composé de plusieurs courants officiels ou officieux qui ne poursuivent pas nécessairement les mêmes buts, mais ont en réalité bien des divergences entre eux, même s'ils décident de ne pas en parler (courant ex-LCR du 92 Nord et des JCR organisé autour de la revue officieuse *Actualité de la révolution*, militants issus de l'ex-courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, courant Gauche Révolutionnaire, groupe de Mulhouse/Montbéliard dirigé par des camarades ex-LO, Fraction L'Étincelle issue de LO, militants issus de cette Fraction, groupe La Commune, groupe Prométhée, militants issus du groupe ex-OCI de Stéphane Just...).

Dans ces conditions, pourquoi ne faire de procès d'intention que contre la Tendance CLAIRE et les autres signataires de la Contribution

des 62... alors qu'ils ont justement le mérite, quant à eux, de jouer cartes sur table, de diffuser leurs textes dans tout le parti, de ne pas cacher leurs points de divergences avec les autres courants de l'ex-position B, de dire ce qu'ils font et de faire ce qu'ils disent ? **Il est affligeant de constater que les dirigeants de l'ex-position B aient recours à la « méthode » du procès d'intention qu'ils ont pourtant combattue à juste titre quand elle avait été employée par la direction du parti contre la Tendance CLAIRE.** Ils confirment ce faisant que les procédés qu'ils ont employés le 23 mai (en refusant tout amendement qui ne soit pas d'eux-mêmes, en voulant exclure certains candidats du comité d'animation au lieu de le faire élire et en refusant de donner la parole à un représentant de la Tendance CLAIRE sur ces questions) n'étaient pas accidentels, mais relèvent malheureusement d'une véritable méthode politique de lutte administrative contre les militants avec lesquels ils peuvent avoir des désaccords. **Croient-ils pouvoir empêcher ainsi que se poursuive la discussion pour une Tendance révolutionnaire entamée le 23 mai,** où tout le monde a pourtant pu constater qu'il s'agissait d'une question importante et largement débattue ? Ou faut-il envisager la pire hypothèse explicative, c'est-à-dire que **l'exclusion du comité d'animation des vilains petits canards serve en quelque sorte de garantie de modération pour permettre l'ouverture de négociations avec la « gauche » de l'ex-position A,** appelées de leurs vœux par les dirigeants de l'ex-position B, comme nous allons le voir ? L'avenir le dira peut-être...

En tout cas, **les dirigeants de l'ex-position B n'ont aucune légitimité pour exclure quiconque du Comité d'animation, qui n'appartient à personne, mais a été « mis en place » (comme le rappelle expressément le texte du 6 juin !) par l'ensemble des militants réunis le 23 mai,** avec la participation de tous les courants de l'ex-position B. À la fin de cette réunion, en effet, la tribune a expressément affirmé devant toute la salle que le Comité d'animation serait ouvert et n'a nullement posé comme

condition que les participants votent nécessairement pour ses textes ! Dès lors, seule une réunion nationale de même nature aurait la légitimité nécessaire pour exclure des militants — et encore, il faudrait que ce soit sur la base de fautes politiques irréfutables. Les deux camarades de la Fraction L'Étincelle et celui de la Meuse ont d'ailleurs protesté avec fermeté contre cette exclusion des représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE. Nous exigeons leur réintégration et appelons l'ensemble des camarades qui étaient présents le 23 mai ou qui se retrouvent dans la gauche du parti à se prononcer en ce sens. **Au moment où s'ouvrent les discussions pour le congrès, il en va de la crédibilité démocratique et politique de toute l'ex-position B aux yeux de tous les militants de notre parti.**

Pourquoi les dirigeants de l'ex-position B s'opposent-ils de toutes leurs forces à la clarification de questions politiques majeures ?

La plupart des membres du Comité d'animation provisoire issu du 23 mai considère que les dérives de la direction du NPA ont commencé le jour où celle-ci a publié des déclarations communes avec le PC et le PG en juin 2009. Ils estiment que la solution est donc de revenir au « NPA des origines », c'est-à-dire aux textes flous et ambigus adoptés par le congrès fondateur. Nous avons déjà montré dans notre contribution sur la réunion du 23 mai que cette orientation est non seulement fautive (on ne peut résoudre les problèmes en s'arc-boutant sur des ambiguïtés !), mais illusoire : la droite (ex-position C) et la direction du parti (majorité de l'ex-position A) sont bien décidées, quant à elles, à surmonter les ambiguïtés des textes fondateurs... mais en les tranchant dans le sens de la réforme et non de la révolution. C'est pour cela qu'il est nécessaire que **la gauche du parti ne fuie pas le débat, mais réponde au même niveau d'ambition, en se his-sant jusqu'aux enjeux centraux du combat politique anticapi-taliste, qui se concentrent sur la**

question du pouvoir, de la centralité prolétarienne et de la grève générale.

Or, si le texte du 6 juin contient tout un ensemble de choses parfaitement justes, qui constituent le fonds commun de l'ex-position B (critique de la campagne des régionales, projet de construire le parti par en bas et non par des recompositions au sommet de la gauche antilibérale, critique des thèses politiques droitières soumises par la majorité de la direction au dernier CPN, effort pour proposer de premiers éléments en vue d'un programme de revendications qui se veut transitoire, insistance sur la nécessité de rompre avec les institutions, proposition de campagnes concrètes sur la question de la crise, des retraites et pour la construction du parti, etc.), **il reste faible dans la délimitation program-matique et straté-gique, en re-prenant des formules confuses de la direction du NPA et en n'étant pas axé sur les ques-tions essentielles, qui se re-trouvent noyées au milieu de considérations plus générales.** Il était donc parfaitement légitime de chercher à l'amender pour le rendre meilleur : comme d'autres camara-des, les représentants de la Contribu-tion des 62 et de la Tendance CLAIRE ont proposé quelques amendements concis que l'on pouvait certes rejeter, mais qui avaient à l'évidence toute leur place dans la discussion démocratique visant à dégager l'orientation la plus juste possible pour la gauche du parti.

Pour que tous les camarades puissent se faire leur propre opinion, nous présentons ici ces amende-ments, en les justifiant sur la base des insuffisances du texte (et en sachant que, le projet ayant été découvert le matin, il a fallu rédiger ces amende-ments de façon quelque peu précipi-tée) :

Conquête du pouvoir et programme de transition

• **Amendement 1 :** Remplacer « un programme pour les luttes aujourd'hui, pour le pouvoir des travailleurs demain » par : « un programme qui articule les luttes avec l'objectif de la prise du pouvoir politique par les travailleurs eux-

mêmes. Celle-ci ne passera pas par les élections, mais par une révolution sociale, par l'insurrection de la masse des travailleurs auto-organisés. » (2 pour, 2 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : Les principes fondateurs du NPA disent certes qu'il ne faut pas cogérer le système, comme le font les réformistes, mais ne propose pas une orientation alternative concrète. Or il n'y a pas de troisième voie possible entre la gestion réformiste des institutions et la révolution prolétarienne ! Il est d'autant plus important de le dire aujourd'hui qu'une majorité de l'ex-position A, s'appuyant sur l'impasse où conduit ce flou, lance une offensive pour trancher les ambiguïtés dans un sens réformiste : elle balaie l'idée d'une prise du pouvoir par une insurrection des ouvriers auto-organisés comme en 1917 ou par une grève générale, comme Mai 68, qui irait jusqu'au bout. Elle lui oppose un « gouvernement en faveur de la population », supposé mettre en œuvre un programme minimum, issu d'une combinaison de luttes et d'élections.

En réalité, les travailleurs ne peuvent affronter victorieusement l'offensive de la bourgeoisie pour leur faire payer la crise qu'à condition de conquérir eux-mêmes le pouvoir politique. Certes, ils n'y sont pas encore près aujourd'hui, mais c'est précisément la tâche d'un parti révolutionnaire de les y préparer systématiquement. Cela suppose de rejeter toute séparation du programme en deux, avec un programme minimum pour les luttes et un programme maximum pour un futur indéterminé.

Or le texte du 6 juin évoque certes la question du pouvoir, mais il n'en fait pas un axe de son orientation : il considère que cette question est de toute façon pour « demain » et son articulation avec la lutte pour les revendications immédiates reste donc assez abstraite. Face au programme catastrophique pour les révolutionnaires que veut faire passer la majorité de la direction actuelle, les dirigeants de l'ex-position B nous proposent de nous en tenir aux principes fondateurs au lieu d'avancer dans le sens d'une clarifica-

tion révolutionnaire. D'ailleurs, même la phrase que nous proposons de remplacer par une formulation plus claire ne figurait pas dans la toute première version du texte et il a fallu un amendement, intégré quant à lui, pour que soit réaffirmé l'objectif fixé par les principes fondateurs de « renverser l'appareil d'État ».

Exproprier seulement les banques... ou tous les grands groupes capitalistes ?

• **Amendement 2 :** Après « expropriation des banques », ajouter : « et des grands groupes capitalistes et leur nationalisation sous contrôle des travailleurs ». (4 pour, 1 abstention, tous les autres contre.)

Explication : Nous ne voyons aucune raison de limiter le combat pour l'expropriation du capital aux seuls représentants de la finance. On ne peut pas séparer un méchant capitalisme financier d'un bon capitalisme industriel, car le capital bancaire a précisément fusionné depuis longtemps avec le capital industriel pour donner naissance au capital financier. Ce ne sont pas les méchantes banques qui sont responsables de la crise, comme veut nous le faire croire le Front de gauche, mais c'est le capitalisme lui-même (crise de suraccumulation). On ne peut pas la résoudre avec la simple expropriation des banques : une telle mesure n'a rien de révolutionnaire en soi, puisque c'est ce qu'a fait Mitterrand en 1981, moyennant de juteuses indemnités.

Or la majorité de la direction veut nous entraîner dans le sens d'une politique de type réformiste, notamment avec son projet de texte « Nos réponses à la crise ». Après avoir formulé, entre autres énormités, la demande d'un simple « moratoire » sur la dette publique, plutôt que son annulation pure et simple, ce texte se prononce contre la nationalisation du système de crédit, contre sa centralisation dans un monopole d'État, et propose un simple « service public bancaire » déléguant des « concessions bancaires (...) à des entités contrôlées par les parties intéressées : salariés, entreprises, associations, collectivités locales, représentants locaux de l'État ».

Bref, la direction du NPA nous propose comme solution pour sortir de la crise un nouveau système bancaire manifestement fumeux, mais qui laisse en place l'essentiel : les entreprises privées et l'État bourgeois !

Certes, les dirigeants de l'ex-position B critiquent ce texte, mais pourquoi limiter eux aussi leur volonté d'expropriation aux seules banques et refuser de se battre pour la nationalisation de tous les grands groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs ? Face à une entreprise qui veut licencier massivement, comme Continental, Arcelor-Mittal, Philips, Freescale, Goodyear, etc., il n'y a pas d'autre alternative que la grève avec occupation d'usine et la lutte pour l'expropriation sous contrôle ouvrier. Face à une entreprise qui détruit l'environnement dans la course au profit, comme Total hier avec la marée noire de l'Erika ou l'explosion de l'usine AZF, ou BP aujourd'hui et beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule solution, l'expropriation sous contrôle des travailleurs. Bref, **on ne peut se borner à parler d'un vague « contrôle des salariés sur l'économie », comme le proposent le texte du 6 juin... et la direction.** La seule façon pour les salariés de contrôler réellement, c'est d'exproprier le capital sans indemnités ni rachat et de gérer eux-mêmes la production, ce qui renvoie à la tâche de la conquête du pouvoir politique.

Défendre l'objectif de la grève générale pour vaincre Sarkozy et ses réformes

• **Amendement 3 :** Sur la question du combat contre la réforme des retraites, après « un mouvement d'ensemble », ajouter : « une grève générale dont nous défendons l'objectif de façon systématique, comme seule solution pour vaincre Sarkozy et ses réformes ». (2 pour, tous les autres contre.)

Explication : La direction du parti nous parle elle aussi de la nécessité d'un « mouvement d'ensemble », au lieu de fixer clairement l'objectif de la grève générale comme seule solution pour gagner sur les retraites et de se battre en ce sens dans sa presse, ses tracts, les syndicats et les collectifs.

Nous ne devons pas nous borner à souhaiter à chaque journée d'action qu'elle soit réussie, ni à militer pour une nouvelle date de journée d'action. **Nous devons patiemment proposer aux travailleurs une alternative aux journées d'action dispersées et sans lendemain des bureaucraties syndicales**, qui sont inefficaces pour gagner et finissent par démobiliser les travailleurs : cela ne peut être que le combat pour la grève générale.

Or, en refusant de faire de ce combat une question centrale et même d'en parler, les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire que la direction propose une orientation confuse, ils ne font pas de propositions alternatives concrètes. D'ailleurs, ils sont sur ce point en deçà du texte du 23 mai, qui disait clairement qu'il s'agit de se battre pour la grève générale... et qui est censé constituer leur mandat ! Mais surtout, ils sont en deçà du niveau de conscience des masses qui n'ont pas peur, quant à elles, de se prononcer pour la grève générale : selon un sondage BVA du 10 juin, « les deux tiers des Français jugeraient plus efficace la méthode dure, avec une grève générale (promue par FO) plutôt que des manifestations à répétition comme le prônent la plupart des syndicats aujourd'hui ». Les dirigeants de l'ex-position B peuvent bien nous dire qu'ils veulent « construire à la base et nous adresser à la base », mais il faudrait déjà qu'ils ne rejettent pas des amendements qui sont non seulement justes sur le fond, mais en outre en adéquation avec la conscience la plus actuelle des travailleurs !

Lutter ouvertement contre les directions syndicales et pour l'auto-organisation des travailleurs

• **Amendement 4** : Au sujet de la politique des directions syndicales, ajouter : « Les DS refusent de mobiliser les travailleurs et passent leur temps à collaborer avec le patronat et le gouvernement en acceptant de négocier les contre-réformes [proposition d'amendement supprimée après intégration de l'amendement d'un autre camarade allant dans le même sens : « les DS

(...) qui jouent le jeu du "dialogue social" avec le pouvoir »] ; il est crucial de les dénoncer de façon systématique et de les combattre politiquement, notamment en aidant les militants à se regrouper dans les syndicats sur une orientation lutte de classe et en aidant les travailleurs syndiqués et non syndiqués à s'auto-organiser ». (2 pour, 3 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : Sur cette question cruciale de la politique des directions syndicales, le texte du 6 juin reste particulièrement faible — et le projet initial des dirigeants l'était encore plus, en ne parlant même pas du « dialogue social », qui est pourtant clé dans la politique du gouvernement pour faire passer les réformes. Or la critique générale de la mollesse des directions syndicales est faite par la direction du NPA : c'est la moindre des choses ! Mais, dans la pratique, la direction du NPA tend à s'adapter à l'orientation des directions syndicales : elle va jusqu'à signer des textes « unitaires », comme celui d'avril 2009, qui revendiquait la plate-forme intersyndicale scandaleuse du 5 janvier 2009... ou comme la tribune purement réformiste parue dans *Le Monde* du 15 juin, avec la signature d'Olivier Besancenot, qui se revendique du rapport du COR (lequel a pourtant servi à préparer la contre-réforme du gouvernement !), ne définit aucune revendication, ne demande même pas clairement le retrait du projet de gouvernement, demande que la Sécurité sociale soit financée par l'impôt et va jusqu'à se défendre de vouloir mettre en cause la compétitivité des entreprises !

Dans le même temps, malgré les demandes anciennes de nombreux militants syndicaux du NPA, rien n'est fait pour organiser un courant lutte de classe dans les syndicats et les initiatives en ce sens ne sont pas réellement soutenues par la direction du parti. Celle-ci a même gardé un silence presque complet sur la candidature Delannoy au dernier congrès de la CGT, dont la dynamique aurait pu contribuer à la cristallisation d'un large courant lutte de classe dans la confédération.

Enfin, la question de l'auto-organisation des travailleurs est centrale. Au moment où les

collectifs de défense des retraites se réduisent le plus souvent aux représentants des organisations, il est crucial de se battre en ce sens.

Là encore, en refusant tous ces amendements, les dirigeants de l'ex-position B prouvent qu'ils ne proposent pas de véritable alternative concrète à l'orientation de la direction sur les questions les plus décisives. De fait, le texte du 6 juin ne montre pas en quoi la campagne retraites qu'il propose se distingue fondamentalement de la politique actuelle du NPA, tant ses propositions restent vagues.

Pour l'intervention systématique dans les luttes ouvrières

• **Amendement 5** : « Nous pensons que le NPA ne pourra se construire comme parti des luttes des travailleurs qu'en y intervenant de façon systématique en les aidant à s'auto-organiser, à définir les revendications les plus avancées possible et à coordonner les luttes. » (6 pour, tous les autres contre.)

Explication : Cet amendement était entièrement justifié par le bilan du NPA qui, depuis sa fondation, n'a pas été à la hauteur des tâches élémentaires d'un « parti des luttes », notamment en se montrant incapable de prendre des initiatives pour les aider concrètement et pour leur coordination — au-delà bien sûr des initiatives courageuses, mais isolées, d'un certain nombre de militants à la base. Or les dirigeants de l'ex-position B focalisent leur bilan critique du NPA sur la question des élections régionales : ils considèrent que la dérive a commencé seulement en juin 2009. S'ils critiquent à juste titre les compromissions programmatiques faites sous la pression du Front de gauche, ainsi que le renoncement à la campagne emploi qui avait été décidée pour l'automne, ils n'ont presque rien à dire sur la façon dont le NPA, comme parti national, s'est comporté dans les luttes.

Pourtant, la politique de la direction du parti n'avait nullement été à la hauteur des enjeux pendant le premier semestre 2009 (donc bien avant

le prétendu tournant, situé par les dirigeants de l'ex-position B en juin 2009 lors des déclarations communes avec le PG et le PCG). **Alors qu'il y avait un puissant mouvement social contre la crise et Sarkozy, sur fond de grève générale aux Antilles, la direction n'avait pas combattu centralement pour la grève générale, pour l'auto-organisation des travailleurs et contre la politique des réformistes.** Elle ne s'était même pas appuyée sur les initiatives les plus audacieuses de la base, qui dessinaient une politique pour tout le parti : soutien actif aux grèves les plus avancées, Collectif de Résistance Ouvrière de la Meuse et de la Haute-Marne mis en place par des camarades du NPA pour coordonner la lutte contre les licenciements face à la démission de la CGT, combat volontariste pour la convergence des luttes et la structuration d'un pôle alternatif aux directions syndicales, début d'un contrôle ouvrier à l'usine Philips EGP Dreux à l'initiative du syndicat CGT dirigé par un militant du NPA (Manuel Georget), etc.

Le bilan critique des dirigeants de l'ex-position B reste donc très partiel et ne peut pas aller au fond des problèmes qui font que les travailleurs ne viennent plus au NPA faute d'y trouver la radicalité dont ils ont besoin, mais s'en détournent.

La centralité du prolétariat (travailleurs salariés du capital), seule classe capable de renverser le capitalisme, en rassemblant tous les opprimés

• **Amendement 6 :** Ajouter l'idée de centralité de la classe des travailleurs salariés : remplacer partout « classes populaires », « pauvres » et « désespérés » par « les travailleurs et les opprimés ». (2 pour, 1 abstention, les autres contre.)

Explication : Le texte du 6 juin ne dit pas qu'il faut donner la priorité à la construction dans la classe ouvrière, alors que cela n'est pas du tout évident pour de nombreux militants du NPA. Il est indispensable d'expliquer centralement que le

prolétariat, par son rôle dans la production, peut seul bloquer l'économie (par la grève) et la reconstruire de main sur de nouvelles bases (collectivisation des moyens de production et réorganisation socialiste du travail). Bien évidemment, le parti révolutionnaire doit aussi prendre la défense de tous les opprimés et se prononcer sur toutes les questions de société, mais ce n'est pas une raison pour mettre sur le même plan les travailleurs, « les pauvres » en général (tous les prolétaires ne sont pas « pauvres » et les pauvres ne constituent pas une classe sociale !) et les « désespérés » (nous misons plutôt sur les travailleurs et les jeunes qui se battent !). En d'autres termes, **le combat révolutionnaire doit se nourrir du marxisme et ne pas prendre le risque de formulations populistes.**

Soutien à d'autres amendements proposés par des camarades

Enfin, il était juste de soutenir les amendements d'autres camarades, notamment ceux de la Fraction L'Étincelle :

• **Désignation du NPA que nous voulons comme « anticapitaliste et révolutionnaire » (et non seulement anticapitaliste, comme le disait le projet initial).** — Cet amendement a été intégré à la quasi unanimité, mais il est très préoccupant que deux des trois représentants de l'ex-position B au Comité exécutif du NPA aient voté contre. On peut accuser ensuite les partisans d'une Tendance révolutionnaire de ne pas avoir le même projet que l'ex-position B... mais force est de constater que principaux dirigeants de l'ex-position B ne sont même pas d'accord entre eux sur le parti qu'ils veulent !

• **Proposition de supprimer l'objectif de « revenir à la logique qui avait prévalu à la fondation du NPA » : amendement rejeté à une écrasante majorité** (phrase finale légèrement reformulée : « qui nous avait semblé prévaloir »). — Cet amendement, allant dans le même sens que ceux que nous avons proposés le 23 mai, était légitime pour **ne pas fermer le débat sur les textes fondateurs,**

mais permettre au contraire d'ouvrir la discussion sur leurs ambiguïtés, afin de les dépasser dans un sens clairement révolutionnaire. En refusant cet amendement, les dirigeants de l'ex-position B s'arc-boutent de manière conservatrice sur des textes dont la réalité même a montré l'insuffisance depuis un an et demi et confirment leur volonté d'empêcher la discussion sur des questions de fond.

• **Proposition de supprimer : « Notre objectif n'est pas d'entrer dans des logiques minoritaires (...). Notre projet est de construire une majorité pour le NPA » (Amendement rejeté à une écrasante majorité.)** — Ces phrases pourraient sembler anodines, car il est évident que nul ne choisit délibérément une « logique minoritaire » et que tout le monde veut convaincre la majorité de son organisation ! Mais en réalité, elles signifient, comme cela a été confirmé expressément à l'oral par les dirigeants de l'ex-position B, que ceux-ci ont une **logique parlementaire**. Bien évidemment, si le congrès avait eu lieu et que les positions de l'ex-position B soient minoritaires, il ne faudrait pas faire la politique du pire, mais réaliser un bloc politique dans la future direction avec la gauche de la direction sortante (gauche de l'ex-position A), pour empêcher l'ex-position C et les droitiers de l'ex-position A d'être majoritaires. Mais nous n'en sommes pas là et toute anticipation de ce type de calculs tactiques ne peut que biaiser la discussion politique de fond qu'est censée ouvrir la préparation du congrès. Ce qui est juste politiquement, c'est de définir le projet politique de l'ex-position B (en partant des acquis du combat mené depuis un an contre toute l'ex-position A) et d'appeler tous les militants à le porter jusqu'au congrès.

Or les dirigeants de l'ex-position B n'ont à peine commencé à définir leur projet qu'ils commencent déjà à vaciller par peur de ne pas être majoritaires ! Ils proposent donc à la « gauche » de l'ex-position A de discuter tout de suite pour constituer une « nouvelle majorité » sur une base bien moindre que celle du 23 mai ! En effet, dans leur « Déclaration à l'issue du

l'issue du CPN » des 28-29 mai, ils ont lancé un appel aux dirigeants de la gauche de l'ex-position A en disant déceler des rapprochements sur les points suivants : *« Ils font désormais un bilan critique des élections régionales, ils insistent sur le rôle décisif des luttes, refusent à juste titre de polariser à nouveau l'attention du parti autour des prochaines élections présidentielles, tout en assumant davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions. »* C'est pourtant bien maigre, pour tout dire la moindre des choses ! Les dirigeants de l'ex-position B seraient-ils prêts à brader leurs idées pour un accord aussi minimal ? D'ailleurs, que veut dire *« assumer davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions »* ? La gauche de l'ex-position A assumerait ce choix « davantage » que la droite... mais pas complètement ? On voit à quels risques nous exposent les dirigeants de l'ex-position B avec leur logique parlementaire : **le risque de dépolitiser les discussions fondamentales du congrès sur l'autel des « négociations » au sommet !**

• De manière significative, le projet de texte initial allait jusqu'à dire : *« Notre projet est de construire une majorité pour le NPA, et donc bien sûr avec tous ceux qui partagent des points essentiels de nos préoccupations. »* (Une toute première version du texte était d'ailleurs encore pire...) **La barre n'était donc pas mise très haut par les rédacteurs du projet : pour trouver un accord avec la « gauche » de l'ex-position A, il suffisait qu'elle partage cer-**

tains « des points essentiels » non de nos positions, mais de nos simples « préoccupations »... Grâce à l'intégration partielle de l'amendement d'un camarade issu de la Fraction L'Étincelle, la formulation finale est plus satisfaisante : *« avec tous ceux qui partagent les points essentiels de nos orientations »*. Pour autant, la logique générale des dirigeants de l'ex-position B n'en est pas moins claire : au lieu de tout faire pour que les militants du NPA, à commencer par ceux de leur propre base, se rassemblent sur la base de propositions clairement révolutionnaires, ils prévoient de mettre de l'eau dans leur vin avant même de l'avoir tiré.

Conclusion

Le texte adopté le 6 juin par la première réunion du Comité d'animation provisoire reste donc, comme celui du 23 mai, un point d'appui trop partiel pour combattre en vue d'un NPA révolutionnaire :

• C'est un point d'appui pour résister à l'offensive de la droite du parti et de la majorité de la direction, pour défendre les acquis des principes fondateurs contre leur révision dans un sens purement réformiste, pour relancer la construction du parti parmi les travailleurs et les jeunes, pour ouvrir la discussion sur ce que doit être une orientation révolutionnaire...

• Mais il est trop partiel, nettement insuffisant sur le fond et d'autant plus fragile qu'une bonne

partie des dirigeants de l'ex-position B, par leurs calculs d'appareil, pourraient être tentés de revoir à la baisse les orientations qu'ils défendent aujourd'hui — ce qui serait d'ailleurs catastrophique pour la qualité des débats au congrès, qui exigent des positions bien délimitées les unes des autres, contrairement à la bouillie indigeste que constituent les bulletins du CPN pour la plupart des militants.

Les dirigeants de l'ex-position B ne vont donc pas jusqu'au bout, pour le moment, du combat pour un NPA révolutionnaire — certains s'opposant même au mot. C'est pourquoi les représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE se sont abstenus sur le texte. Nous nous étonnons d'ailleurs que **les représentants de la Fraction L'Étincelle aient voté pour le texte** alors que leurs amendements les plus importants n'ont pas été intégrés et que le texte ne dépasse nullement les ambiguïtés de celui du 23 mai, sur lequel ils s'étaient abstenus comme nous et bien d'autres camarades. En effet, **face à l'offensive réformiste de la droite et de la majorité de la direction, il n'y a pas d'autre solution pour gagner que de défendre le projet d'un NPA clairement révolutionnaire et d'en convaincre les militants de la base du parti.** Tout autre voie, sous prétexte de réalisme, ne peut conduire qu'à la confusion généralisée au lieu d'avancer dans la clarté.

Paris, le 15 juin 2010

PARTIE 4 : PLATEFORME 4 POUR LE CONGRÈS (3,7% DES VOIX)

Présentation sommaire de la plate-forme 4 soumise au congrès de février 2011, initiée et rédigée par la Tendance CLAIRE et défendue avec les autres camarades du CTR : *« Pour un NPA révolutionnaire »*

Le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) du NPA présente **sa propre plate-forme nationale pour le congrès** de notre parti. Elle est constituée pour le moment de deux textes :

• Un texte programmatique, **« Notre réponse révolutionnaire à la crise »** ;

• Un texte de bilan et d'orientation, **« Pour une orientation révolutionnaire du NPA »**.

Notre Collectif s'est constitué au cours de l'été sur la base de la Contribution des 62 pour la réunion nationale de l'ex-position B du 23 mai. **Il regroupe les membres de la Tendance CLAIRE, des militants de l'ex-LCR et d'autres**

militants du NPA qui se revendiquent du marxisme et du programme historique de la IV^e Internationale. Il a vocation à regrouper toutes et tous les camarades qui se reconnaîtront dans ses textes pour le congrès et reste ouvert à toute discussion et collaboration avec d'autres camarades qui se réclament de l'anticapitalisme révolutionnaire.

Il s'est doté d'une équipe d'animation composée, en plus de Vincent Duse, membre du CPN élu au congrès fondateur, par ailleurs délégué CGT chez PSA Mulhouse, de Manuel Georget, militant ouvrier de l'ex-LCR depuis 1990 et par ailleurs délégué CGT des travailleurs de Philips Dreux; Philippe du 92 Nord, militant de l'ex-LCR depuis 1979; Christian Faucomprez, militant de l'ex-LCR dans les Yvelines depuis 2004 et de 4 camarades de la Tendance CLAIRE.

Notre but est que le NPA soit un parti anticapitaliste conséquent, c'est-à-dire un parti prolétarien et révolutionnaire, un parti pour la lutte de classe, qui se batte pour la grève générale et pour le pouvoir des travailleurs. Nous ne voulons pas d'un parti électoraliste faisant pression sur la « gauche », dont le destin serait inévitablement de s'aligner sur les réformistes et de s'intégrer dans les institutions. C'est pourquoi nous nous opposons non seulement aux propositions de la droite du parti (Convergence et alternative et NPA-L), mais à la politique de la direction sortante, l'ex-position A, qui est largement responsable de la crise du parti et qui propose maintenant au congrès une orientation encore plus confuse et droitiste que celle mise en œuvre depuis le début du NPA.

En particulier, nous nous battons pour **clarifier les ambiguïtés des principes fondateurs** en les tranchant dans un sens révolutionnaire, pour mettre en avant un **vrai programme de transition articulé sur l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs**, pour mettre au centre de notre orientation le **combat pour la grève générale, pour l'auto-organisation** des travailleurs, **contre les réformistes et les directions syndicales qui trahis-**

sent les luttes, **pour un vrai front unique ouvrier** permettant la mobilisation des masses dans la clarté. Et nous nous battons **pour un parti démocratique** qui respecte le droit de tendance pour toutes et tous, droit inscrit dans les statuts.

Présentation du texte « Notre réponse révolutionnaire à la crise »

Nous commençons par **une analyse marxiste de la crise qui s'oppose frontalement aux explications keynésiennes des réformistes.** Les réformistes prétendent que la faiblesse des salaires serait l'origine de la crise et que, pour sortir de la crise, il suffirait donc d'augmenter les salaires, de redistribuer les richesses, sans sortir du capitalisme.

Nous soutenons que cette analyse et cette politique sont des impostures. **La crise n'est pas due aux salaires trop bas, mais à la baisse du taux de profit et à la suraccumulation de capital.** La hausse des salaires ne ferait qu'aggraver la crise en diminuant encore plus le taux de profit. **La seule façon de renouer avec la croissance est qu'il y ait une dévalorisation importante du capital, soit par une vague de faillites, soit par la guerre.** Autrement dit, le capitalisme doit détruire, plonger les travailleurs dans le chômage et la misère, pour faire repartir la croissance.

Or, aujourd'hui, les États interviennent massivement pour empêcher ces faillites en cascade qui auraient des conséquences dramatiques. **En empêchant la purge du capital et en s'endettant dans des proportions gigantesques, ils ne font que repousser la catastrophe.** Les rivalités entre les puissances capitalistes vont croître avec le déclin relatif des États-Unis et surtout de l'Europe et du Japon, et la montée en puissance de la Chine, avec à terme le risque de conflits graves et de guerres.

Pour notre part, **nous défendons que, pour sortir de la crise, la seule réponse prolétarienne est la révolution.** Il faut oser défendre ouvertement la perspective du communisme. Et il s'agit de mettre en avant **un authentique**

programme de transition face à la crise. Il s'agit de **lier systématiquement les revendications quotidiennes à l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés**, qui exproprieraient le capital et qui seraient seuls capables d'organiser l'économie de façon réellement rationnelle et démocratique, pour satisfaire les besoins humains sans saccager notre environnement.

Alors que certains camarades tendent à les utiliser comme synonymes, il est fondamental de comprendre la **différence entre un programme de transition et un plan d'urgence réformiste.** Un plan d'urgence ne fait pas le lien entre les revendications et le gouvernement des travailleurs (entretenant ainsi les illusions réformistes des masses) alors que *la méthode transitoire vise au contraire à persuader les travailleurs que les deux sont indissociablement liés.*

Malheureusement, la direction sortante de notre parti, dans son texte *Nos réponses à la crise*, abandonne le marxisme et tend à reprendre à son compte des analyses de la crise et des propositions pour en sortir de tendance keynésienne et réformiste :

- **Son programme est axé sur l'objectif d'un « gouvernement au service de la population »,** c'est-à-dire un gouvernement qui ne serait pas celui des travailleurs eux-mêmes et n'impliquerait pas la destruction des institutions actuelles.

- **Le texte de la direction laisse croire qu'on pourrait interdire les licenciements sans en finir avec le capitalisme,** par des mesures de « punition » contre les patrons qui licencient. C'est un projet similaire à celui du PCF (Sécurité emploi formation) et de la CGT (Sécurité sociale professionnelle).

- **Le texte dit qu'il s'agit de se battre pour l'« annulation de la dette publique illégitime », comme s'il y avait une dette publique légitime,** comme si les travailleurs devaient payer aux banques les dettes de l'État bourgeois. Nous sommes au contraire pour répudier la dette, comme les bolcheviks en 1917 !

- **La direction du NPA conçoit son « socialisme du 21^e**

siècle » comme une extension progressive des expériences locales de type coopératives, AMAP, etc., qui échappent partiellement à la logique capitaliste. Elle appelle à développer et subventionner cette prétendue « économie sociale ». **C'est une logique réformiste, gradualiste, qui contourne la nécessité centrale d'exproprier les grands groupes capitalistes.** Il y a en outre une tendance utopique, dans le sens d'un retour à une économie artisanale et paysanne. S'il est juste de rompre avec une conception productiviste du socialisme, il ne faut pas tomber dans le travers inverse : les travailleurs devront s'approprier les forces productives héritées du capitalisme, les transformer en profondeur, et non tenter de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Présentation du texte

« Pour une orientation révolutionnaire du NPA »

L'orientation de notre parti depuis sa fondation l'a conduit à une situation de crise. L'échec des régionales a révélé un net recul de la sympathie parmi les travailleurs et les jeunes. Il y a le départ ou le découragement de nombreux militants, mais aussi une grande difficulté à intervenir efficacement dans la lutte des classes avec une orientation stratégique claire.

La crise provient des ambiguïtés constitutives du NPA. Il faut avancer dans le sens de la clarification. Il est regrettable et significatif que la direction n'ait pas mis à l'ordre du jour du congrès la révision des principes fondateurs, alors qu'ils avaient été présentés comme provisoires.

• Pour l'indépendance de classe

Les principes fondateurs sont confus sur la nature du PS, des Verts et du PCF (présentés sans critère de classe, comme une gauche qui renonce face à une gauche qui ne renonce pas, reflet de la fausse théorie des « deux gauches »). Cela a permis une politique d'adaptation à ces forces. Cette politique était inscrite dans **la résolution du congrès fondateur sur les européennes,**

qui prévoyait une alliance électorale « durable » avec les forces « se réclamant de l'anticapitalisme » (le PCF, le PG...).

À la fin de l'hiver et au printemps 2009, au lieu de combattre frontalement la politique de liquidation des luttes menée par ces partis, le NPA s'est subordonné d'abord au PCF et au PG, puis même au PS, allant jusqu'à signer un communiqué commun qui revendiquait la plateforme intersyndicale du 5 janvier 2009, contenant un programme bourgeois alternatif à celui de Sarkozy. Ensuite, la direction du NPA a mené d'interminables négociations pour des listes communes aux régionales avec les réformistes du PCF et du PG. La participation au comité national contre la privatisation de La Poste, axé sur l'exigence d'un référendum contre l'axe de la grève, impulsé par le PS, les directions syndicales, le PCF et le PG, intégré par Les Verts, Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan, Cap 21 de Juppé et Corinne Lepage... repose sur cette même logique. Enfin, cette politique a aussi conduit à la signature scandaleuse de la direction du NPA sur l'appel de 50 organisations pour la manifestation du 4 septembre en défense des valeurs de la « République » et de l'« ordre public ».

• Contre les accords programmatiques avec les réformistes, pour le front unique ouvrier

Il faut se délimiter clairement du réformisme moribond du PCF et du PG. Non pas laisser croire aux travailleurs qu'il n'y aurait que peu de différence entre eux et nous et qu'il faudrait d'abord et avant tout « l'unité », mais montrer à chaque pas que le PCF et le PG volent au secours du capitalisme (en expliquant aux salariés que les licenciements sont inévitables en temps de crise, en justifiant les journées d'action dispersées et sans lendemain, en défendant la République bourgeoise, etc.).

Le NPA ne doit envisager aucun accord programmatique avec les partis réformistes (déclarations politiques ou candidatures communes aux élections), car cela conduit nécessairement à adopter un pro-

gramme réformiste. Il ne fait pas de proposition unitaire à ces partis pour les élections. Cela sème des illusions sur les partis réformistes, alors même que ce ne sont plus des partis de masse.

En revanche, **le NPA doit se battre pour le front unique ouvrier, pour l'unité des organisations ouvrières sur la base de revendications claires** : il peut signer des accords de front unique avec des réformistes comme le PCF et le PG. Mais il ne peut signer de déclarations communes sur les luttes avec le PCF et le PG si leur contenu politique revient à canaliser la colère des travailleurs, à les détourner de la convergence des luttes et de la grève générale, à les mener dans l'impasse.

• Le NPA et les élections

La participation aux élections est une question tactique.

Les élections sont seulement l'occasion de faire connaître notre programme, de populariser une perspective révolutionnaire. **Le NPA doit refuser la logique parlementaire et électoraliste autour de combinaisons d'appareils à gauche et à la gauche de la gauche, qui plus est à un an et demi des présidentielles.** Le NPA ne doit mener aucune discussion en vue de ces échéances : il s'agit d'arrêter tout de suite, par la lutte de classe directe, le rouleau compresseur du patronat et de son gouvernement. Le moment venu, le NPA devra faire des propositions unitaires aux seules organisations anticapitalistes, à commencer par LO.

• Pour l'intervention active dans la lutte des classes et l'implantation dans la classe ouvrière

L'orientation de la direction sortante a négligé le plus souvent les luttes ouvrières au profit des élections. Elle n'a pas impulsé l'intervention du parti pour les soutenir et essayer d'y porter un programme révolutionnaire. Même lorsque les équipes locales du NPA participaient à des luttes remarquables (comme dans les cas de Philips Dreux ou du Comité de Résistance Ouvrière en Meuse/Haute-Marne), la direction ne leur a pas accordé l'importance qu'elles méritaient : aucune leçon politique d'ensemble

n'en a été tirée et il n'y a pas eu de tentative de popularisation des orientations et méthodes les plus avancées. Enfin, si la direction a pu contribuer à l'organisation de rencontres entre militants combattifs, elle n'a jamais pris véritablement d'initiatives audacieuses pour constituer une coordination nationale des boîtes en lutte et des secteurs combattifs, qui aurait pu constituer un point d'appui utile pour diffuser un programme alternatif à celui de la bureaucratie syndicale et servir de référence à des dizaines de milliers de travailleurs.

Le NPA doit être fondamentalement un parti de la lutte de classe. Il doit s'implanter en priorité dans les entreprises. Il doit prendre des initiatives concrètes pour impulser l'auto-organisation des travailleurs et travailler à leur

centralisation : AG, comités de lutte ou de grève, comité national de grève, etc. Il popularise ces méthodes de lutte sur la base des exemples donnés par les luttes avancées.

Enfin, le NPA doit tout faire pour **construire un courant intersyndical lutte de classe** pour aider les milliers de militants syndicaux de la CGT, de la FSU, de Solidaires, à s'organiser contre les bureaucrates.

• Contre « notre » propre État impérialiste, pour l'internationalisme prolétarien

La lutte anti-impérialiste, en particulier **contre notre propre impérialisme**, est une tâche prioritaire. En cas de guerre entre un pays impérialiste et un pays opprimé, les révolutionnaires sont toujours dans le camp militaire du pays opprimé,

pour la défaite des armées impérialistes. Nous soutenons **la mobilisation des masses contre l'impérialisme, y compris leur résistance armée** : Irak, Palestine, Afghanistan...

Au moment où Hugo Chávez lance son projet d'une prétendue V^e Internationale interclassiste et aux contours politiques flous, il nous faut défendre au contraire la nécessité de l'Internationale ouvrière révolutionnaire. Ouvrons la discussion sur la délimitation, les références et le programme de cette Internationale. Pour notre part, **nous revendiquons l'héritage de Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky et le programme historique de la Quatrième Internationale.**

Contribution au bilan du congrès du NPA par la position 4 (25/02/11)

Le premier congrès de notre parti s'est tenu dans un contexte marqué par la poursuite de la crise du capitalisme, le mouvement historique contre la réforme des retraites en France et par la vague de processus révolutionnaires qui traverse les pays arabes. Le soulèvement du prolétariat et du peuple de ces pays contre la vie chère, le chômage et la dictature soutenue par les impérialistes a rencontré un vif écho parmi les délégués, comme en a témoigné le meeting organisé le vendredi soir avec des militants tunisiens et égyptiens. Mais le congrès n'a pas su en tirer vraiment les conséquences sur le programme à mettre en avant, la politique à développer et le type de parti à construire.

La position 1 : crise d'une orientation hésitante, en conflit avec la réalité de la lutte des classes qui exige de choisir entre réforme et révolution

Un non-bilan

Pour préparer correctement l'avenir, il faut commencer par tirer le bilan du passé. Or, la direction s'est bornée à faire un récit factuel de l'activité du NPA depuis deux ans sans en tirer aucune conclusion poli-

tique. Pourquoi notre parti a-t-il perdu plusieurs milliers d'adhérents dans un contexte marqué par la crise du capitalisme et le développement des luttes ? Pourquoi a-t-il subi des revers électoraux ? Pourquoi le Front de Gauche est-il en mesure de lui faire de l'ombre ? Pourquoi a-t-il toujours une implantation très faible dans les secteurs stratégiques du prolétariat ? Pourquoi n'avons-nous pas réussi à attirer vers nous au moins une partie de l'avant-garde du mouvement de l'automne ? Aucune tentative de réponse à ces questions. Le ton était donné : la P1 proposait de continuer comme avant.

« Transition démocratique » en Tunisie et « transition écologique et sociale » en France, ou gouvernement des travailleurs ?

Il faut choisir !

Sur la crise, la P1, alliée à la P3, a là aussi esquivé le débat. Tout en dénonçant enfin le keynésianisme, elle a défendu son texte dont l'axe est un illusoire programme de réformes du capitalisme à réaliser par un illusoire « gouvernement au service de la population » (la « transition écologique et sociale »), qui ne serait pas un gouvernement des travailleurs eux-

mêmes. En France, cela revient à ne pas se délimiter clairement du PG qui parle d'un « *gouvernement de gauche* » capable « *d'imposer une véritable politique de transformation sociale et écologique* » ou encore « *des mesures d'urgence* ». En Tunisie ou en Égypte, les classes dominantes veulent imposer une prétendue « *transition démocratique* » pour poursuivre l'exploitation et l'oppression. Que leur opposons-nous ? Le cartel P1-P3 reste muet, croyant pouvoir encore faire le grand écart entre, d'une part, un communiqué signé par le NPA avec le PS (à l'Internationale duquel le parti de Ben Ali appartenait jusqu'au 17 janvier 2011 et celui de Moubarak jusqu'au 31 janvier), le PG, le PCF et EE, plaidant pour une « *véritable transition démocratique* » et, d'autre part, les formules de TEAN qui parlent de « *tout le pouvoir au peuple révolutionnaire : pour un gouvernement des travailleurs* ».

Est-ce bien « raisonnable » ?

La P1 a présenté son orientation comme point d'équilibre du parti entre la P3 trop sensible aux sirènes du Front de Gauche et la P2 — à plus forte raison la P4 — prétendument

isolationnistes. Il faudrait critiquer le Front de Gauche, mais pas trop, défendre un programme de rupture, mais pas trop brutal, ne pas tracer de priorité entre luttes et élections, etc. Elle a donc appelé les délégués à se rallier à ce choix « raisonnable », tout en fêtant le soir les processus révolutionnaires en cours. Pourtant, il faut choisir : appeler à la raison les travailleurs et les peuples de Tunisie et d'Égypte qui se soulèvent ou bien leur proposer une orientation pour détruire jusqu'au bout le régime, développer leurs propres organes de pouvoir et exproprier le capital. L'expérience du NPA depuis deux ans et sa crise elle-même montrent qu'on ne peut pas construire un parti anticapitaliste sans trancher les questions programmatiques et stratégiques décisives, sans se donner des priorités claires. La direction est d'autant plus irresponsable de ne pas le faire qu'elle est devenue minoritaire dans le parti, puisque la P1 n'a recueilli que 40,8% des voix dans les AG électives et aurait donc dû s'efforcer de construire une majorité par de vraies décisions.

La position 3 : risque de la dilution dans le Front de Gauche

La P3 présentait des textes largement communs avec la P1, « nos réponses à la crise » et de grandes parties du texte d'orientation. Elle se distingue de la P1 en proposant un front politique et social permanent avec les antilibéraux, c'est-à-dire les réformistes du Front de Gauche. En particulier, la P3 a combattu ouvertement contre l'axe d'un « gouvernement des travailleurs ». L'expérience du Limousin montre où mène une telle orientation : un an après les élections régionales, elle s'est déjà soldée par l'abstention de l'un des deux conseillers régionaux du NPA sur le budget capitaliste du PS. À Aubervilliers, des responsables de la P3 promeuvent une alliance PCF-PG-NPA-Fase pour les cantonales, qui revendique dans un « tract unitaire » plus de moyens pour la police nationale¹⁶. Cette logique ne

peut objectivement conduire qu'à rompre avec l'anticapitalisme lui-même. À l'issue du congrès, une partie des dirigeants de la P3 ont décidé de quitter le NPA pour rejoindre le Front de Gauche. Quant aux camarades séduits par l'orientation de la P3 en raison d'une vision pessimiste des capacités du prolétariat à imposer sa volonté sur le terrain de la lutte des classes, le soulèvement des masses en Tunisie, puis en Égypte, balayant les dictateurs, ébranlant les régimes, s'étendant maintenant à la Libye avec l'armement du peuple contre une répression monstrueuse, à Bahreïn, voire au Maroc, devrait lever leurs doutes et les conduire à rompre avec la P3. Tout comme le fait que les forces avec lesquelles ils proposent de s'allier sont les mêmes qui se sont opposées à la grève générale en France cet automne, avec les directions syndicales, et qui ont couvert dans le cadre des gouvernements de Mitterrand ou de Jospin la politique très amicale à l'égard de dictateurs comme Ben Ali.

La position 2 : un discours lutte de classes mais un refus de se présenter comme une direction alternative avec une orientation révolutionnaire

Face à l'orientation à tendance réformiste des P1-P3, la P2 avait mené pendant les AG électives un combat assez frontal. Mais pendant les trois jours de congrès, la P2 a oscillé. Elle a développé une orientation luttes de classe, tout en proposant à la P1, ou en tous les cas à la gauche de la P1, de diriger le parti en commun sur des bases minimales confuses, au lieu de se présenter en direction alternative proposant une orientation révolutionnaire.

Le texte P1-P3 sur la crise cède-t-il, oui ou non, à une logique réformiste ?

Son rapporteur sur la crise a d'abord expliqué que la P2 avait choisi de ne pas amender le texte de la P1-

P3, car celui-ci fait l'impasse sur la destruction de l'État et tend à proposer un bon gouvernement de gauche « au service de la population », réalisant des réformes raisonnables, au lieu d'avoir pour axe la question du pouvoir des travailleurs eux-mêmes et du socialisme posée à partir des luttes actuelles. Mais il a ensuite proposé à la P1-P3 de commencer à travailler dès ce congrès à une brochure commune sur la crise, prenant le meilleur des deux textes (P1-P3 et P2), chose pourtant impossible selon la première partie de son discours. De même, lors de la conclusion sur la crise, le dimanche, le camarade de la P2 a répondu à l'interpellation de la P3 en disant qu'il n'y avait pas, selon lui, de grandes différences entre le texte P1-P3 et celui de la P2 !

La P1 a-t-elle, oui ou non, renoncé à construire un parti révolutionnaire ayant pour axe stratégique la grève générale et le gouvernement des travailleurs ?

Sur l'orientation, le rapporteur de la P2 s'est livré à un exercice d'équilibriste. D'un côté, il a repris les critiques de la P2 contre la P1 : électoralisme, refus de délimitation par rapport au Front de Gauche et aux directions syndicales, absence d'efforts sérieux pour une implantation ouvrière, importance insuffisante accordée à l'auto-organisation, recul sur l'hypothèse de la grève générale comme moyen de transformer de façon révolutionnaire la société, etc. De l'autre, il a dit : sur tout cela, nous sommes d'accord, puisque ce sont les principes fondateurs ; nous pouvons donc faire ensemble une nouvelle majorité, rassemblée sur un appel du congrès. La P2 croit pouvoir résoudre les difficultés du NPA en revenant aux principes fondateurs, alors que l'impasse actuelle du NPA prend ses racines dans leurs ambiguïtés, dans le refus de définir une stratégie de pouvoir clair et de construire un parti révolutionnaire, militant et implanté dans le prolétariat.

Position 4 : pour un NPA prolétarien, communiste et révolutionnaire

Comme dans les AG électives, nous avons défendu une orientation révolutionnaire, alternative à celle des

¹⁶ Extraits du tract : « La police municipale ne doit en aucun cas être un palliatif aux manques de la police nationale. Or, le nombre de policiers affectés à notre ville est insuffisant. Les actions

de la municipalité pour améliorer la prévention ne doivent pas conduire l'État à réduire son action, bien au contraire. La police de proximité, qui a autant un rôle de prévention que de répression, devrait être rétablie. »

P1-P3. Mais nous avons aussi appelé la P2 à aller jusqu'au bout de la logique de ses textes, lui avons proposé de faire bloc pour un appel révolutionnaire du congrès et l'avons invitée à construire une grande tendance pour rendre enfin majoritaire dans le parti une orientation révolutionnaire.

*Mettre le NPA à l'heure de Tunis,
Du Caire et de Benghazi*

Nous avons rappelé que la crise actuelle est une crise du capitalisme, qu'elle ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme qu'au prix d'immenses souffrances pour les masses, que la seule façon pour les travailleurs de ne pas payer la crise, c'est de conquérir le pouvoir politique. C'est pourquoi il faut développer un programme de transition, dont l'axe est d'aider les travailleurs à comprendre par leur propre expérience qu'ils ne peuvent satisfaire pleinement et durablement leurs revendications sans instaurer leur propre gouvernement.

Les processus révolutionnaires en cours dans les pays arabes, en gestation depuis des années, mais que la crise a fait éclater en provoquant une hausse des prix des produits de première nécessité, annoncent les événements auxquels il nous faut préparer l'avant-garde par une intervention politique audacieuse dans les luttes quotidiennes. Les classes dominantes, appuyées sur l'armée, veulent maintenir ces régimes honnis en concédant un ravalement de façade. Seuls les prolétaires peuvent, en développant leur auto-défense et les comités qu'ils ont commencé à mettre en place, faire tomber les régimes honnis, imposer une Assemblée constituante en développant leurs propres organes d'auto-organisation, ouvrant ainsi la voie à leur propre pouvoir. En outre, les travailleurs et les jeunes ne se sont pas simplement soulevés contre la dictature soutenue par l'impérialisme, mais aussi contre la précarité, le chômage et la vie chère. Le programme que nous défendons ne peut donc pas se limiter aux revendications immédiates, mais doit les articuler à l'expropriation sans indemnité ni rachat et sous le contrôle des travailleurs des grandes entreprises nationales et impérialistes non seulement de la finance, mais

aussi de l'industrie et des services, condition pour qu'un gouvernement des travailleurs auto-organisés puisse commencer à réorganiser l'économie au service des besoins humains.

Ces processus, en particulier celui de l'Égypte, ainsi que le mouvement contre la réforme des retraites en France, confirment également le retour de la classe ouvrière sur le devant de la scène de la lutte de classe internationale. Ceci rend impérieuse la nécessité d'implanter le parti dans les secteurs stratégiques du prolétariat et d'avoir un nombre de plus en plus important d'ouvriers dans nos rangs, de la base au sommet.

*Rassembler dans la clarté pour une
majorité révolutionnaire*

Nous avons proposé aux camarades de la P2 de rédiger en commun un projet d'appel du congrès. Ils ne nous ont pas répondu. Nous avons relevé les points positifs de leur projet : refus d'attendre 2012, volonté de s'appuyer sur les processus révolutionnaire des pays arabes, axe stratégique de la grève générale, proposition de campagnes du NPA liées aux besoins des travailleurs. Mais nous avons aussi indiqué certaines limites stratégiques du texte : il se délimite par rapport au PS, mais non par rapport au Front de Gauche ; il ne dit pas que la volonté des directions syndicales dans le mouvement des retraites a été tournée contre le retrait et contre la grève générale ; il ne propose pas d'intervention organisée dans les syndicats et la mise sur pied d'un courant intersyndical luttes de classes antibureaucratique ; il n'articule pas assez les campagnes proposées et la conquête du pouvoir politique ; enfin, il ne dit pas que les travailleurs et les jeunes ont besoin d'un parti révolutionnaire. Cependant, nous avons estimé que, dans le contexte de crise du parti et d'impasse du congrès, les points positifs l'emportaient sur les faiblesses et nous avons voté et appelé à voter sans conditions pour le projet d'appel des camarades de la P2.

Religion, féminisme, laïcité

Le NPA est divisé en deux parties à peu près égales sur la question de savoir s'il est légitime ou non de

présenter aux élections un-e militant-e arborant des signes religieux visibles. Les deux principales positions en présence ont d'abord proposé au congrès de trancher. La position voulant interdire la candidature de militant-e portant un signe religieux visible a été mise en minorité (122 pour, 124 contre) ; la tentative de conditionner une telle candidature à l'accord d'une majorité des 2/3 du CPN a été fort rejetée par 109 voix contre 169 pour que ce soit à la majorité simple. Cela a provoqué un violent conflit au sein même de la P1 et de la P3, des éclats de voix, des camarades montant à la tribune, puis une demande d'interruption de séance. Finalement, on a fait revoter le congrès deux fois jusqu'à ce qu'une motion se prononçant pour une conférence nationale, d'abord rejetée, soit au bout du compte majoritaire (175 pour, 113 contre). Ce procédé n'est pas acceptable : vu le résultat des AG électives, on peut comprendre le souhait de ne pas couper en deux le parti sur cette question, mais en ce cas il fallait d'emblée décider que le congrès ne se prononce pas et convoquer une conférence nationale, au lieu de le faire après les votes au motif qu'ils n'ont pas satisfait la majorité de la direction ! Cela ne pouvait qu'aggraver la crise et nous faire perdre un temps précieux, obligeant à bâcler les votes suivants. Mais ici comme ailleurs le problème est de se donner des priorités de construction en misant sur l'intervention dans la lutte de classes. C'est à cette condition qu'on pourra aborder dans des meilleures conditions certaines questions qui font l'objet de clivages importants.

**Une victoire de la démocratie :
la base du parti a clairement
rejeté la motion CRI/CLAIRE**

Depuis la fondation du parti, la direction s'était acharnée contre la Tendance CLAIRE. Mais sa campagne contre la TC visait aussi à isoler la position 4 dans son ensemble et à intimider toute la gauche du parti pour la dissuader de se constituer en tendance. Pour faire passer sa motion qui revenait à exclure la TC, elle n'a pas hésité à envoyer un dossier à charge avant les premières AG électives, sans envoyer la réponse de la TC à ces accusations sans fondements.

Pris de panique par la déroute de sa motion le premier week-end des AG, elle avait alors appelé au NPPV, espérant ôter toute portée à la motion. Sans succès. C'est pourquoi elle a dû renoncer à soumettre sa motion au congrès, tant le vote de la base a été net : 63,6% contre, 36,4% pour, une fois retranchés les abstentions et NPPV (minoritaires). La vitalité démocratique à la base du parti, notamment dans la P2 mais aussi dans les autres, aura eu raison de l'acharnement de la direction contre la Tendance CLAIRE. La démocratie étant au cœur de notre projet d'émancipation, c'est rassurant sur la santé du parti.

La direction a dû aussi reculer sur la modification des statuts

Les rapporteurs sur les statuts ont proposé d'entériner le vote positif des AG électives. Mais un camarade de Renault-Cléon a protesté : le congrès est souverain, on ne peut pas escamoter le débat. Un autre camarade voulait soumettre un amendement sur la rémunération des permanents et les indemnités des élus. Finalement, la direction a dû reculer par crainte d'une nouvelle crise, suite à celle du matin autour de la question du foulard, perdant ainsi sa dernière arme pour faire taire les oppositions, celle de l'exclusion collective d'un comité par le CPN.

Crise au sein de la position 1

La P1, déjà tiraillée par des tensions politiques internes, a été se-

couée par une autre violente crise au moment de l'établissement des listes de chaque plateforme pour le nouveau CPN. Alors qu'elle disposait de 70% des postes dans le CPN sortant, qui comptait lui-même 192 membres, elle n'en a plus que 42% d'un CPN réduit à 161 membres. Il lui a donc fallu faire une cure d'amaigrissement que les membres du CE, en majorité parisiens ont essayé de faire payer aux provinciaux, lesquels se sont révoltés contre des méthodes qu'ils ont jugées « inacceptables ».

Notre parti est à la croisée des chemins : Restera-t-il sans orientation ? Ou bien serons-nous capables d'en faire un parti prolétarien, communiste et révolutionnaire ?

Contrairement à ce que prétendent les médias bourgeois, le NPA est loin d'être mort en tant que parti. Les nombreux appels à rompre l'isolement montrent bien que dans le fond la bourgeoisie en est consciente et préférerait avoir un énième parti de la « gauche de la gauche », intégré au régime, plutôt qu'un parti qui pourrait devenir une alternative pour des milliers de travailleurs et de jeunes le jour où la vague révolutionnaire touchera la France. Mais le congrès n'a pas permis de sortir de la crise, due à l'impasse stratégique dans laquelle il se trouve. Son échec a manifesté la perte d'autorité d'une direction incapable de s'orienter dans la nouvelle situation. Le renforcement de la P2 (97 voix au congrès,

soit 27,7 % et 45 membres au CPN) et les résultats honorables de notre petite P4 en butte à l'hostilité acharnée de la direction (13 voix au congrès, soit 3,7% et 6 membres au CPN) ont confirmé qu'un large secteur militant est conscient de la nécessité de réorienter le parti sur une voie révolutionnaire. Mais les hésitations des dirigeants de la P2 ralentissent cette évolution. Nous leur proposons une nouvelle fois d'ouvrir la discussion en vue d'une grande tendance révolutionnaire, en espérant qu'ils répondent enfin favorablement après l'échec du congrès. Pour notre part, nous continuerons de lutter pour un parti prolétarien, communiste et révolutionnaire, avec toutes celles et tous ceux qui partagent cet objectif. Nous sommes convaincus que l'orientation révolutionnaire correspond aux besoins de la mobilisation des masses en réponse à la crise. Elle a commencé par la grève générale semi-insurrectionnelle en Guadeloupe et en Martinique, elle s'est prolongée par les luttes contre les licenciements en France, les journées de grève générale et la tentative d'occupation du Parlement en Grèce, des mobilisations importantes dans de nombreux pays, le mouvement historique contre la réforme des retraites en France. Aujourd'hui, elle connaît un saut qualitatif avec les processus révolutionnaires en cours dans les pays arabes. Nous sommes persuadés qu'il est possible de gagner des milliers de travailleurs, de précaires, de chômeurs et de jeunes radicalisés pour un NPA révolutionnaire. En avant !

CPN de mars 2011

Propositions de la position 4 pour une campagne politique du NPA

La droite et le PS soutiennent les dictateurs, les exploiters et les pollueurs

Luttons contre le capitalisme et ses serviteurs !

Les jeunes et les travailleurs arabes nous montrent le chemin : celui de la révolution !

Le congrès n'a doté le parti d'aucune orientation pour intervenir dans la nouvelle situation et s'est borné à saluer les luttes révolutionnaires arabes sans en tirer de conséquences pour notre politique. Pourtant, ces luttes ont provoqué une

nouvelle crise du gouvernement, mettant à l'ordre du jour la question de se débarrasser non seulement d'Alliot-Marie, mais de Sarkozy. Or la bourgeoisie et les médias préparent les esprits à un faux choix entre UMP

et PS, notamment en focalisant sur le danger du FN.

Le discrédit de Sarkozy est à son comble après le passage en force de la contre-réforme des retraites. Il tente de s'en sortir en se faisant va-t-en-guerre prétendument démocratique

contre la Libye, mais il avait reçu lui-même Kadhafi en grande pompe, signant de juteux contrats pour le patronat français. Le PS s'est offusqué de la conduite d'Alliot-Marie et des amitiés libyennes de Sarkozy, mais n'a jamais remis en cause l'appartenance des partis de Ben Ali et de Moubarak à l'Internationale « socialiste ». Mitterrand avait maintenu le soutien de l'impérialisme français aux dictateurs, Jospin avait reçu Ben Ali en 1997 et Strauss-Kahn, le directeur du FMI, a vanté sa politique. De façon générale, la droite comme le PS sont les valets du capitalisme qui nous exploite, détruit notre environnement et promet de nouvelles catastrophes. Et leur politique depuis 30 ans fait le lit du racisme et du FN.

Cinq mois après la défaite de l'automne, les masses mécontentes n'ont pas repris confiance dans leur capacité à gagner, mais il y a de nombreuses luttes dispersées. Nous y participons de toutes nos forces, mais le retour d'une situation mettant à l'ordre du jour la grève générale ne dépend pas de nous. En revanche, il

s'agit d'y préparer politiquement les travailleurs et les jeunes radicalisés.

Le point de départ, c'est la solidarité avec les peuples arabes. Il faut chercher à impulser avec les organisations du mouvement ouvrier, des quartiers populaires et de la jeunesse une campagne immédiate contre l'intervention impérialiste en Libye, des comités de soutien aux processus révolutionnaires dans tout le pays, pour l'annulation de la « dette » des pays opprimés, contre la chasse aux immigrés et aux sans-papiers, contre les entreprises impérialistes, à commencer par les entreprises françaises. Mais cela passe aussi par une campagne propre du NPA, avec des réunions publiques et des affiches nationales. Car ces luttes montrent la validité de notre projet révolutionnaire contre celui du Front de Gauche : ce sont les révolutions qui changent le monde, elles se font dans la rue et non dans les urnes, le prolétariat y joue un rôle central, l'auto-organisation est décisive, elle se heurte à la logique de la continuité institutionnelle de la bourgeoisie et tend à poser la question d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Suivre l'exemple arabe, c'est faire comme les travailleurs du Wisconsin qui ont lutté pour dégager leur gouverneur Scott Walker — qui, face à leur mobilisation contre sa politique d'austérité et antisyndicale, les avait traités d'« espèces d'Égyptiens » —, aux cris de « Dehors Scott Moubarak » : c'est se préparer à dégager « Ben Sarkozy » par la lutte, tout en montrant que le PS n'est pas une alternative. Il faut en finir avec cette politique au service du capitalisme en crise et la voie à suivre est celle de la révolution ! En particulier, il faut faire échec à la tentative de Sarkozy pour créer une union nationale soi-disant « démocratique » autour de l'intervention impérialiste en Libye.

C'est sur cette base que nous pourrions relancer la construction du NPA en gagnant des milliers de travailleurs, chômeurs et jeunes révoltés par le capitalisme, ses injustices et ses dangers pour l'humanité, en nous implantant dans les grandes entreprises et les quartiers populaires.

**Élus de la position 4 au CPN,
bulletin préparatoire**

Bilan du CPN de mars 2011 : l'aggravation de l'opportunisme empêche de relancer notre parti en crise

Selon le dernier TEAN, « *ce CPN a permis de commencer à sortir de la paralysie révélée par le récent congrès* ». En réalité, il n'a fait qu'aggraver l'absence de profil clair du NPA, source d'une crise qui ne peut dès lors que se poursuivre.

Certes, vu la dérive de la direction vers le réformisme, aggravée au congrès, la résolution politique ne pouvait pas procéder d'un programme révolutionnaire de transition, axé sur la grève générale et le gouvernement des travailleurs. Mais on pouvait au moins attendre qu'elle fixe un axe cohérent pour relancer le NPA comme parti de lutte anticapitaliste.

Crise du gouvernement et de l'UMP, incapacité du PS à se poser en alternative crédible, montée inquiétante du FN, absence d'une réelle dynamique du FdG malgré un succès médiatique qui fait de l'ombre au NPA : cela met à l'ordre du jour une orientation centrée sur l'actualité de la révolution et le soutien aux peuples arabes, la lutte contre l'intervention en Libye et l'union sacrée

autour de Sarkozy, la pertinence du projet anticapitaliste et socialiste pour en finir avec ce système en crise au service des exploités, des dictateurs et des pollueurs (cf. nos contributions pré-CPN).

Or la résolution (dont le projet avait été écrit par la P2) ne définit aucune orientation stratégique et dilue les prétendus « axes de campagne » dans un catalogue d'« interventions » disparates qui satisfont peut-être les priorités respectives des sensibilités et commissions du parti, mais ne constituent en aucun cas une vraie campagne permettant de le construire.

Le CPN a rejeté l'amendement de la P2 concernant la nécessité d'exproprier le secteur nucléaire et de le placer sous contrôle des travailleurs comme nos amendements sur l'actualité de la révolution permanente à la lumière du printemps arabe et sur la priorité d'une campagne contre l'intervention en Libye.

Alors que notre propre impérialisme a lancé cette opération contre-

révolutionnaire, aucune orientation claire n'a été votée et aucune autocritique n'a été faite concernant la signature par le NPA du fameux « appel européen » qui couvrirait objectivement à gauche la préparation idéologique de cette intervention, ni quant à la participation du NPA à la manif du 26/03 avec des gens prétendant « contrôler l'intervention » et criant pour certains « Vive Sarkozy ! » Nous devrions au contraire être à la pointe de la lutte contre notre propre impérialisme tout en appuyant la perspective de la chute révolutionnaire de Kadhafi.

Seulement voilà : la priorité des camarades du CPN (P1, P3 et même P2) était ailleurs. L'essentiel a été consacré... à la composition du CE, au porte-parolat et à la présidentielle !

Alors qu'une consultation nationale est prévue en juin et un autre CPN en mai, ce CPN a approuvé une résolution commune P3/majorité de la P1 pour une « *candidature anticapitaliste unitaire* ». Il s'agit d'un coup de force. La discussion dans le parti va être bia-

sée par les rencontres avec nos fameux « *partenaires potentiels* », tout ce qui bouge à gauche du PS. La majorité de la P1 fait un pas de plus vers la dissolution de notre identité dans un front avec les réformistes — et continue à nous faire perdre du temps. Les scores du FN devraient pourtant nous conduire à défendre une alternative ouvertement révolutionnaire au lieu de lui laisser le drapeau de l'anti-système.

De même, c'est avec le soutien de la P3 que la P1 a pu imposer ses porte-parole (alors qu'il n'y a pas eu de débat au congrès et qu'on pouvait en discuter

jusqu'au prochain CPN) et s'assurer en passant une place surdimensionnée au CE.

La P2 a malheureusement accepté que le CPN soit centré sur ces questions, qui ont suscité ses principaux combats. Elle a notamment cautionné qu'on consacre beaucoup de temps à la présidentielle, avec une motion axée sur un « plan d'urgence » frisant le réformisme au lieu du programme de transition qu'elle avait en partie défendu au congrès. En effet, elle persiste dans ses appels à l'unité pour l'orientation et dans sa recherche d'un accord avec un

secteur de la P1 au lieu de contribuer, pour le parti et les militants, à clarifier les discussions sur des points politiques centraux.

Ce CPN confirme donc une fois de plus qu'il est nécessaire de construire une grande tendance révolutionnaire si nous voulons parvenir à un parti non pour les élections et les médias, mais pour la lutte de classes, internationaliste et révolutionnaire.

Élus de la position 4 au CPN, bulletin de compte-rendu

PARTIE 5 : CPN DE MAI 2011 ET TEXTE C POUR LA CONFÉRENCE NATIONALE DE JUIN, INITIÉ PAR LA TENDANCE CLAIRE, DÉFENDU PAR LA P4 ET CERTAINS CAMARADES DE LA P2 (6% DES VOIX)

Bilan du CPN DES 14-15 mai : reculer encore, renoncer encore ?

La crise de notre parti s'amplifie. Elle survient au moment où la situation sociale devrait pourtant donner à notre organisation la possibilité de se renforcer en attirant des travailleuses, des travailleurs et des jeunes qui ne veulent pas payer la crise du capitalisme et qui souffrent de cette crise au quotidien. De nombreuses luttes, certes dispersées et isolées, démontrent que le conflit de classes s'aiguise ; la tâche prioritaire de notre parti serait de contribuer au mieux de ses forces à leur auto-organisation et à leur coordination. Les processus révolutionnaires en cours dans le monde arabe démontrent l'urgence de défendre la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme ; toutes les formes de contre-révolution qui entendent les canaliser et les étouffer, par la voie électorale, la répression ou l'intervention impérialiste, exigent la solidarité active d'un parti combatif et déterminé, menant résolument campagne contre « notre » propre impérialisme.

Or, de quoi a-t-il été question au cours des deux jours qu'a durés ce CPN ? D'élections ! Là où il aurait fallu donner la priorité à une analyse serrée de la situation et de la stratégie qu'elle requiert, en termes d'intervention dans la lutte de classes, les membres du CPN se sont consacrés, dans un climat de grande tension et de déchirement, aux élections d'un point de vue électoraliste, c'est-

à-dire indépendamment de la question du programme que nous voulons défendre.

Comme à l'habitude, la préparation de ce CPN n'a pas répondu aux conditions élémentaires de démocratie dans le parti. L'ordre du jour et les textes soumis à la discussion ont été envoyés à la dernière minute, privant par là même les militantes et les militants, dans toute l'organisation, de faire leurs ces discussions.

Les positions avant le CPN

Les « refondateurs » du NPA pour un programme « Front de Gauche-compatible » et la poursuite des discussions indéfiniment avec les réformistes

La position 3 et une partie de la position 1 (autour de Pierre-François Grond) ont proposé de poursuivre les discussions avec le Front de Gauche et de déclarer dès ce CPN un candidat du NPA, qu'il serait prévu de retirer au cas où les négociations avec le Front de Gauche aboutiraient. Or, les axes défendus (culte de l'unité en soi, refus de caractérisation du FdG, programme allégé, aucune limite aux concessions possibles pour obtenir un accord) préparaient un ralliement au FdG, sur le modèle des candidatures « unitaires » aux régionales. Cependant, derrière ces propositions

pour les campagnes présidentielle et législative, il y a un projet d'une « refondation » du NPA, visant à adapter notre projet politique — anti-capitaliste — pour le rendre compatible avec celui du Front de gauche — antilibéral. Cependant, ce projet, ouvertement défendu au CE précédent, a été mis en retrait par ses partisans lors du CPN pour ne pas effrayer les hésitants.

Les partisans d'un candidat NPA sur un programme anticapitaliste, délimité du Front de Gauche

La P2 et la gauche de la P1 (autour d'Yvan Lemaitre) ont présenté un texte qui visait à donner les bases politiques d'une candidature NPA clairement délimitée de celle du Front de gauche. Les élus P4/Tendance CLAIRE avaient choisi de partir de ce texte pour présenter des amendements, en nombre délibérément limité pour permettre d'ouvrir la discussion en vue de l'améliorer sur des points essentiels : logique transitoire reliant nos mots d'ordre à la question du gouvernement des travailleurs, critique des directions syndicales collaboratrices, prise de position pour une candidature unitaire anticapitaliste clairement délimitée du Front de gauche, avec la conviction que le vrai débat n'est pas « candidature NPA » versus

« candidature unitaire », mais alliance avec les vrais anticapitalistes (à commencer par LO) *versus* alliance avec les réformistes antilibéraux (gestionnaires du système capitaliste).

Les défenseurs d'un candidat NPA sur le programme des « fondateurs »

Enfin, le centre de la P1 (autour de Sandra Demarcq, Christine Poupin) partageait le fond politique de la motion P3/droite de la P1, mais voulait cesser les discussions avec le Front de gauche et décider que la candidature NPA irait quoiqu'il arrive jusqu'au bout : trois jours avant le CPN, ses représentantes écrivaient que « *le début de la motion proposée par Pierre-François ne pose pas de problème* », mais qu'il fallait « *réécrire les 4 derniers paragraphes (...) pour tirer le bilan de la démarche de rassemblement des anticapitalistes, décider que le NPA présente unE candidatE* ».

Pour nous, il était urgent de dégager une majorité pour l'arrêt des négociations avec le Front de gauche et l'organisation d'une conférence nationale du parti en juin pour que l'ensemble des militantes et des militants puissent se saisir et discuter de ces questions. Mais il était surtout nécessaire de clarifier nos positions politiques, desquelles découlent notre politique d'alliances.

Pendant le CPN : une majorité sur la base de la confusion

Une majorité pour une candidature NPA, mais sans base programmatique claire

Au CPN lui-même, la P2, la gauche et le centre de la P1 ont voulu lier l'arrêt des discussions avec le FdG, la conférence en juin et une candidature NPA avec l'acceptation de l'orientation politique proposée par le centre de la P1. Leur motion commune ne reprend même pas les principes fondateurs du NPA : rien sur la perspective de la grève générale, l'auto-organisation, le gouvernement des travailleurs. Pire, elle suggère que les partis du FdG seraient

« *anticapitalistes* ». Enfin, elle ne justifie pas politiquement l'arrêt des discussions, donnant ainsi une impression de « sectarisme ». Comment justifier la rupture des discussions avec le Front de gauche sans avancer des raisons de fond ? Comment justifier qu'on proclame d'abord la candidature du NPA et qu'on renvoie à plus tard la question du programme politique ? Cette posture purement « identitaire » sans base politique ne peut qu'approfondir la crise dans laquelle est plongé le parti.

Les élus P4 ont proposé un front unique contre la droite, mais la P2, la gauche et le centre de la P1 ont refusé...

Pour assurer une majorité contre le texte de la droite du parti (à un moment où elle restait encore incertaine) et pour que cette majorité soit la plus large possible, les élus P4 ont proposé de dissocier la fin du texte commun P1/P2, en y rappelant l'arrêt des discussions avec le Front de gauche, afin que cela devienne une motion préalable que la P4 aurait voté. Mais les responsables de la P1 et de la P2 ont refusé cette demande de dissociation/motion séparée, empêchant qu'il y ait une motion commune pour battre la droite du parti. En fait, comme le texte de Pierre-François Grond avait été soumis au vote le premier et battu de 20 voix, l'alliance P1/P2, n'ayant pas besoin des voix de la P4 pour être majoritaire, a décidé d'empêcher une motion commune afin de ne pas se « mouiller » avec les vilains petits canards de la P4 ! Pour protester contre cette manœuvre et sachant que le texte de la droite était déjà battu, nous avons décidé de voter contre le texte P1/P2 pour exprimer notre refus d'un accord politique confus, qui est une capitulation de la P2 face à la ligne creuse du centre de la P1¹⁷.

¹⁷ Nous regrettons que le camarade Jean-François Cabral (P2), dans son bilan du CPN où il critique le vote de la P4 contre la motion P1/P2 ait omis de donner ces précisions à ses lecteurs, afin qu'ils puissent se faire leur propre opinion en ayant l'ensemble des éléments.

La P2 renonce à défendre son programme anticapitaliste

Les responsables de la P2 estiment que le CPN a permis d'avancer en général et de les faire progresser en particulier. Il est certain que la « gauche » du NPA pèse désormais d'un poids important. Mais à quel prix ? La P2 a renoncé à mettre en avant l'essentiel de ses positions pour passer cet accord qui évite certes la catastrophe d'une discussion sans fin avec le Front de gauche, mais prive l'organisation de perspectives politiques solides. Par là même, la situation est loin d'être débloquée. Elle ne fait au contraire que se nouer davantage dans une logique de compromis fragiles, forcément éphémères, de tensions et de suspicions réciproques, sans cesse menacés de voler en éclats au moindre désaccord. C'est pourquoi les divergences ont été artificiellement enfouies comme de la poussière sous un tapis. C'est une grave perte pour la discussion politique de fond et le débat démocratique : la direction de la P2 et la gauche de la P1 n'ont à proposer au vote des militantes et des militants qu'un texte privé de l'essentiel de leur propre orientation. Nous les appelons à revoir leur position et à proposer à l'ensemble du parti une contribution dotée d'un véritable contenu politique, en vue de la conférence nationale de juin.

Un troisième texte en vue de la conférence nationale de juin : pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire en direction des travailleurs et de la jeunesse

Les élus de la Tendance CLAIRE ont soumis au vote du CPN le texte Cabral/Lemaitre abandonné par ses auteurs, avec des amendements préparés avant le CPN dans l'espoir qu'il serait possible d'avoir des discussions de fond avec la gauche du parti pour avancer dans la clarification programmatique et stratégique sans tomber dans le sectarisme. Les autres élus de la P4, d'abord en désaccord avec cette démarche d'amendements du texte P2/Gauche de la P1, ont finalement voté pour la version amendée par la Tendance CLAIRE, sous réserve qu'elle soit revue ensuite pour la conférence nationale. Un camarade de la P2 a également voté

pour cette version au CPN. Après avoir été rediscuté à la suite du CPN et reçu de nouveaux amendements, la version définitive du texte (cf. PJ) est désormais soumise au vote de la Conférence nationale et portée en commun par l'ensemble de la P4, mais aussi désormais par plusieurs camarades de la P2. Nous appelons toutes et tous les camarades attachés à la construction du NPA et à la clarification de sa ligne dans le sens révolutionnaire à voter et faire voter pour ce troisième texte !

Pour sortir de la crise, il faut un NPA révolutionnaire et fier de l'être

Nous estimons nécessaire de renforcer le parti en revoyant son programme et sa stratégie, en levant les ambiguïtés de départ — ambiguïtés qui ont mené une dirigeante de la droite du parti à déclarer en plein CPN que le projet du NPA était d'être « anticapitaliste » mais pas nécessairement « révolutionnaire ». C'est cette confusion et la velléité politique d'une direction sans boussole qui ont conduit à la profonde crise que traverse parti depuis

plus d'un an, en l'empêchant d'avoir une orientation claire. Aujourd'hui, pour être à la hauteur de la situation sociale, au cœur de la crise du capitalisme, pour contrer la montée du Front national qui pose quant à lui la question du pouvoir et se prétend radicalement « anti-système », il est indispensable d'expliquer clairement aux travailleurs et aux jeunes ce que nous voulons : renverser le capitalisme pour le remplacer par une société communiste, sans classe et sans État, et mettre en avant un véritable programme de transition partant des revendications et des luttes immédiates, mais axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs auto-organisés.

Ce n'est pas là être « sectaires », « archaïques » ou « préhistoriques » comme on nous le dit parfois dans les rangs mêmes du NPA. C'est au contraire être éminemment contemporains de l'état de crise du capitalisme, actuels quant à la nécessité d'en finir avec lui, adaptés à la vague historique sans précédent de processus révolutionnaires dans les pays arabes. La mobilisation massive de la jeunesse espagnole dans les rues et sur les places semble montrer que cette vague peut franchir la Méditer-

ranée et donner une impulsion nouvelle aux luttes des travailleurs d'Europe contre les plans d'austérités, les licenciements, le chômage, la vie chère... Il ne s'agit pas de réactiver le mythe du « Grand Soir », mais de contribuer à reconstruire patiemment les conditions subjectives nécessaires au renversement révolutionnaire du capitalisme : habitudes d'auto-organisation et de démocratie ouvrière, programme de transition partant des revendications immédiates pour les relier à la question du pouvoir par un gouvernement des travailleurs. C'est en nous démarquant fermement des organisations réformistes, en assumant pleinement notre programme révolutionnaire, en répondant au plus juste à la question de toutes celles et de tous ceux qui nous demandent « comment faire ? », en faisant un effort systématique d'implantation en profondeur du parti dans les boîtes, les quartiers populaires et la jeunesse, que nous pourrions convaincre les travailleurs, les travailleuses et les jeunes révoltés par ce système de nous rejoindre.

Paris, le 24 mai 2011
Tendance CLAIRE du NPA

Tribunes du Texte C dans Tout est à nous !

Pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante (2 juin 2011)

Contrairement à ce que pourraient croire les lecteurs des deux derniers *Tout est à nous !*, il n'y a pas deux, mais bien trois textes pour la conférence nationale. C'est la première fois que s'expriment ici les partisans du « texte C ». La crise du capitalisme touche de plein fouet les exploités et les opprimés. Mais elle aiguise aussi leur résistance à l'austérité, au chômage et à la précarité. Les processus révolutionnaires dans les pays arabes, l'intervention impérialiste visant à les stopper, la mobilisation en Espagne, les luttes déterminées quoique dispersées en France créent une situation qui justifie pleinement la proposition de construire un NPA révolutionnaire, internationaliste et anti-impérialiste.

C'est pourquoi la discussion sur la campagne présidentielle engage davantage que la stratégie électorale. La conférence nationale doit être l'occasion d'un débat pour surmonter la crise de notre parti, clarifier les ambiguïtés permanentes qui nous paralysent et mieux définir le NPA que nous voulons.

Notre parti, pour être conséquent, doit affirmer son projet de rupture révolutionnaire avec ce système. Ce faisant, il démontrera ce qui le distingue radicalement des organisations réformistes qui ne prétendent, comme le Front de gauche, qu'humaniser le capitalisme... et en fait le cogèrent avec le PS. Il faut au contraire le renverser et s'en donner les moyens, qui n'ont rien à voir avec la « révolution par les urnes ». C'est

dans et par les luttes, par l'auto-organisation, le front unique dans l'action et la démocratie ouvrière, que pourra se mener l'affrontement décisif avec les exploités, tout en contrant les directions syndicales et leur collaboration de classe. Ni baguette magique ni recette schématique, la grève générale, dont le spectre a hanté cet automne, sera nécessaire pour créer un rapport de forces qui puisse contester frontalement le droit des capitalistes à sacrifier nos vies pour leurs profits. Il s'agit donc d'avancer un programme de transition partant des revendications formulées dans les luttes, en développer la logique jusqu'à poser la question du pouvoir : seul un gouvernement des travailleurs fondé sur leurs organes démocratiques d'auto-

organisation, liquidant les institutions bourgeoises, pourra satisfaire ces revendications, atteignant directement le pouvoir de la classe dominante pour changer radicalement la société, vers le communisme, sans classes et sans État.

Nous n'attendons rien de ces élections qu'une occasion de populariser les luttes et d'exposer notre programme à une large échelle, d'expliquer en quoi, bien loin d'être

« utopique » ou « archaïque », c'est la seule perspective réaliste à mettre en œuvre si l'on veut défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs. Nous pouvons mener cette campagne en œuvrant au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, à la fois avec les militants de l'avant-garde des luttes, des syndicalistes lutte de classe, et en ouvrant la discussion avec LO, tout en assumant nos réelles divergences. Sinon,

le NPA se présentera seul à la présidentielle. Mais l'essentiel est de concevoir notre campagne comme un moyen de construire le parti dont l'activité principale doit se centrer dans les luttes, les entreprises, les quartiers, la jeunesse.

**Daniela, Ludvine, Ludovic,
Vincent, membres du CPN**

Pas d'issue sans stratégie ni programme révolutionnaires ! (30 juin 2011)

La situation montre que, pour être utile aux travailleurs et à la jeunesse, il ne suffit pas d'encourager les luttes. Après la vague de processus révolutionnaires dans les pays arabes, une crise politique majeure couve en Grèce, maillon le plus faible de l'Union européenne. Face à un monstrueux plan d'austérité, la mobilisation de dizaines de milliers d'indignés, les journées de grève générale, l'encerclement du Parlement n'ont pas permis d'arrêter le « socialiste » Papandréou. Or le régime grec menace les prolétaires de toute l'UE. En France, les suppressions d'emplois pleuvent, PSA a annoncé la fermeture d'Aulnay et Sevelnord, le management impose des cadences infernales, le gouvernement veut forcer les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain, les immigrés sont dénoncés comme boucs émissaires et pourchassés... et Sarkozy promet pire encore sous prétexte d'éviter la situation grecque !

Pour ouvrir une issue politique à celles et ceux qui luttent, nous avons proposé aux camarades de doter le NPA d'un programme révolutionnaire. Lors du vote non contradictoire, nous nous sommes abstenus sur le texte A, avons voté contre le texte B (qui proposait de poursuivre les discussions avec le Front de gauche). Nous avons été choqués de voir que la quasi-totalité des délégués de la position A (y compris la majorité de la P2) ont joint leur voix à la B pour voter contre notre texte C, alors que, lors des AG électives, certains avaient dit être d'accord sur l'essentiel avec la position C, afin de convaincre les hésitants de voter « tactiquement » pour la A. Le texte A ayant obtenu une courte majorité absolue sur du flou (une campagne se faisant l'écho des luttes, mais sans stratégie ni programme), nous avons adopté d'emblée une démarche constructive en propo-

sant à la conférence nationale de le clarifier sur des points clés : 1) Expropriation sans indemnité ni rachat et sous notre contrôle non seulement des banques (pour financer l'économie) et des entreprises de l'énergie (pour sortir du nucléaire en dix ans), mais aussi des entreprises du CAC 40 en général avec leurs 100 milliards de profits, condition pour que nous puissions, exploités et opprimés, réellement diriger la production. 2) Destruction des institutions actuelles au service du capital à remplacer par un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, seul capable d'imposer la pleine réalisation de nos mots d'ordre : aucun licenciement, partage du travail jusqu'à la disparition du chômage, etc. 3) Une stratégie clairement différente de celle des directions syndicales réformistes, centrée sur l'auto-organisation, les initiatives pour la convergence et le combat pour la grève générale. 4) Une caractérisation précise du Front de gauche : front anti-libéral qui ne remet pas en cause la propriété privée des grands moyens de production, gère les institutions (hier et peut-être demain au gouvernement central, aujourd'hui dans les régions, départements et villes) et soutient les directions syndicales réformistes, obstacle essentiel aux luttes.

Malheureusement, la conférence nationale n'a pas planché sur le contenu de la campagne. D'emblée, les dirigeants de la position A ont décidé de discuter d'abord du choix du candidat, puis des axes de campagne, privilégiant le « casting » au « scénario ». Ils ont rejeté en commission nos quatre amendements au projet de déclaration et, contrairement à l'usage, nous ont refusé de les soumettre en plénière. Les délégués n'avaient le choix qu'entre approuver ou rejeter en bloc le texte préparé par une poignée de dirigeants.

Les autres commissions ont été centrées sur les slogans et la forme de la campagne et leurs débats n'ont même pas été pris en compte ! C'est très grave : la contradiction est terrible entre le projet émancipateur que nous portons et les pratiques internes qui ne peuvent que frustrer et décourager les militants.

Alors que certains dirigeants de la position B ont laissé entendre qu'ils ne feraient pas la campagne du NPA (espérons que les camarades de la base de la B ne les suivront pas !), nous la ferons. Cependant, les compromis flous nous condamnent à l'impuissance. Nous continuons donc le combat pour convaincre une majorité de camarades. Face à la crise capitaliste et à la montée du FN, notre parti ne peut être utile aux travailleurs que s'il se dote d'une stratégie et d'un programme révolutionnaire concret et vivant.

**Délégation de la position C à la
Conférence nationale**

Cette brochure est le supplément n° 3 à Au CLAIR de la lutte n° 8 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

**Site actualisé chaque jour :
<http://tendanceclaire.npa.free.fr>**

**Courriel :
tendanceclaire.npa@free.fr**

**Téléphone :
06 64 91 49 63**